



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



JEUDI 1 SEPTEMBRE 2022

PLUS VERT QUE VERT

La solution pour sauver la biosphère terrestre avec tous ses écosystèmes, ses animaux, ses plantes, ses insectes, etc. est très simple : il suffit d'éradiquer une seule espèce, l'espèce... humaine.

- ▶ La fin de la raison - Partie 1 (The Honest Sorcerer) p.2
- ▶ L'ascension des machines (Simon Sheridan) p.6
- ▶ #238. L'argent et la fin de l'abondance (Tim Morgan) p.7
- ▶ Le "net zéro" est mort - et maintenant ? (Tim Watkins) p.15
- ▶ Article d'une médiocrité totale : Greenpeace augmente la pression sur les banques (Richard Dufour, journaliste-perroquet du journal La Presse) p.21
- ▶ L'accélération de la maladie (James Howard Kunstler) p.24
- ▶ Critique de « Dawn Of Everything » (Alice Friedemann) p.26
- ▶ Confucius, Kautilya et Voltaire (Simon Sheridan) p.28
- ▶ Au-delà de la peur de la mort (Simon Sheridan) p.32
- ▶ États défaillants : Dans un pays proche de chez vous (Kurt Cobb) p.35
- ▶ L'énergie du désespoir (Philippe Béchade) p.37
- ▶ Même l'Allemagne abandonne le libéralisme (Étienne Henri) p.39
- ▶ L'Europe peut-elle se passer du gaz russe ? (Laurent Horvath) p.42
- ▶ La fin de l'ère de l'abondance (et le début de l'ère de la pénurie) (Umair Haque) p.43
- ▶ Le suicide économique et social de l'Europe, provoqué par les États-Unis et favorisé par les dirigeants européens (Moon of Alabama) p.47
- ▶ Chasseurs de méthane : Comment expliquer la recrudescence de ce puissant gaz à effet de serre ? p.52
- ▶ L'aggravation de la crise des engrais en Europe menace de provoquer une crise alimentaire p.55
- ▶ Riches ET pauvres contribuent à la canicule (Biosphere) p.58
- ▶ LA FIN DE L'ABONDANCE ? (Patrick Reymond) p.61
- ▶ Retour au charbon (Philippe Béchade) p.64

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ L'économie s'effondre autour d'eux alors que les Européens entrent dans un hiver extrêmement froid et glacial (Michael Snyder) p.66
- ▶ « En moyenne on sait faire, le problème ce sont les pics ! Ces ministres qui découvrent l'eau chaude et le fonctionnement des emmerdes ! » (Charles Sannat) p.70
- ▶ « La BCE préfère la récession à l'inflation ! » (Charles Sannat) p.74
- ▶ Le choix de Powell est-il le bon ? (Bruno Bertez) p.78
- ▶ Le crime financier que les banquiers centraux ne paieront pas (Simone Wapler et Henri Bonner) p.80
- ▶ Cela arrivera soudainement (Jeff Thomas) p.82
- ▶ Les économies peuvent s'épuiser, elles aussi, et elles sont en train de le faire (Charles Hugh Smith) p.84
- ▶ Que dira Powell demain ? (Jim Rickards) p.88
- ▶ La machine à remonter le temps (Joel Bowman) p.91
- ▶ Le déclin et la chute de l'empire américain (Doug Casey) p.96
- ▶ La Russie à la tête de la nouvelle OPEP ? (Jim Rickards) p.99

► Loin de l'objectif (Bill Bonner) p.102

► Journées tranquilles dans le Poitou (Bill Bonner) p.105

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Jean-Pierre : je me demandais « QUAND » les dirigeants des pays de ce monde allaient nous dire que « la fête est finie ». Eh bien ça commence... aujourd'hui. Maintenant, oseront-ils nous expliquer POURQUOI la fête est définitivement terminée ?

DISCOURS D'EMMANUEL MACRON (EXTRAIT) :

Ce que nous vivons actuellement est une sorte de point de basculement majeur ou un grand bouleversement ... **nous vivons la fin de ce qui aurait pu sembler être une ère d'abondance ... la fin de l'abondance des produits des technologies qui semblaient toujours disponibles ... la fin de l'abondance de la terre et des matériaux, y compris l'eau.**

Nous vivons la fin de ce qui pouvait sembler être [une ère] d'abondance, de flux d'argent sans fin, pour lequel nous devons maintenant faire face aux conséquences en termes de finances publiques, d'une abondance de produits et de technologies qui semblaient être perpétuellement disponibles. La téléologie de notre ordre mondial au cours des dernières années a démolé certaines choses que nous tenions pour acquises.

C'est aussi la fin, pour ceux qui l'avaient, d'une certaine forme d'insouciance. La guerre a recommencé en Europe il y a six mois jour pour jour. Pour de nombreuses générations dans notre pays, la guerre était une réalité qui n'existait plus. En même temps, la crise climatique et tous ses effets sont là, tangibles, et de nouveaux risques apparaissent sans cesse, comme les cyberattaques. Nous vivons un énorme changement.

Cette vue d'ensemble que je donne, la fin de l'abondance, la fin de l'insouciance, la fin des présupposés, c'est finalement **un point de bascule que nous sommes en train de vivre** et qui peut amener nos citoyens à ressentir beaucoup d'anxiété. Face à cela, nous avons un devoir, des devoirs, dont le premier est de parler franchement et clairement, sans catastrophisme...



.La fin de la raison - Partie 1

Allumez une torche, des temps sombres nous attendent

B , The Honest Sorcerer , Août 29 2022 , traduit de l'anglais



Avons-nous dépassé le pic de rationalité ? Source des données : Recherche Google, ligne rouge : mon extrapolation

La plupart des sociétés qui se sont effondrées avant la nôtre sont passées par un schéma similaire d'ascension, de prospérité et de chute. La nôtre ne fait pas exception. Vers la fin de leur phase de prospérité, due à la découverte de certaines règles rationnelles sur le fonctionnement des choses (la science) et au développement d'une capacité à exploiter ces observations (la technologie), les sociétés ont eu tendance à se heurter à des limites de toutes sortes, pour se retrouver malgré elles sur le chemin de la chute.

L'une de ces nombreuses limites est celle de **la rationalité humaine**. Nous, les humains modernes, avons tendance à nous considérer comme des êtres hautement rationnels. Nous sommes fiers de construire des systèmes fondés sur des découvertes scientifiques et de les gérer sur la base de faits et de chiffres - une méthode qui permet de nouvelles découvertes et des innovations toujours plus récentes. Les premiers succès de cette approche nous ont amenés à penser : "*Hé, ça pourrait continuer indéfiniment !*" ou "*il n'y a pas de limite à l'ingéniosité humaine !*".

Le progrès scientifique n'est pas seulement devenu la norme, mais une véritable attente : tous les "problèmes" qui assaillent l'humanité, du changement climatique à la faim, peuvent être et seront "résolus". Nous nous sommes leurrés en croyant que, puisque les découvertes scientifiques et la raison nous ont amenés à notre état actuel, nous pourrions continuer à innover pour nous sortir de toutes les situations.

Cette idée de **progrès infini** nous a fait penser en termes linéaires, où les gens imaginent une ligne droite avec un point de départ dans les temps sombres (stupides, idiots, agressifs, etc.) de l'âge de pierre, avec toutes ses superstitions et ses "fausses croyances", traversant l'histoire vers la victoire éclatante de la raison et de la connaissance - pointant finalement vers l'infini, et au-delà.

Ce mode de pensée - si courant dans les âges de la raison, ou des Lumières comme nous avons tendance à appeler le nôtre - a été grandement aidé par une vision mécaniste du monde. Selon celle-ci, "le monde est une machine, construite dans un but précis" et dont les relations entre les pièces sont parfaitement compréhensibles. Comme l'a écrit Imre Madach, le célèbre dramaturge hongrois, dans **la Tragédie de l'homme** (1861), reflétant parfaitement les modes de pensée de son époque :

*Le grand chef-d'œuvre est enfin terminé ;
La roue tourne ; le maître sur son trône
Se repose. Un million d'éternités vont s'écouler,
Avant que le plus petit rayon ne soit défectueux.*

(Source)

Cette vision du monde plutôt statique était étayée par des "lois naturelles" aux mesures quantifiables et prouvées par d'innombrables résultats expérimentaux. Elle est devenue de plus en plus inattaquable avec le temps, rejetant tout ce qu'elle ne pouvait expliquer, en le qualifiant de simple "superstition".



Une vision pas si précise de la façon dont le monde fonctionne.

Il n'y a rien de mal à cette approche - en fait, cette méthode peut s'avérer très utile - mais seulement jusqu'à un certain point. Au-delà d'une limite pratique, cependant, elle devient désespérément inadéquate pour expliquer comment le monde fonctionne autour de nous. Vers la fin de l'âge de raison, les civilisations tombent invariablement sur des énigmes qu'elles ont de plus en plus de mal à déchiffrer - ou plutôt sur des situations difficiles, bien au-delà de leurs capacités mentales.

En sommes-nous déjà là ? Avons-nous déjà atteint les limites de la raison ?

* * *

Il y a deux siècles, au début de nos travaux scientifiques, il n'a fallu que deux personnes, Darwin et Wallace, pour comprendre l'évolution et révolutionner la biologie. De même, il n'a fallu qu'un seul Bell pour révolutionner les télécommunications, deux frères Wright pour mettre au point le vol motorisé et un Einstein pour élaborer la théorie de la relativité.

Aujourd'hui, il faut littéralement des centaines de scientifiques pour faire le pas suivant, toujours plus progressif, vers la compréhension du fonctionnement de la vie, de la mécanique quantique ou de toute autre chose. Ce faisant, ils découvrent que les réponses à ces questions sont toujours aussi insaisissables, ce qui les oblige à repousser chaque fois de plusieurs dizaines d'années l'échéance à laquelle ils pourront livrer quelque chose de substantiel. Il n'est pas étonnant que nous continuions à entendre des affirmations telles que "*la fusion n'est qu'à quelques dizaines d'années*", et ce depuis plus de 60 ans maintenant.

Comme l'ont observé **Deborah Strumsky, José Lobo et Joseph A. Tainter** dans leur étude de 2010 sur la complexité et la productivité de l'innovation :

Nos investissements dans la science ont produit des rendements décroissants depuis un certain temps (Machlup, 1962, p. 172, 173). Pour soutenir l'entreprise scientifique, nous avons employé une part croissante de la richesse et du personnel qualifié (de Solla Price, 1963 ; Rescher, 1978, 1980). Depuis plusieurs années, il est question de doubler le budget de la National Science Foundation des États-Unis. L'affectation d'une part croissante des ressources à la science signifie que nous pouvons affecter des parts comparativement plus faibles à d'autres secteurs, tels que les infrastructures, les soins de santé ou la consommation. Il s'agit d'une tendance qui ne peut manifestement pas se poursuivre indéfiniment, et peut-être même pas pendant plusieurs décennies encore. Derek de Solla Price a suggéré que la croissance de la science pourrait se poursuivre pendant moins d'un siècle. Au moment où nous écrivons ces lignes, cette prédiction a été faite il y a 47 ans (de Solla Price, 1963). D'ici quelques décennies, nos résultats suggèrent que nous devons trouver de nouvelles façons de générer la prospérité matérielle et de résoudre les problèmes sociétaux.

L'espoir que la logique et la raison soient capables de fournir des résultats dans un avenir lointain, en suivant une ligne linéaire pointant vers les étoiles, semble être en contradiction avec la réalité. Le nœud de ce problème, qui touche toutes les sociétés à la fin de leur âge de raison respectif, est que le monde n'est pas une machine qui donne des résultats fiables, mais un système auto-adaptatif infiniment complexe, avec tous ses comportements émergents, ses points de basculement et ses transitions de phase continues. Ainsi, nos efforts pour le décoder, que ce soit par la magie, la divination ou sur la base d'une approche mécaniste, sont voués à l'échec à chaque fois (1).

À notre grande frustration, le monde est un endroit largement illogique, dont seulement quelques parties se plient à notre logique de primate et à nos mesures simples. La plus grande partie de ce monde, cependant, est totalement irrationnelle pour nous - et se situe invariablement au-delà de nos capacités à la saisir.

Contrairement aux croyances modernes, ce monde n'a absolument pas besoin d'une raison d'être, ni de quelqu'un pour décoder son fonctionnement. Nous ne sommes pas les maîtres de ce système incroyablement complexe, que nous confondons sans cesse avec une machine, mais des parties intégrantes de celle-ci. Des parties qui jouent un

rôle important, mais qui ne sont en aucun cas indispensables.

Une pilule difficile à avaler.

* * *

Il n'est donc pas étonnant que de nombreux adeptes de l'idée (ou plutôt de la religion) du progrès refusent de l'admettre. En particulier les personnes qui tirent le plus de bénéfices d'un monde traité comme une machine, produisant des résultats fiables sous forme de revenus : la classe dirigeante.

Il est compréhensible qu'il ne soit pas facile pour eux d'admettre que ce qu'ils président si fièrement pourrait très bien fonctionner sans eux - dans de nombreux cas, même mieux. Comme Graeber et Wengrow l'ont observé, en parcourant les archives historiques de l'Égypte ancienne : pendant les périodes intermédiaires entre les royaumes et les empires officiels, les gens vivaient une vie plus juste, plus libre et moins violente que pendant le règne des pharaons. De même, l'ancienne cité de Catal Huyuk a fonctionné sans problème pendant des siècles sans pouvoir fort et centralisé. On pourrait arguer que nos vies modernes ont besoin de hiérarchies centralisées pour fonctionner, mais dire cela serait tout simplement sous-estimer **le pouvoir de l'auto-organisation**.

Il est donc essentiel pour la classe dirigeante de maintenir l'illusion du progrès, et plus important encore, leur rôle indispensable dans la gestion des choses. Pour un exemple vivant, ne cherchez pas plus loin que les toutes-puissantes **banques centrales** du monde entier, et comment elles pensent réguler l'ensemble de l'économie (un système auto-adaptatif immensément complexe en soi) via un seul levier mécanique : le taux d'intérêt. Ou comment elles ignorent des facteurs beaucoup plus importants pour l'économie réelle, comme les limites de l'énergie ou des ressources, et les traitent comme des données totalement fongibles dans leur modèle. Le fait que ce modèle d'apparence rationaliste s'effondre sous nos yeux en Occident est un avertissement brutal : la réalité est une chose un peu plus complexe à gérer que ce que beaucoup parmi nos élites n'ont jamais osé penser.

* * *

Comme je l'ai évoqué au début de ce billet, les civilisations passent par des phases de développement similaires. L'une des plus importantes - et certainement la plus documentée - est leur âge de raison respectif, où la logique, les arguments et les débats raisonnés règnent en maîtres. La science et la technologie s'épanouissent au cours de ces âges, mais chacune d'entre elles finit par atteindre des rendements décroissants, car elles ne parviennent pas à fournir des réponses évolutives et réalisables aux problèmes sans cesse croissants de leurs sociétés respectives. **Des problèmes qui, en réalité, requièrent moins de technologie, moins de science et moins d'autorité - pas plus. À ce stade, au lieu de se réduire, la rationalité cède lentement mais sûrement la place à la déraison et à la superstition, pour aboutir à un âge sombre au fil du temps. Il est de plus en plus évident que notre civilisation ne fera pas exception à cet égard non plus.**

Comment cela se présente-t-il dans notre cas ? Quelle est la dynamique sous-jacente ? Quels sont les signes révélateurs de cette évolution et que se passera-t-il ensuite ? Nous aborderons ces questions dans la deuxième partie de cet essai. Restez à l'écoute !

Notes :

- (1) Certains lecteurs pourraient demander : qu'en est-il de l'intelligence artificielle ? À vrai dire, l'IA peut être utilisée pour résoudre des problèmes très complexes, comme la compréhension de la structure interne des protéines, la censure du contenu en ligne, le suivi et l'identification des personnes, ou la distinction entre les chats et les chiens sur des photos - à condition de disposer d'une quantité énorme de données pour l'alimenter. Le problème, c'est qu'il s'agit d'une méthode très gourmande en ressources : elle nécessite des quantités énormes de stockage numérique et de puissance de calcul. Dans un monde qui se dirige vers davantage de goulets d'étranglement, de pénuries, d'instabilité politique et de guerres en matière d'énergie et de ressources, je doute que cette méthode puisse continuer à être utilisée très longtemps.

L'ascension des machines

Simon Sheridan 10 novembre 2022 , traduit de l'anglais



Récemment, une histoire de Kafka m'est restée en tête. Pas celle que tout le monde connaît - la Métamorphose - même si elle est, en un sens, très pertinente pour notre situation actuelle.

Alors que Gregor Samsa se réveille un matin après des rêves troublants, il se retrouve transformé dans son lit en un théoricien de la conspiration d'extrême droite non vacciné.

Non, l'histoire de Kafka que j'avais à l'esprit est celle que j'ai toujours trouvée la plus mémorable de ses œuvres : *Dans la colonie pénitentiaire* (alerte spoiler : je vais dévoiler la fin de l'histoire ici, alors arrêtez de lire maintenant si vous ne voulez pas savoir).

Publié en 1919, *Dans la colonie pénitentiaire* se situe sur une île subtropicale à l'époque coloniale. Il y a une garnison sur l'île et le protagoniste de l'histoire, un voyageur de la mère patrie, se voit contraint d'assister à la punition d'un indigène qui doit avoir lieu sur un engin mécanique géant entretenu par l'officier de l'armée qui est l'antagoniste de l'histoire. La machine est conçue pour tuer son sujet d'une manière longue et très technique. L'officier est extrêmement fier de la technologie complexe et compliquée dont il est l'expert, mais le voyageur trouve tout cela épouvantable. Il y a beaucoup de thèmes différents dans cette histoire, mais celui qui m'a le plus marqué ces derniers temps est l'angle technologique. Voici une machine transportée de la culture européenne vers un endroit où elle n'a pas sa place. L'officier croit en la machine comme une fin en soi. Il a perdu de vue le fait que la machine ne devrait être qu'un moyen de parvenir à la justice. À la fin de l'histoire, l'officier est tué par la machine de façon semi-volontaire. Il préfère mourir plutôt que d'admettre la faute de son engin. Techniquement, l'histoire est une tragédie, mais, comme d'habitude chez Kafka, elle ressemble davantage à une horreur.

La société occidentale est obsédée par les machines depuis plusieurs siècles. Notre monde moderne fonctionne avec des machines. Les machines ne sont pas seulement les machines évidentes faites d'écrous et de boulons. Une bureaucratie est une machine. Elle fonctionne avec des règles. Kafka a été l'un des premiers à voir **qu'une organisation purement "rationnelle" qui fonctionne selon des règles peut produire des résultats horribles**. Les films Terminator traitent d'un robot qui devient plus humain. Mais les histoires de Kafka parlent d'humains qui se comportent comme des robots et des conséquences qui en découlent. C'est une proposition bien plus horrible.

Au début du mois d'avril 2020, j'ai reçu dans la boîte aux lettres un dépliant de mon conseil municipal. Il contenait des informations sur le "**covid-19**". Il était indiqué sur le dépliant que les informations provenaient de l'OMS. Quelqu'un, probablement l'assistant administratif de la mairie, avait été chargé de prendre les informations de l'OMS et de les mettre sur le papier à lettres de la mairie. Je me suis demandé si le conseil était responsable de la véracité de ces informations. A-t-il des virologues ou des experts médicaux qualifiés pour en vérifier l'exactitude ? La réponse, bien sûr, est non. L'information aurait été transmise mot à mot par la machine bureaucratique qui

passait par le gouvernement de l'État, puis par le gouvernement fédéral et enfin par l'OMS. Le système, la machine, avait déjà été configuré pour fonctionner dans un tel scénario. Tout ce que l'OMS a dû faire, c'est de la mettre en marche. Il existe des accords juridiques entre les gouvernements et l'OMS. Des bureaucrates sont chargés d'assurer la liaison avec l'OMS et d'autres bureaucrates veillent à ce que la communication soit transmise le long de la ligne jusqu'à ce qu'elle atteigne mon conseil municipal, puis ma boîte aux lettres ; une grande machine bureaucratique qui s'étend aux nations occidentales et à une grande partie du reste du monde.

Je sais comment fonctionnent les grandes machines bureaucratiques et j'ai fait l'expérience du cauchemar kafkaïen qui peut se produire lorsque les gens se contentent de suivre les règles. J'ai vu la pression, douce et moins douce, exercée sur ceux qui remettent en question les règles. C'est surtout un problème pour les nouveaux arrivants qui n'ont pas encore été conditionnés à ne pas utiliser cette partie de l'esprit si active chez les jeunes enfants, celle qui aime demander "**pourquoi ?**". Heureusement pour les bureaucraties, le système éducatif a normalement éliminé ceux qui aiment demander pourquoi au moment où ils commencent à travailler. Les jeunes enfants entrent d'un côté du système en demandant tout le temps "pourquoi ?" et sortent de l'autre côté sans jamais demander pourquoi ? C'est dommage pour eux, mais pas pour les bureaucraties qui ont besoin de gens pour être des rouages efficaces de la machine.

La société moderne est fondée sur la science et **la science consiste à poser des questions**. Pourtant, nous avons une société qui décourage activement les gens de poser des questions.

Vous n'êtes pas médecin. Faites confiance aux experts.

Les gens semblent considérer la science elle-même comme une machine, une machine qui crache la "vérité" de la même manière qu'une autre machine peut verser un café ou passer l'aspirateur. Dans les horribles hôtels de quarantaine de Corona, ici en Australie, des robots patrouillaient dans les couloirs, équipés de petites caméras, au cas où l'un des détenus aurait l'idée d'enfreindre les règles. Pendant ce temps, le Premier ministre de l'État de Victoria a déclaré qu'il avait un superordinateur qui calculait les chiffres et s'en servait pour justifier ses mesures de verrouillage. Tout cela est risible pour ceux d'entre nous qui travaillent dans la science et la technologie, mais il est clair qu'une majorité de la population y croit. Nous aimons nos machines comme l'officier dans l'histoire de Kafka aimait sa machine. Mais avec toute machine, il faut se poser la question suivante : contrôlez-vous la machine ou est-ce la machine qui vous contrôle ? Dans l'histoire de Kafka, la réponse était la seconde et je crains que ce soit également le cas pour nous.

▲ [RETOUR](#) ▲

#238. L'argent et la fin de l'abondance

Tim Morgan Publié le 30 août 2022 , traduit de l'anglais



L'ABÉCÉDAIRE DE LA CRISE FINANCIÈRE

Parmi les décideurs du monde entier, le président français Emmanuel Macron a été le plus proche de la réalité de

la situation économique actuelle, déclarant que "*nous sommes en train de vivre un point de bascule ou un grand bouleversement*", et évoquant "*la fin de l'abondance*" (je souligne).

Si ses propos sont pris au sérieux - comme ils devraient l'être - une crise majeure se profile. Le système financier mondial est entièrement fondé sur une croissance économique perpétuelle.

Ce que M. Macron a dit est aussi important que ce qu'il n'a pas dit. Il n'a pas dit que l'abondance est terminée "pour un an ou deux", ou que nous devons vivre avec cela "jusqu'à ce que des temps meilleurs reviennent". Il n'a pas fait de promesses fantaisistes de "hautes terres ensoleillées" ou d'un "nouvel âge d'or".

Certains d'entre nous savaient depuis longtemps que l'ère d'abondance rendue possible par une énergie peu coûteuse touchait à sa fin. Jusqu'à présent, cependant, les décideurs ont évité cette conclusion, se réfugiant dans l'énigme de la "*croissance infinie sur une planète finie*" proposée par une orthodoxie économique profondément défectueuse.

Ce qui devrait nous préoccuper maintenant, ce n'est pas de savoir quand, ou si, d'autres dirigeants arriveront à cette même conclusion. La tendance des événements va leur imposer cette réalité émergente.

Nous devons plutôt nous préparer à ce qui se passera lorsque les acteurs du marché arriveront à la même conclusion que M. Macron.

La nature de la crise

La préparation exige de la clarté, et nous ne devons avoir aucun doute sur le fait que nous assistons actuellement à une crise d'accessibilité financière. Cela signifie deux choses - et toutes deux pointent **vers un effondrement financier majeur**.

Premièrement, la capacité des consommateurs à faire des achats discrétionnaires (non essentiels) est en déclin structurel. Cela signifie une contraction continue, non seulement dans les secteurs discrétionnaires évidents comme les loisirs, les voyages et les divertissements, mais aussi dans les secteurs de la technologie et des biens de consommation durables.

Deuxièmement, les ménages auront de plus en plus de mal à "*honorer leurs paiements*", qu'il s'agisse de prêts hypothécaires, de crédits, d'abonnements ou d'achats à paiement échelonné.

Tout cela a des implications négatives évidentes pour les marchés boursiers et immobiliers. Mais le véritable risque pour le système financier ne réside pas dans le prix des actifs, mais dans le passif de l'équation.

Les problèmes ici sont l'interconnexion, l'échelle et l'opacité. Au niveau mondial, la dette du secteur privé s'élevait à 144 000 milliards de dollars au début de l'année, dont 85 milliards de dollars dus aux banques. Mais ces chiffres sont éclipsés par l'exposition plus large du secteur privé. L'analyse effectuée pour ce rapport évalue ce chiffre à 513 000 milliards de dollars, mais il ne s'agit que d'une estimation informée, car les données disponibles ne sont ni complètes ni actuelles. Il est probable que 513 000 milliards de dollars sous-estiment l'ampleur réelle du problème.

Le plus inquiétant, c'est que la majorité de cette exposition au crédit n'est pas soumise à des règles de déclaration et de réglementation du type de celles qui s'appliquent aux banques de dépôt.

Avec le recul, les causes de la crise financière mondiale (CFM) - prêts à haut risque, titrisation, prêts imprudents et surveillance réglementaire inadéquate - auraient dû apparaître bien avant 2008.

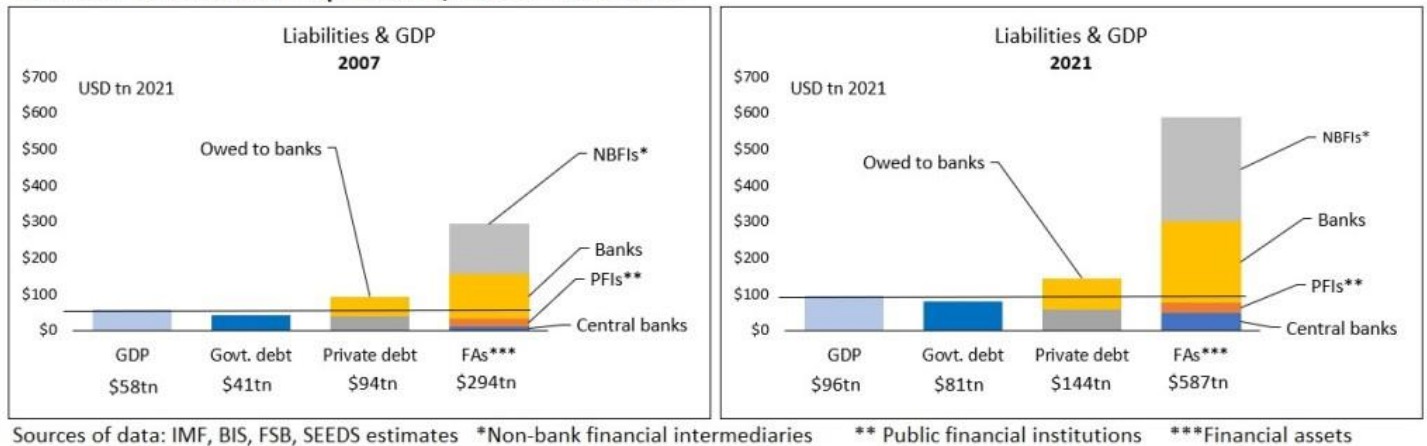
De même, on peut s'attendre à ce que les historiens du futur s'émerveillent de la poursuite de **la croissance**

fulgurante d'un énorme réseau d'engagements interconnectés, fondé sur la fausse prémisse d'une expansion économique infinie.

La figure 1 - dont les éléments constitutifs sont examinés plus loin - donne un aperçu de l'ampleur de l'exposition financière mondiale, en comparant, en dollars constants, la situation actuelle à celle de 2007, à la veille de la crise financière mondiale.

Fig. 1

Global financial exposure, 2007 & 2021



La fin de l'abondance

Les visiteurs réguliers de ce site savent pourquoi l'abondance matérielle prend fin, et ils savent aussi que ce tournant ne nous a pas frappés comme un coup de tonnerre venu d'un ciel sans nuages. En fait, nous sommes à la fin (ou très près) d'une zone précurseur de la fin de la croissance que nous pouvons retracer au moins jusqu'aux années 1990.

Il va sans dire que l'économie est un système énergétique, et non financier. Mais la prospérité matérielle n'est pas une simple fonction de la disponibilité quantitative de l'énergie primaire. Au contraire, le flux de valeur économique généré par l'utilisation de l'énergie se divise en deux flux.

L'un d'eux est le coût, c'est-à-dire la proportion de l'énergie accessible qui, étant consommée dans le processus d'accès, n'est pas disponible pour un autre usage économique. Cette composante "consommée lors de l'accès" est appelée ici "coût énergétique de l'énergie". La prospérité matérielle est fonction de l'excédent d'énergie qui reste après que l'ECoe a été déduit de la quantité globale (ou "brute") d'énergie disponible.

L'augmentation des ECoE affecte la dynamique énergie-prospérité de deux manières. Premièrement, elle réduit la prospérité en diminuant la quantité d'énergie excédentaire disponible. Deuxièmement, elle rend de plus en plus difficile la fixation de prix qui répondent aux besoins du producteur et du consommateur. Dans cette équation, les prix sont une interface entre les coûts des producteurs et la prospérité des consommateurs. Au fur et à mesure que les coûts augmentent et que la capacité financière des consommateurs diminue, l'offre globale commence à se contracter.

Les ECoE ont augmenté sur une très longue période, principalement en raison des effets de l'épuisement des combustibles fossiles. Tout naturellement, nous avons d'abord utilisé les ressources les moins coûteuses, laissant les alternatives plus coûteuses pour un "plus tard" qui est maintenant arrivé.

Cette tendance est mondiale, et même les pays riches en énergie comme la Russie ou l'Arabie saoudite n'y échappent pas. Ceux qui imputent la crise énergétique actuelle à la "guerre de Poutine" sont victimes d'une auto-illusion. Le conflit en Ukraine a, tout au plus, avancé la fin de l'abondance énergétique d'un petit nombre d'années.

Ni l'Arabie saoudite ni personne d'autre ne peut nous "sauver" des effets de la hausse des économies d'énergie.

Après l'espoir d'une reprise des échanges avec la Russie, la deuxième consolation offerte au public - offerte, peut-être, en toute sincérité - est que la transition vers les sources d'énergie renouvelables recréera l'abondance économique conférée jusqu'ici par le pétrole, le gaz naturel et le charbon.

En réalité, il est très peu probable que cela se produise. L'expansion des **énergies renouvelables** dépend de l'utilisation d'énormes quantités de matériaux tels que l'acier, le béton, le cuivre, le cobalt et le lithium. Ces besoins en matériaux ne peuvent être satisfaits que par l'utilisation de l'énergie héritée des combustibles fossiles.

Les arguments en faveur d'une transition "sans heurts" vers les énergies renouvelables reposent sur trois sources d'illusions. L'une d'entre elles est une extrapolation erronée des baisses de coûts passées. La deuxième est l'incapacité à reconnaître que les capacités de la technologie sont limitées par les lois de la physique. La troisième est un simple vœu pieux.

Les partisans de la transition vers les énergies renouvelables ont raison de souligner l'importance cruciale des énergies éolienne et solaire. Une "économie durable" peut en effet être possible, bien qu'elle soit rendue plus difficile à atteindre par notre insistance à modéliser l'avenir sur une adaptation des processus d'aujourd'hui (c'est pourquoi nous promovons les véhicules électriques, alors que les tramways et les trains sont beaucoup plus logiques).

Mais la **"croissance durable"** est un mythe - il n'y a aucune raison de supposer qu'une économie alimentée par des énergies renouvelables sera aussi importante que l'économie actuelle fondée sur les combustibles fossiles, et toutes les raisons de penser qu'elle sera plus petite.

Comprendre la compression de l'accessibilité financière

Alors que la prospérité diminue, les coûts réels des produits de base à forte intensité énergétique continueront d'augmenter. Cette évolution s'inscrit dans un schéma plus large que l'on comprend mieux en divisant les ressources économiques en trois segments fonctionnels.

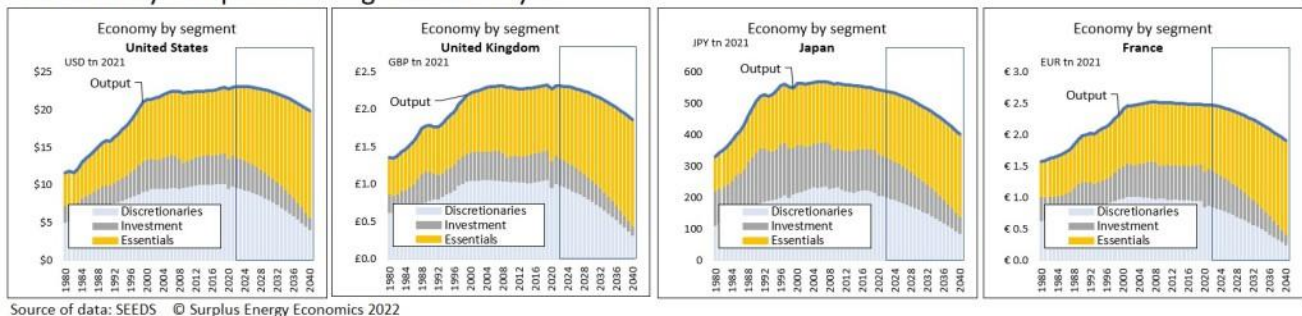
Il s'agit de la fourniture des biens essentiels, des investissements en capital dans des capacités de production nouvelles et de remplacement, et de la consommation discrétionnaire (non essentielle).

Ces schémas sont illustrés à la figure 2. Ces graphiques sont conçus pour faciliter les comparaisons avec d'autres prévisions. Ils prennent donc comme point de départ le PIB de la dernière année (2021), mais utilisent les calculs de prospérité SEEDS pour reformuler les tendances antérieures et projeter les résultats futurs. Chaque chiffre est exprimé en devises nationales à des valeurs constantes de 2021.

Comme vous pouvez le constater, alors que la prospérité globale se détériore, les coûts des biens essentiels augmentent. Cela signifie que la capacité d'investissement en capital et l'accessibilité financière discrétionnaire sont en baisse.

Fig. 2

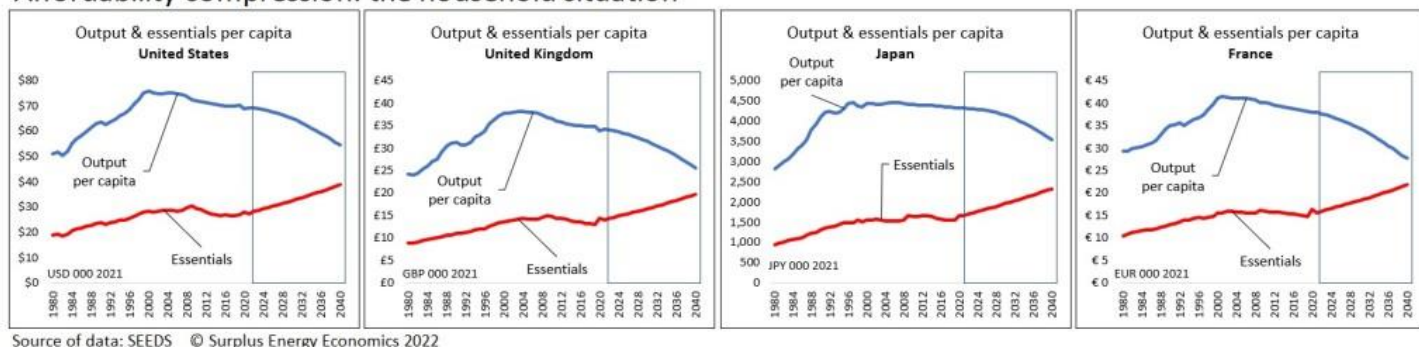
Affordability compression: segmental analysis



Ce que cela signifie au niveau des ménages est illustré à la figure 3, où la prospérité par habitant est comparée aux tendances des coûts estimés des biens essentiels. Ces graphiques indiquent des chiffres moyens par habitant, ce qui signifie que la situation des personnes ayant des revenus inférieurs à la moyenne est pire que ce que ces graphiques pourraient suggérer.

Fig. 3

Affordability compression: the household situation



Bien entendu, les décideurs n'ont jamais agi sur la base d'une autre hypothèse que celle de la "croissance à perpétuité". Lorsque l'augmentation des économies d'énergie a commencé à peser sur les performances économiques dans les années 1990, le concept de causalité énergétique a été négligé et l'on a supposé que la décélération matérielle impliquée dans la "stagnation séculaire" pouvait être corrigée par des outils financiers.

En conséquence, l'accès au crédit a été élargi, entraînant une augmentation rapide de la dette. Au moins jusqu'en 2008, cela a semblé fonctionner. **Mais en réalité, nous n'avons fait que créer une "croissance" de façade avec une escalade de la dette.**

La crise financière mondiale aurait dû mettre à nu l'idée fausse selon laquelle nous pouvons créer une offre matérielle avec une demande financière. Au lieu de cela, les décideurs ont doublé cette erreur en complétant l'"aventurisme du crédit" par un "aventurisme monétaire". Les taux d'intérêt réels négatifs sont une anomalie dangereuse, qui incite à emprunter tout en décourageant l'investissement. L'économie capitaliste, après tout, repose sur des rendements positifs obtenus par les propriétaires du capital. Elle dépend également de la capacité des marchés à évaluer le risque sans interférence excessive.

Cela signifie qu'en 2022, nous découvrons ce que beaucoup savaient (ou du moins soupçonnaient) depuis le début, à savoir que nous avons sacrifié la stabilité du système financier et le fonctionnement efficace d'une économie de marché à la poursuite de la chimère de la "croissance".

Allez savoir - l'ampleur de l'exposition

Commençons par mettre des chiffres sur l'ampleur de l'exposition financière mondiale. C'est compliqué, et la figure 1 (présentée plus haut) vise à présenter la structure générale des engagements financiers - en valeurs constantes - en comparant la situation actuelle avec la position équivalente à la veille de la crise financière mondiale (CFM) en 2007.

Veuillez noter que les données présentées dans la figure 1 sont exprimées en dollars constants (2021) convertis à partir d'autres devises aux taux du marché, et non selon la convention PPA (parité de pouvoir d'achat) généralement préférée ici.

Les données conventionnelles sur la dette sont disponibles auprès de la Banque des règlements internationaux. Les données de la BRI montrent qu'à la fin de l'année dernière, les gouvernements devaient 81 milliards de dollars et que, sur les 144 milliards de dollars de dette du secteur privé, 85 milliards étaient dus aux banques commerciales.

Le véritable problème, cependant, n'est pas la dette, mais **l'exposition financière** au sens large. Ces "actifs financiers" - qui sont les engagements du gouvernement, des ménages et des entreprises privées non financières (PNFC) - sont déclarés par le Conseil de stabilité financière.

Les actifs financiers se répartissent en quatre grandes catégories. Trois d'entre elles - les banques centrales, les institutions financières publiques et les banques commerciales - se passent d'explication, même s'il convient de noter que l'exposition totale des banques commerciales (estimée ici à 224 000 milliards de dollars) dépasse de loin la dette conventionnelle des ménages et des PNFC (85 000 milliards de dollars). Le quatrième groupe est celui des IFNB, qui signifie "intermédiaires financiers non bancaires".

Nous devons préciser que les données du FSB ne sont ni actuelles ni complètes. Elles couvrent 29 pays qui, à eux tous, représentent environ 85 % de l'économie mondiale mesurée en PIB. Les données les plus récentes, publiées le 16 décembre 2021, portent sur la situation à la fin de 2020.

Pour évaluer la situation mondiale actuelle, nous devons donc faire des estimations éclairées, ramenées au présent, sur la base des données disponibles.

À ce stade, il est essentiel de noter que le FSB n'est pas une autorité de régulation. D'une manière générale, les institutions de dépôt sont réglementées, mais les autres fournisseurs de crédit ne le sont pas. Il s'agit d'une énorme lacune dans la capacité des autorités à maintenir, ou même à surveiller, la stabilité macroéconomique.

Ce manque de réglementation est particulièrement important lorsque l'on considère les IFNB. Ce secteur est communément appelé le "système bancaire parallèle". L'exposition des IFNB est énorme, et peut être estimée à environ 290 000 milliards de dollars à la fin de 2021. Ce montant dépasse le total combiné de la dette publique et privée mondiale (225 000 milliards de dollars).

Le secteur des IFNB comprend plusieurs composantes, dont les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les auxiliaires financiers et les AIF (autres intermédiaires financiers). Cette dernière catégorie comprend les fonds du marché monétaire, les fonds spéculatifs et les sociétés de placement immobilier.

Dans un article publié en 2021, Ann Pettifor a fourni une description succincte du système bancaire parallèle. Elle fait remonter l'essor de ce secteur à la privatisation des fonds de pension, qui s'est produite dans 30 pays entre 1981 et 2014, et qui, selon elle, "a généré de vastes réserves de liquidités pour les investisseurs institutionnels".

Les participants du **shadow banking** "échangent l'épargne qu'ils détiennent contre des garanties", généralement sous la forme d'obligations, le plus souvent des obligations d'État. Au lieu de percevoir des intérêts, ils concluent des accords de mise en pension (repo) par lesquels l'emprunteur s'engage à racheter les obligations à un prix plus élevé.

Elle souligne que les titres "sont échangés contre des liquidités sur des périodes extrêmement courtes" et que "les opérateurs du système ont le droit légal de réutiliser un titre pour obtenir des emprunts supplémentaires. Cela revient à lever des fonds en réhypothéquant plusieurs fois la même propriété. Comme les banques, ils créent effectivement de l'argent (ou de l'argent virtuel, si vous préférez), mais ils le font sans aucune obligation de se conformer aux anciennes règles et réglementations que les banques commerciales doivent suivre".

Mesurer l'argent virtuel

Le degré de risque lié à cette situation dépend, bien entendu, de l'échelle à laquelle elle existe, et c'est là que nous rencontrons des difficultés. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les rapports du CSF ne couvrent que 29 économies, bien que celles-ci représentent environ 85% de l'économie mondiale.

Ce dont nous avons besoin, ce sont des estimations informées de l'exposition financière mondiale. L'approche utilisée ici consiste à diviser l'univers des actifs financiers en trois parties.

La première comprend les 23 (sur 29) pays déclarants du FSB qui sont également couverts par le modèle économique SEEDS.

Le second groupe comprend les centres financiers spécialisés, dont deux - le Luxembourg et les îles Caïmans - sont couverts par les données du FSB.

En 2020, le Luxembourg avait des actifs financiers de 19,3 000 milliards de dollars et un PIB de 79 000 milliards de dollars. Les chiffres équivalents pour les Caïmans étaient de 8,9 000 milliards de dollars et de 4,9 000 milliards de dollars. En conséquence, leurs ratios respectifs d'actifs financiers par rapport au PIB étaient de 23 678 % (Luxembourg) et 253 485 % (Caïmans).

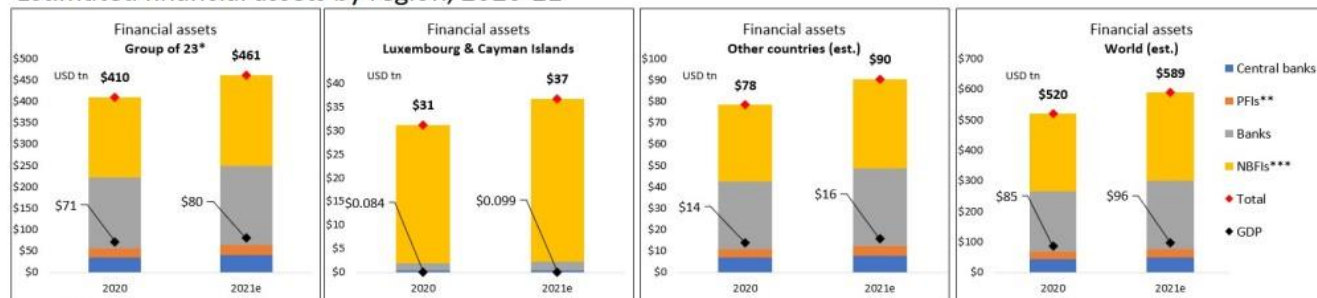
Le troisième groupe est constitué de tous les pays autres que les 23 économies couvertes par SEEDS et les deux centres financiers spécialisés.

Ensemble, ces calculs suggèrent que les actifs financiers agrégés totaliseront 520 000 milliards de dollars à la fin de 2020, contre 589 000 milliards de dollars estimés l'année dernière. La déduction de la banque centrale et de la composante PFI (institutions financières publiques) porte l'exposition du secteur privé à un montant estimé à 513 000 milliards de dollars, dont la majeure partie n'est pas réglementée.

La composition des données et estimations disponibles est illustrée à la figure 4 (comme les autres graphiques utilisés ici, la figure 4 peut être développée en l'ouvrant dans un nouvel onglet).

Fig. 4

Estimated financial assets by region, 2020-21



Sources of data: IMF, BIS, FSB, SEEDS estimates

*Group of 23: France, Germany, Ireland, Italy, Netherlands, Spain, United Kingdom, United States, Canada, Australia, Japan, Russia, Turkey, Saudi Arabia, South Africa, Mexico, Argentina, Brazil, Chile, China, India, Indonesia, South Korea

** Public financial institutions

*** Non-bank financial intermediaries

Actifs et passifs - "l'avenir est presque fait".

Il n'y a pas de "bon" ou de "mauvais" niveau absolu d'exposition financière. Ce qui compte, c'est la relation entre les engagements monétaires et l'économie sous-jacente.

Ceux d'entre nous qui comprennent l'économie comme un système énergétique disposent d'un avantage unique lorsqu'il s'agit d'évaluer le niveau et la tendance du risque financier. Le concept de "deux économies" nous permet de reconnaître la véritable nature de l'argent - en bref, nous savons que l'argent n'est pas "l'économie", mais existe plutôt comme un agrégat de "créances sur l'économie", ce qui est une proposition totalement différente.

Comme vous le savez peut-être, l'argent n'a aucune valeur intrinsèque, mais n'a de valeur qu'en tant que "créance" sur les produits et services fournis par l'économie "réelle" ou matérielle des produits et services.

Trois distinctions utiles peuvent être faites ici. Premièrement, l'activité monétaire actuelle est une représentation financière de l'économie sous-jacente des biens et services. Deuxièmement, le passif est une créance sur

l'économie matérielle du futur. Troisièmement, le prix des actifs représente une perception collective de ce que l'économie matérielle du futur sera capable de fournir.

Comme nous l'avons vu, la représentation de l'économie a été déformée par l'utilisation de l'expansion monétaire pour créer **une "croissance" cosmétique**. Les dettes, à leur taille actuelle, ne peuvent être honorées "pour leur valeur" que si l'économie sous-jacente continue à se développer indéfiniment, ce qui, comme nous commençons à le découvrir, ne peut se produire. Les prix des actifs ont été gonflés, non seulement par des taux d'intérêt ultra-bas, mais aussi sur la base d'une idée fausse collective sur la taille et la forme futures de l'économie.

Clarifions un peu ce point en reconnaissant que les prix des actifs et des passifs sont des incarnations de la prospective collective. Par "prévisions", nous entendons les attentes communes pour l'avenir.

Si les attentes prospectives sont positives, les investisseurs supposent une rentabilité croissante des entreprises, tandis que les prêteurs supposent une capacité à servir et à honorer des engagements croissants en matière de dette et de quasi-dette. Si les attentes incarnées par la prévisibilité collective sont revues à la baisse, les prix des actifs deviennent vulnérables à de fortes corrections et, plus important encore, les hypothèses sur la viabilité des emprunteurs sont de plus en plus remises en question.

La crise économique actuelle entraîne un recours croissant au crédit de la part des ménages et des entreprises en difficulté. Ces "emprunteurs dans le besoin" présentent un risque de défaillance bien plus élevé que les "*emprunteurs par choix*", mais cette aggravation du profil de risque ne s'est pas - encore, du moins - reflétée dans la disponibilité et le coût du crédit.

L'insouciance collective des prêteurs à l'égard de l'octroi de crédits aux emprunteurs à haut risque peut refléter l'hypothèse générale selon laquelle les fournisseurs de crédit seront renfloués "si le pire devait arriver".

Nous devons être absolument clairs sur le fait que **les sauvetages à l'échelle systémique ne sont pas possibles**, ce qui est sûrement évident pour quiconque compare plus de 500 000 milliards de dollars de dettes non gouvernementales avec une économie de 96 000 milliards de dollars.

Nous ne sommes pas en 2008, lorsque les "actifs toxiques" étaient largement confinés aux prêts hypothécaires à risque titrisés et aux prêts immobiliers inconsiderés. Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui, c'est à l'élimination de larges pans de l'économie discrétionnaire, combinée à la dégradation des flux de revenus qui vont des ménages aux entreprises et aux secteurs financiers. Si les autorités tentaient de soutenir tout cela avec de l'argent nouvellement créé, le résultat serait l'hyperinflation.

Le vrai problème aujourd'hui est donc, pour reprendre les mots de Mickey Newbury, que "*l'avenir n'est plus ce qu'il était*". Nous pourrions également faire référence à une chanson récemment sortie de Monkey House - "le futur est presque parti".

La prospective collective essentiellement positive qui a façonné à la fois le prix des actifs et le coût et l'offre du capital s'avère erronée. Cela se répercute directement sur les attentes et les attitudes, non seulement des investisseurs, mais aussi des prêteurs.

Si nous faisons une liste de phrases d'interprétation critiques pour nous aider à comprendre les conditions changeantes, nous pouvons ajouter "*une réinitialisation de l'avenir*" à "une compression de l'accessibilité". Les deux sont compatibles avec la "fin de l'abondance" de M. Macron.

Un processus d'implosion

Comme nous l'avons vu, l'avenir collectif positif établi de longue date est mis à mal par une reconnaissance naissante de la réalité selon laquelle nous ne pouvons pas compter sur une croissance économique perpétuelle.

Nous ne pouvons pas savoir quelle sera la séquence des événements lorsque cette réalité s'imposera, mais nous connaissons certains de ses éléments essentiels.

L'un d'entre eux est un effondrement des marchés financiers, entraîné par une fuite des investisseurs des secteurs discrétionnaires. On peut s'attendre à ce que cela se produise dès que les investisseurs réaliseront que la compression de l'accessibilité n'est pas temporaire, mais qu'elle est plutôt une composante intrinsèque de **la fin de l'abondance**.

Une autre possibilité est **une chute brutale des prix de l'immobilier**, reflétant une accessibilité réduite, aggravée à la fois par la hausse des taux et par la perspective de ventes en difficulté. Les personnes qui n'ont plus les moyens de rembourser les prêts hypothécaires qu'elles ont déjà contractés ne sont pas en mesure de prendre des engagements toujours plus importants. Nous n'avons aucun système en place pour faire face à l'effondrement des prix de l'immobilier, même si de tels systèmes ne seraient pas difficiles à concevoir.

On peut s'attendre à ce que les gouvernements agissent, même avant que le système financier ne commence à imploser, en raison de la nécessité de faire face aux difficultés que subit actuellement le public. Mais c'est là que les autorités sont amenées à reconnaître à quel point leurs options sont réellement limitées. Si elles recourent à une intervention monétaire totale, cela aura pour effet de faire grimper l'inflation - en particulier dans les catégories de produits de première nécessité - ce qui ne fera qu'aggraver les difficultés des ménages.

En attendant, nous devons être clairs sur le fait qu'il n'y a pas de "bonne réponse" unique à l'énigme de la politique des taux. La Fed semble penser que les hausses de taux, et l'inversion du QE en QT, vont défendre le pouvoir d'achat du dollar.

La Banque d'Angleterre a été très critiquée pour avoir relevé ses taux, et elle risque d'être encore plus critiquée pour ses futures hausses de taux. En fait, il est très peu probable que la Banque soit assez naïve pour penser qu'elle peut contrer une inflation à deux chiffres avec des hausses de taux de 0,5 %. On peut plutôt supposer que la Banque s'efforce de démontrer aux marchés qu'elle n'est pas indifférente à la défense de la valeur de la livre. La pire chose qui puisse arriver à l'économie britannique serait une "*crise de la livre sterling*", et l'indépendance de la Banque est la meilleure défense contre cette éventualité.

Le plus grand danger, cependant, est une implosion du secteur du crédit, qui toucherait non seulement les banques mais aussi les IFNB. Dans ce cas, les acteurs du marché peuvent - pendant un certain temps du moins - garder leur sang-froid, en faisant confiance à l'hypothèse (en réalité impossible) que, comme en 2008-2009, les gouvernements et les banques centrales interviendront pour soutenir le système.

Cependant, le réseau de dettes interconnectées finira par se défaire, dans une répétition similaire (bien que beaucoup plus importante) de la "**crise du crédit**" de 2007. À ce stade, les flux de crédit se tarissent, car personne ne sait quelles contreparties sont viables ou non.

"On dit que "tous les chemins mènent à Rome", mais **toutes les tendances perceptibles dans le système financier pointent vers une implosion financière.**

Lorsque l'abondance prend fin, il en va de même pour tout système qui repose entièrement sur sa continuité infinie.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le "net zéro" est mort - et maintenant ?

Tim Watkins 31 août 2022, traduit de l'anglais

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



Il est profondément ironique que **les usines européennes d'éoliennes aient été parmi les premières à fermer face à notre crise énergétique croissante.** Néanmoins, cela contribue largement à démontrer la faille fondamentale du projet "**net zéro**" : si l'énergie du vent est renouvelable, les technologies qui permettent de la récolter ne le sont pas. En effet, ces technologies prétendent "vertes" dépendent de chaînes d'approvisionnement mondiales complexes alimentées par des combustibles fossiles à chaque étape de leur fabrication, transport, déploiement, maintenance et déclassé. Mais cette vérité dérangeante n'a jamais été autorisée à entraver le fantasme technocratique du net zéro - alias "*la grande réinitialisation*", "*la nouvelle donne verte*" ou "*la quatrième révolution industrielle*".

Voyez-vous, nous n'étions pas les seuls à être "aveugles en matière d'énergie". En effet, ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus ont tendance à être plus conscients de l'importance de l'énergie - y compris le fait d'avoir suffisamment de calories pour éviter la faim - que les technocrates et les élites au sommet de la pyramide, qui ont tendance à croire qu'ils sont perchés dans les nuages uniquement grâce à leurs propres efforts, plutôt que d'avoir brûlé une montagne de charbon et un océan de pétrole pour générer leur richesse théorique. C'est ainsi qu'ils nous ont vendu cette histoire pour enfants selon laquelle la complexité et la science n'ont pas vraiment d'importance et que, si nous le souhaitons suffisamment fort, nous pouvons remplacer tout le charbon, le gaz et le pétrole par la lumière du soleil, le vent et la poussière de lutin. Et ce faisant, rien ne changerait vraiment, et nous ne posséderions rien, mais vivrions quand même heureux pour toujours.

Il n'a pas fallu longtemps pour qu'une foule d'escrocs montent à bord du train de l'argent. En bas de l'échelle, on trouve les personnes à l'origine de la multitude d'arnaques au financement par la foule de projets "verts", tels que *les routes solaires* et *les éoliennes Savonius en forme d'arbre*, **qui consomment bien plus d'énergie qu'elles ne pourront jamais en produire.** Au sommet se trouvait la mêlée des entreprises et de leurs complices des ONG "vertes", qui se battent pour avoir le musée dans l'auge des subventions gouvernementales et des pots-de-vin. Ces organisations voudraient vous faire croire qu'elles sont des outsiders qui mènent une bataille difficile contre les intérêts mondiaux dans le seul but de sauver les générations futures de la catastrophe. La réalité est qu'en 2022, elles représentent des intérêts particuliers mondiaux d'une valeur de 900 milliards de dollars aujourd'hui et qui devraient atteindre 1 200 milliard de dollars d'ici 2030. Et il ne s'agit là que de l'énergie directe. Si l'on ajoute l'ensemble des investissements dans le domaine de l'environnement, du social et de la gouvernance (ESG), on obtient quelque 50 000 milliards de dollars aujourd'hui, qui devraient atteindre 160 000 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

La dissonance entre leurs paroles et leurs actes a été le point le plus marquant. C'est comme si les riches qui vivent dans des appartements luxueux étaient descendus en courant aux étages inférieurs en criant que l'immeuble était en feu et que tout le monde devait évacuer. Mais ensuite, lorsque tous les gens ordinaires sont restés dehors dans la nuit froide et pluvieuse, vêtus seulement de leur pyjama, les riches sont remontés dans leurs appartements et ont continué comme si de rien n'était. C'était la soi-disant "*urgence climatique*", l'affirmation selon laquelle "nous" - c'est-à-dire uniquement les petites gens - devons agir maintenant - ce qui semblait toujours se résumer à plus d'aide aux entreprises pour eux et plus d'éco-austérité pour tous les autres - pour éviter le désastre en

atteignant le "net zéro" d'ici la fin de la décennie. Le problème est que, comme le communisme et les verrouillages pandémiques avant lui, **le "net zéro" ne fonctionne que si personne n'essaie de le faire pour de vrai.**

La promesse - qu'aucun des activistes, des ONG ou des politiciens du parti vert, qui savaient mieux, n'a cherché à corriger - était que nous pourrions remplacer de manière transparente notre vieille énergie fossile (et dans certaines versions le nucléaire) par des technologies d'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables (NRREHT) sans interrompre la croissance économique et la hausse du niveau de vie. Toute personne qui soulevait des questions gênantes sur **le rendement énergétique minuscule, l'intermittence ou le caractère non renouvelable de ce qui était proposé** pouvait être taxée de "*négationniste du climat*" - comme si s'opposer à une non-solution imparfaite revenait à nier le problème. Tant que tout ce que l'on nous demandait était de recycler notre plastique et de baisser le thermostat de quelques degrés, personne n'allait s'y opposer. Il ne semblait pas non plus important que l'État accorde d'énormes subventions pour déployer les NRREHT et ajoute les coûts à nos factures d'électricité à l'époque où la facture annuelle était d'environ 500 £.

Non pas, bien sûr, que nous ne sachions pas déjà à quoi ressemble une économie qui fonctionne uniquement grâce aux énergies renouvelables. En effet, il y a eu deux périodes dans l'histoire de l'Europe où nos ancêtres se sont approchés du sommet de ce qui était technologiquement possible en utilisant uniquement les énergies renouvelables. La première était l'Empire romain du premier siècle, qui a atteint un niveau de technologie qui n'a pas été revu avant le dix-septième siècle - le deuxième pic de l'économie renouvelable, basé sur le système atlantique de commerce d'esclaves et de marchandises. Et c'est là que se trouve une similitude gênante entre les Romains et leurs homologues européens du XVIIe siècle : ils dépendaient d'une masse d'esclaves pour faire fonctionner le système. De manière moins évidente, la vie - même pour ceux qui étaient théoriquement libres - avait tendance à être courte et brutale. Mais surtout, ces économies basées sur les énergies renouvelables ne pouvaient faire vivre qu'une infime partie de la population actuellement en vie grâce aux combustibles fossiles. À son apogée, **l'empire romain comptait environ 70 millions d'habitants** dans une zone englobant l'Europe, l'Afrique du Nord et une grande partie du Moyen-Orient. En 1650, la population mondiale était d'environ 500 millions. Aujourd'hui, elle est de huit milliards ! **Si l'on enlève les engrais artificiels, les pesticides et les herbicides à base de pétrole et de gaz, ainsi que les navires, avions, trains et camions fonctionnant au pétrole qui transportent la nourriture du champ à la table, sept d'entre nous sur huit seront morts dans l'année.**

Cependant, avant même que nous n'atteignons de tels extrêmes, la baisse du niveau de vie du "milliard d'or" - les habitants des pays développés d'Europe occidentale, du Japon, d'Australasie et d'Amérique du Nord - risque de provoquer des bouleversements économiques, sociaux et politiques d'une ampleur à laquelle peu de partisans du "net zéro" survivront. En fait, nous en voyons déjà les prémices, alors que des décennies de politiques énergétiques et économiques malavisées se retournent contre nous.

Sur le plan économique, les gouvernements occidentaux sont pris au piège entre la tentative de gonfler la crise et le choix de couper l'herbe sous le pied de l'économie en créant **un défaut de paiement de la dette suivi d'une dépression en cascade plus importante que tout ce qui existe de mémoire d'homme.** Le statu quo - qui consiste essentiellement à emprunter de nouvelles devises pour rembourser la dette actuelle, alors même que l'économie réelle, soumise à des contraintes énergétiques, ne peut croître davantage - n'est plus possible car **nous avons atteint ce que l'on pourrait appeler le "pic de la dette"**. En bref, la création de la dette est le point de jonction entre l'économie financière et l'économie réelle. Pour créer la monnaie dont nous avons besoin, les gouvernements, les entreprises et les ménages doivent contracter des emprunts. Et comme toute monnaie est une dette, et qu'il n'y a donc jamais assez de monnaie pour rembourser le prêt et les intérêts, nous sommes sur un tapis roulant qui exige que nous empruntions plus de monnaie aujourd'hui qu'hier. Mais personne ne contracte un prêt pour pouvoir regarder les chiffres supplémentaires sur son relevé bancaire. Les emprunts sont contractés pour acheter des biens ou pour investir dans des activités productives de l'économie réelle. Et ce système a raisonnablement bien fonctionné tant que nous disposions d'un excédent abondant (moins le coût de production) d'énergie et de ressources. Notez cependant que les grandes crises économiques - les années 1930, les années 1970, les années qui ont suivi 2005 et le moment présent - ont toutes été déclenchées par des pénuries d'énergie qui, à leur tour, ont augmenté le coût de tout le reste de l'économie. Dans de telles circonstances, les sociétés, les entreprises et

les consommateurs passent de la contraction de prêts au remboursement de dettes - c'est-à-dire que nous passons collectivement de la création de monnaie à la destruction de monnaie. Et comme il n'y a jamais assez de monnaie pour payer la dette avec les intérêts, nous devons soit utiliser l'inflation pour dévaluer l'encours de la dette, soit accepter une dépression qui anéantit notre richesse nominale collective... Il n'est pas étonnant que Boris Johnson soit parti en vacances plutôt que de commencer à s'attaquer au problème.

Le zéro net était censé apporter à l'économie réelle une nouvelle activité productive qui relancerait les emprunts. Mais c'est là que la fantaisie économique se heurte de plein fouet aux lois de la thermodynamique. Pour être productif, le projet "net zéro" devrait générer plus d'énergie excédentaire pour l'économie au sens large que celle actuellement disponible dans les combustibles fossiles, dont l'énergie excédentaire est elle-même en déclin depuis les années 1970. En réalité, **les NRREHT ont plutôt une relation parasitaire avec l'économie productive**, siphonnant l'énergie excédentaire par le biais de subventions tout en minant le système énergétique au sens large. Mais là encore, tant que personne n'était assez fou pour permettre aux NRREHT de dépasser 15 % de leur mix énergétique, on pouvait compter sur les ingénieurs du réseau, soumis à une forte pression, pour trouver des solutions de rechange afin d'équilibrer l'intermittence et d'empêcher les chutes soudaines de fréquence de provoquer des pannes de courant généralisées. Malheureusement, les gouvernements allemand et britannique ont choisi de fermer le charbon et le nucléaire bien avant que quiconque n'ait inventé une solution de stockage ou une alternative viable (donc pas l'hydrogène) au gaz pour compenser l'intermittence. Mais comme il reste peut-être encore 50 ans d'approvisionnement en gaz aux taux de consommation actuels, si nos dirigeants n'ont pas fait quelque chose d'aussi stupide que de bloquer les économies pendant deux ans ou de nous déconnecter du gaz russe, il y aurait peut-être eu le temps de trouver des solutions de stockage et de nouvelles technologies de production d'énergie exploitables.

Les politiciens et les journalistes de l'establishment tenteront sans doute de rejeter la responsabilité de nos difficultés croissantes sur le "fou Poutine", mais les pénuries de gaz et la hausse des prix sont antérieures à l'invasion de l'Ukraine. Et les défauts de notre système énergétique, qui reviennent aujourd'hui nous hanter, ont été intégrés lors de la privatisation de l'énergie. Mais il y a plus. Parce que dans le cadre du projet "net zéro", nous avons fait tout notre possible pour détruire les investissements dans les combustibles fossiles avant que quiconque n'ait compris comment faire fonctionner les NRREHT dans la pratique... l'équivalent économique de scier la branche sur laquelle vous êtes assis. Comme l'affirme **Juliet Samuel** du Telegraph :

"L'erreur initiale ne concernait pas la science du changement climatique. Elle n'était pas liée à l'idée que nous devons éliminer progressivement le charbon. Mais vers 2014-16, les régulateurs, les avocats et les politiciens ont commencé à croire que la mise à la poubelle du 'grand pétrole' (et ainsi de suite) par des étudiants en bonnet de guerre à plumes était sans coût, populaire et écologique.

*"Il s'en est suivi un effort coordonné pour réduire la production de combustibles fossiles, apparemment sans tenir compte des impacts environnementaux très différents du gaz et du charbon, ni de la nécessité pour les économies et les populations occidentales de bénéficier d'un approvisionnement fiable en énergie". En 2015, le gouverneur de la Banque d'Angleterre de l'époque, **Mark Carney** (oui, encore lui), a prononcé un discours évoquant le risque d'"actifs échoués" climatiques - des investissements énergétiques qui seraient rendus sans valeur par la législation sur le changement climatique....*

"L'industrie a vu la lumière au bout du tunnel. Les entreprises de services publics ont fermé leurs services de contrats de gaz à long terme et ont commencé à acheter du gaz au prix du jour, compromettant ainsi la sécurité de l'approvisionnement et rendant les nouveaux investissements impossibles à financer. Les producteurs de combustibles fossiles ont commencé à rendre l'argent aux investisseurs. Même les producteurs publics, comme le Qatar, ont réduit leurs investissements en se basant sur le fait que l'Europe (y compris le Royaume-Uni) était devenue un client peu fiable...

"Et maintenant ? Eh bien, maintenant, comme "big oil" pourrait le dire : "Nous venons d'arriver et nous vous trouvons ici avec ce regard triste. L'Europe a besoin de gaz. Elle plaide pour le gaz. Au lieu de

faire voler les médias vers les gisements de gaz pour courtiser les capitaux, les hommes du pétrole et du gaz sont amenés par avion dans les capitales européennes et suppliés d'investir. Malgré les prix incroyables, ils hésitent.

"La réunion se déroule comme suit : 'Nous avons besoin de vous !' disent les politiciens. Les producteurs se grattent la tête en réfléchissant à des investissements de 20 milliards de dollars sur 20 ans et se demandent si, lorsque la guerre sera terminée et que le train vert reviendra en ville, les politiciens seront toujours aussi doux avec eux. Vos objectifs écologiques disent toujours que nous devons fermer nos portes d'ici 2030", font-ils remarquer. Ce à quoi l'Europe répond : "Bien sûr. Les combustibles fossiles sont diaboliques !"

C'est là que le net zéro devient réel, car même si les politiciens font volte-face - et il y aura de plus en plus de pression pour qu'ils le fassent - il ne reste peut-être pas tant de pétrole et de gaz bon marché à produire. Et même si nous en trouvons qui peuvent être récupérés à un prix abordable, il faudra encore des années de pénurie avant que l'investissement d'aujourd'hui ne se transforme en un approvisionnement utilisable pour l'économie. Entre-temps, alors que les prix à la consommation exorbitants attirent l'attention des médias, c'est l'impact sur les entreprises et l'industrie qui est le plus inquiétant. Il s'avère, par exemple, que **l'industrie allemande** - le moteur manufacturier de l'Union européenne - a besoin de beaucoup de gaz, mais ne peut plus s'en procurer. Comme l'ont écrit Joe Miller et Guy Chazan dans le Financial Times le mois dernier :

"L'absence de gaz cet hiver déclencherait, selon les analystes de la banque suisse UBS, une "récession profonde", avec une perte de près de 6 % du PIB d'ici la fin de l'année prochaine. La Bundesbank a prévenu que les effets d'entraînement sur les chaînes d'approvisionnement mondiales "multiplieraient par deux et demi l'effet de choc initial"...

"Ce n'est pas seulement une coupure totale qui inquiète les entreprises. Les prix de référence du gaz naturel en Europe ont été multipliés par huit au cours des 18 derniers mois, passant d'environ 20 euros par mégawattheure à plus de 160 euros par mégawattheure. Le prix a doublé au cours du seul mois dernier, ce qui a conduit de nombreuses entreprises à avertir qu'elles ne pourraient pas continuer à fonctionner à ce rythme.

"'Nous finançons la guerre', a déclaré M. Cingr, qui a ajouté que ses propres coûts étaient désormais plus de 40 fois supérieurs.

"Ce prix faisait déjà chuter la demande de produits fertilisants de SKW de 50 à 70 %, a-t-il ajouté. Les agriculteurs ont boudé l'augmentation des coûts, et certains d'entre eux ont eu recours à des importations illégales de producteurs d'engrais russes, introduites en contrebande dans l'UE via la Serbie. Selon lui, l'entreprise ne serait en mesure de faire tourner les usines que quelques semaines de plus."

Au Royaume-Uni, où une quantité décente de gaz circule encore dans les gazoducs de la mer du Nord - notamment en provenance des champs gaziers norvégiens - l'impact sur les entreprises est, pour le moment du moins, financier. En effet, ces dernières semaines, nous avons vu des entreprises se voir refuser des contrats ou être obligées de verser des dépôts massifs parce que les compagnies d'énergie doutent de leur viabilité au cours de l'hiver prochain. Il s'agit là d'une autre facette de la crise en cours, car au cours du premier semestre de l'année, les entreprises en contact avec les consommateurs semblaient s'efforcer d'éviter de répercuter la hausse des coûts sous la forme d'une augmentation des prix. Cela a changé le mois dernier, même si la demande des consommateurs s'est effondrée et que les prix de l'énergie continuent d'augmenter bien au-delà de ce que les entreprises peuvent se permettre, ce n'est qu'une question de temps avant que la vague de faillites et de licenciements n'arrive. Et lorsque cela se produira, toute personne gagnant un salaire hebdomadaire moyen de 565 £ et qui pensait que les prix de l'énergie et de l'alimentation devenaient incontrôlables, sera horrifiée lorsqu'elle devra joindre les deux bouts avec un crédit universel de 96 £.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la réponse des Verts à cette situation - en particulier celle des deux ministres allemands du Parti vert - est de redoubler d'efforts en faveur du "net zéro", de prétendre que nous avons besoin de plus de NRREHT, même si cela signifie que nous ne pouvons plus avoir de maisons chaudes et que nous devons renoncer au lavage en faveur d'un essuyage rapide avec un gant de toilette souillé. Les mêmes personnes qui, il y a un an, ordonnaient à tout le monde de rester chez soi et exigeaient des passeports vaccinaux pour empêcher la propagation du covid, préconisent maintenant des espaces publics chauds où nous pouvons nous rassembler pour propager le covid et une centaine d'autres virus par-dessus le marché... Ils auraient peut-être eu plus de chances de convaincre le public s'ils nous avaient dit dès le début que c'était à cela que ressemblerait le net zéro. Mais ils ne l'ont pas fait. Et il est peu probable que **le discours tardif de Macron sur la "fin de l'abondance" (notamment parce qu'il passe la plupart de son temps dans un palais plaqué or)** empêche le public de s'éloigner de l'éco-austérité du net zéro en faveur d'un retour à la nourriture et à la chaleur fournies par les combustibles fossiles.

Il est certain qu'il existe un mouvement croissant de la droite politique pour mettre fin au net zéro dans la poursuite de la sécurité énergétique. Reform UK - la dernière itération de l'ancien UKIP - dit à qui veut l'entendre que nous devrions commencer à fracturer le nord de l'Angleterre immédiatement. Plus près du centre-droit, les partisans de Liz Truss demandent la fin des subventions vertes et le retour aux combustibles fossiles. Le député de Red Wall et ancien mineur, **Lee Anderson**, par exemple, énonce quelques vérités sur notre situation énergétique :

"Mais ne blâmons pas Poutine ou qui que ce soit d'autre pour l'échec de notre propre politique énergétique. Oui, l'invasion de l'Ukraine par Poutine a eu un effet massif sur les prix du gaz, mais personne n'a forcé le Royaume-Uni à être dépendant des approvisionnements en gaz de l'étranger ou à avoir un stockage de gaz limité. Nous avons fait ce choix nous-mêmes pendant des décennies et nous devrions lever les mains et assumer la responsabilité de cette situation, car les gouvernements successifs de toutes les couleurs ont été complices. J'espère que la crise actuelle va enfin réveiller le Parlement pour qu'il travaille ensemble afin de s'assurer que nous sommes totalement autosuffisants pour nos besoins énergétiques..."

*"Nous nous sommes précipités pour nous débarrasser du charbon, nous avons fermé toutes nos mines et devinez quoi ? Nous brûlons à nouveau du charbon étranger dans nos centrales électriques. Toute politique énergétique devrait inclure un mélange incluant des combustibles fossiles, nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes et il ne faudrait pas que dans quelques années nous soyons à nouveau pris au dépourvu à cause de **la course au Net Zero. Nous ne pouvons pas nous le permettre.** Vivons pour aujourd'hui mais planifions pour demain. Nous pouvons faire les deux..."*

"Je continuerai à faire pression pour une politique énergétique beaucoup plus large afin de rendre le Royaume-Uni autosuffisant. Supprimer l'écotaxe. Supprimer la TVA. Obtenez la fracturation."

Le problème des deux côtés du gouffre politique croissant autour du net zéro est qu'ils ne comprennent pas l'énergie. Les verts qui préconisent des NRREHT à densité énergétique encore plus faible ne comprennent pas que ceux-ci ne peuvent fournir qu'une petite fraction du surplus d'énergie nécessaire pour alimenter une économie moderne. Ainsi, suivre cette voie nous conduit à un effondrement en cascade à court terme qui est garanti de faire disparaître une grande partie de la population. Le camp anti-net zéro, en revanche, ne comprend pas que l'extraction de combustibles fossiles à coût énergétique élevé nous prive également du surplus d'énergie nécessaire pour alimenter une économie moderne. Ils finiront donc eux aussi par détruire l'économie et par tuer une grande partie de la population.

Nous avons peut-être de la chance dans la mesure où une grande partie de la crise actuelle est artificielle. Si les esprits s'apaisaient, et étant donné que d'une manière ou d'une autre, l'invasion de l'Ukraine - qui ressemble actuellement beaucoup à la guerre d'usure de 1916 - doit se terminer par une sorte de règlement négocié, nous pourrions probablement encore persuader la Russie de rétablir l'approvisionnement en gaz... bien que plus le reste

du monde se tourne vers le système émergent des BRICS, plus il sera difficile pour la minorité occidentale d'obtenir l'énergie et les produits de base dont nous dépendons. Mais même si nous pouvions rétablir l'approvisionnement en gaz de la Russie - ce qui est sûrement préférable à un retour au charbon ou à la fracturation de larges pans du nord de l'Angleterre - la crise énergétique sous-jacente résultant de l'épuisement et du déclin des excédents d'énergie, ainsi que la nécessité d'éviter des dommages environnementaux trop importants, exigent que nous trouvions un autre moyen de mettre fin à notre dépendance aux combustibles fossiles.

Dans mon dernier livre, **Why Don't Lions Chase Mice** ? j'ai plaidé en faveur de ce que j'appelle un "**brown new deal**". Comme je l'ai écrit il y a deux ans :

*"[Ma] réponse est une sorte de nouvelle donne brune basée sur une décroissance gérée visant à rendre **l'effondrement de la civilisation industrielle** aussi indolore que possible. Une telle approche ne prétend pas qu'une source d'énergie est meilleure ou pire qu'une autre, mais vise plutôt à utiliser l'énergie dont nous disposons encore pour simplifier, régionaliser et localiser nos économies du mieux que nous pouvons dans le temps qui nous est imparti. Une telle approche ne s'inscrit pas non plus dans les vues politiques traditionnelles de gauche et de droite qui sont toutes fondées sur la religion du progrès et de la croissance sans fin. Il s'agit plutôt de combiner la puissance brute de l'État et la capacité d'innovation des marchés privés afin de créer un atterrissage aussi doux que possible.*

"Le processus commence par l'arrêt du pacemaker - en supprimant le système bancaire central et la création de volumes infinis de monnaie basée sur la dette - et en permettant au secteur financier cancéreux de l'économie de s'effondrer pour s'aligner à nouveau sur une économie réelle qui se contracte déjà. L'idéal serait de lier la quantité de monnaie en circulation à la quantité d'énergie disponible pour l'économie, tout en rendant aux communautés et aux familles les services sociaux financiarisés tels que la garde des enfants et la préparation des repas.

Une partie des combustibles fossiles restants (d'où un new deal "brun") serait utilisée pour déployer la production d'énergie alternative, y compris l'éolien et le solaire, mais pas dans le but de faire croître l'économie. Au lieu de cela, l'énergie qui nous reste serait redirigée vers le maintien de poches de complexité, comme un certain degré de médecine socialisée ou un système fonctionnel de traitement des eaux et d'évacuation des eaux usées. Entre-temps, une grande partie de la consommation (souvent basée sur la dette) qui a fait croître l'économie financiarisée au cours des trois dernières décennies devra disparaître. Le mot "assez" et l'ancien appel de la guerre à "se débrouiller et réparer" devront figurer en bonne place dans le vocabulaire de l'avenir. La plupart des travaux devront être recentrés sur des activités véritablement essentielles, telles que la culture des aliments et le transport des produits de base."

Le problème est que le type de leadership churchillien qui ne pouvait honnêtement promettre que du sang, des larmes, du labeur et de la sueur, n'existe plus dans une Europe déchirée par la crise. Et de toute façon, le vaste fossé de richesse et de comportement entre les élites et le reste d'entre nous est bien trop grand pour que quiconque puisse croire à l'affirmation selon laquelle nous sommes tous dans le même bateau. Même le discours de Macron a été accueilli par la question "quelle est cette abondance dont tu parles ?". Jusqu'à ce que et à moins que ces élites dans les suites penthouse soient prêtes à agir comme si le bâtiment était réellement en feu, et à nous rejoindre ici dans le froid et sous une pluie battante, je crains que la crise actuelle ne fasse qu'aggraver la crise énergétique et environnementale, avec **un nouvel âge sombre comme seul avenir possible.**

▲ [RETOUR](#) ▲

Article d'une médiocrité totale :

Greenpeace augmente la pression sur les banques



Richard Dufour, Journal La Presse, 31 août 2022

Jean-Pierre : voici un excellent exemple d'un journaliste-perroquet qui ne fait que répéter ce que les autres disent (en rouge) et qui ne connaît absolument rien du sujet dont il parle. Il induit ainsi les lecteurs du journal La Presse en erreur. Il m'avait semblé, jusqu'à présent, que les journalistes avaient le droit de poser des questions. Voici quelques questions que ce journaliste aurait dû poser.

Questions # 1 : je n'ai pas vu Greenpeace sur le bulletin de vote durant la dernière élection au Canada. En quoi Greenpeace est-il un représentant ÉLU des canadiens ? Pourquoi ont-ils droit d'influencer politiquement les gouvernements ?

Question # 2 : en quoi consiste cet arnaque politique que l'on appelle « net zéro » ?

Question # 3 : si nous abandonnons le pétrole, par quoi de crédible sera-t-il remplacé ?

Question # 4 : qu'arrivera-t-il aux économies de tous les pays du monde s'ils abandonnent le pétrole ?



Les grandes banques canadiennes se sont jointes l'année dernière à l'alliance bancaire Net Zéro, une initiative mondiale soutenant les efforts des banques pour lutter contre les changements climatiques afin d'atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici 2050 des Nations unies.

Greenpeace augmente la pression sur les cinq plus grandes banques canadiennes pour qu'elles prennent des engagements « clairs » en ce qui concerne l'élimination progressive des combustibles fossiles, et pour qu'elles refusent de financer tout nouveau projet d'extraction de pétrole, de gaz ou de charbon.

L'organisme de protection de l'environnement doit publier mercredi un rapport intitulé *Alignés sur l'objectif zéro ? Les prétendus engagements « net zéro » des banques canadiennes*.

Les grandes banques canadiennes se sont jointes l'année dernière à l'alliance bancaire Net Zéro, une initiative mondiale soutenant les efforts des banques pour lutter contre les changements climatiques afin d'atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici 2050 des Nations unies.

En rejoignant cette alliance, les banques acceptaient d'harmoniser leurs activités de financement avec l'objectif de l'ONU.

Greenpeace souligne que l'ONU donne aux banques jusqu'au 15 juin prochain pour s'engager « sérieusement » dans l'élimination progressive des combustibles fossiles, sous peine d'être exclues du club « net zéro ».

Les banques canadiennes n'ont pas vraiment compris ce que net zéro veut dire.

Keith Stewart, stratège chez Greenpeace Canada

« Elles auront un dur réveil si elles se font expulser du club net zéro. C'est fascinant de voir qu'elles ont rejoint ce club, mais qu'elles sont maintenant sur le point de se faire expulser parce qu'elles ne répondent pas aux exigences », dit-il.

« Elles pensent qu'elles peuvent continuer d'être parmi les plus importants bailleurs de fonds des combustibles fossiles au monde tout en augmentant leur financement de projets écologiques », dit-il.

Les banques ne peuvent pas faire les deux, **selon lui**.

« L'ONU dit très clairement que les banques doivent réduire progressivement le financement des combustibles fossiles. Et c'est quelque chose que les banques canadiennes ont jusqu'ici été incapables de reconnaître », dit-il.

Respecter l'échéance

Greenpeace appelle notamment les banques à respecter l'échéance fixée par les Nations unies pour la publication d'un plan d'élimination progressive des combustibles fossiles et à hausser leur objectif de réduction pour 2030 à au moins 50 %.

Les banques ont fixé des cibles de 24 % et 35 % de réductions en intensité, alors que l'ONU demande à ce que la cible soit d'au moins 50 % d'ici 2030, **dit-il**.

Beaucoup d'entreprises souhaitent obtenir une couverture médiatique favorable en disant qu'elles se préoccupent des changements climatiques, mais ne veulent pas vraiment changer leurs façons de faire.

Keith Stewart, stratège chez Greenpeace Canada

Greenpeace note qu'après une baisse marquée en 2020 des prêts au secteur des combustibles fossiles due à la pandémie, le soutien des grandes banques canadiennes à l'industrie fossile a augmenté de 70 % en 2021 et a représenté la plus forte augmentation des émissions financées au niveau mondial.

Les banques soutiennent qu'elles doivent continuer de financer ces entreprises de combustibles fossiles afin de leur permettre d'orchestrer une transition, dit Keith Stewart, « mais aucune de ces entreprises qu'elles financent n'a de plan de transition, alors que l'ONU dit qu'il est insuffisant de réduire les émissions. Il faut un plan pour y mettre un terme ».

Keith Stewart affirme que la plupart des Canadiens ne réalisent pas que les banques canadiennes comptent parmi les plus importants bailleurs de fonds du secteur des combustibles fossiles au monde. « Elles constituent une grande partie du problème, mais ça veut dire qu'elles peuvent jouer un grand rôle dans la solution. »

Investissements clés

La Presse a invité les cinq grandes banques canadiennes à réagir au rapport de Greenpeace. La Banque de Montréal a dirigé La Presse vers l'Association des banquiers canadiens (ABC), où l'on nous indique que les banques canadiennes tiennent à participer à la solution.

« Les banques savent que des engagements fermes sont nécessaires pour stimuler une croissance économique propre et pour atteindre l'objectif ambitieux d'une économie canadienne à zéro émission nette d'ici 2050 », indique l'ABC par courriel.

L'ABC ajoute que plusieurs banques mettent déjà en œuvre des plans d'action climatique qui fixent des objectifs précis en vue de répondre aux exigences de ce défi mondial, notamment la communication d'informations financières sur le climat, la modification de leurs cadres de gestion des risques et l'alignement de leurs prêts sur des projets à faible émission de carbone.

« Les banques continueront à travailler avec leurs clients de l'industrie pétrolière et gazière dans l'objectif de faciliter la transition vers un avenir plus viable, notamment en offrant des investissements clés dans les technologies de transformation. Le financement d'initiatives axées sur la durabilité permet aux banques de soutenir la réduction progressive des émissions au Canada tout en contribuant à répondre à la demande d'énergie dans un contexte mondial volatil », est-il précisé.

La Banque Royale souligne de son côté que le plus grand impact qu'elle peut avoir est d'appuyer la transition effectuée par ses clients et qu'elle entend publier cet automne des cibles provisoires d'émissions financées pour sa clientèle de secteurs à émissions élevées.

La Scotia rappelle pour sa part qu'elle s'engage à atteindre la carboneutralité pour ses émissions financées d'ici 2050 et pour les émissions générées par ses activités d'ici 2030.

Si la CIBC dit « intensifier ses efforts » et avoir commencé à établir des cibles « claires » et « mesurables », la TD indique qu'elle a dévoilé en mars des cibles provisoires d'émissions financées devant contribuer à favoriser la décarbonation au sein de sa clientèle et de l'économie en général afin de l'aider à mieux atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2050.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'accélération de la maladie

Par James Howard Kunstler – Le 8 août 2022 – Source kunstler.com



Doutez-vous encore que la bureaucratie fédérale et le gouvernement élu qui la parasite cherchent à nuire aux personnes qu'ils dirigent (c'est-à-dire nous) par tous les moyens nécessaires ? Ils continuent à promouvoir les « vaccins » Covid dans un effort futile pour éliminer le groupe de contrôle de leur expérience eugénique massive – c'est-à-dire les personnes non vaccinées, qui ne contractent pas les nombreuses maladies induites par les vaccins à l'origine de l'augmentation de la mortalité toutes causes confondues chez les personnes de moins de 65 ans.

Mais l'arnaque du vaccin ne fonctionne plus. Trop de gens ont déjà été blessés ou tués, ou ont vu des amis ou des parents mourir mystérieusement, et ils ne veulent plus se faire vacciner. Les parents en ont manifestement vu assez pour ne pas emmener leurs jeunes enfants recevoir des traitements ARNm qui peuvent changer la vie. Le CDC, la FDA et leurs cohortes cachent leurs informations, mentent quand on les presse et prétendent agir de manière scientifique. Mais en réalité, à ce stade, de nombreux responsables de la santé publique doivent se

demander secrètement comment ils vont échapper aux poursuites.

Ils ne le feront pas lorsque la fraude sera prouvée devant un tribunal. Même avec tous les mensonges et les rédactions émis par le CDC et la FDA, les preuves s'accumulent sur des kilomètres que les essais de Pfizer et Moderna étaient des bâclages couverts et que l'administration entière du programme de vaccination a été un désastre inutile. La fraude rompt l'immunité de responsabilité. Les sociétés pharmaceutiques feront faillite et leurs bénéfices seront récupérés dans d'innombrables procès. Les dirigeants des sociétés pharmaceutiques iront en prison, ainsi que Rochelle Walensky, Anthony Fauci, le Dr Scott Gottlieb et nombre de leurs lieutenants.

Ma théorie personnelle est que la libération de la Covid-19 était entièrement destinée à se débarrasser de Donald Trump et rien d'autre, afin de protéger la bureaucratie permanente, alias *l'État profond*, qui vacillait dans ses innombrables turpitudes contre le peuple, y compris la complicité du FBI et du DOJ dans les fraudes criminelles et les séditions du RussiaGate, et la complicité de la CIA dans les manigances des « lanceurs d'alertes » derrière l'*impeachment* n° 1 de Trump. Le « jeu à long terme » dans l'arnaque de la Covid-19 de 2020 était évidemment de mettre en place l'appareil de vote par correspondance le plus lâche possible pour permettre une fraude maximale lors des élections de cette année-là. Le hic, c'est que ce jeu n'a pas protégé l'État profond ; il n'a fait que démontrer davantage sa malveillance.

« Joe Biden » – ou la bande qui opère derrière le Président Potemkine – cherche maintenant à maintenir en vigueur une sorte de déclaration d'urgence de santé publique, cette fois pour la risible variole du singe, afin d'ouvrir la voie à un maximum de fraude électorale par le biais des votes par correspondance lors des élections de 2022. Regardez comment ils tentent de fermer les bureaux de vote publics. Qui les arrêtera ? Les procureurs généraux des différents États pourraient les poursuivre en justice au motif que le gouvernement fédéral abroge le devoir constitutionnel des États de gérer leurs propres élections. Ou peut-être les États défieront-ils les fédéraux et garderont-ils leurs bureaux de vote ouverts, les mettant ainsi au pied du mur. Que feront alors la Commission électorale fédérale et l'AG Merrick Garland ? Annuler les votes ? (Inciter à une guerre civile ?)

Le régime doit savoir que le prochain Congrès va arracher le visage de l'État profond et probablement mettre en accusation « Joe Biden » pour avoir accepté des pots-de-vin de pays hostiles aux États-Unis. M. Garland pourrait tenter une manœuvre visant à faire condamner Hunter Biden pour un délit fiscal de type Mickey Mouse afin de mettre sous scellés toutes ces preuves portables, mais je doute que cela protège le Big Guy dans une procédure de destitution, s'il vit jusqu'en janvier. Pour le moment, ils ont « JB » enfermé dans un placard de la Maison Blanche quelque part avec un retour inébranlable de ses symptômes Covid. Ils ne peuvent le garder hors de vue aussi longtemps. Il est la preuve vivante, sur deux pieds fendus, que les vaccins Covid ne marchent pas, et ça les fout dans la merde.

Le parti du chaos se prélassait par ailleurs dans la lueur de la victoire de l'adoption par le Sénat de la loi sur la réduction de l'inflation, un assaut total contre le public américain, que ce dernier a déjà bien compris. C'est une nouvelle démonstration que la législation accomplit le contraire de ce que son nom déclare être ses intentions. Réduire l'inflation causée par les dépenses exorbitantes du gouvernement avec beaucoup plus de dépenses gouvernementales (d'argent qui n'existe pas) ? Oui, ça va marcher, j'en suis sûr (mais non). Doubler la taille de l'IRS afin d'intensifier le harcèlement des adversaires politiques du parti ? Je vais vous dire pourquoi ça ne marchera pas comme prévu : L'IRS obtiendra 85 000 embauches dans la « diversité, l'inclusion et l'équité », ce qui signifie de nouvelles dimensions dans l'incompétence et la torpeur institutionnelles.

En ce qui concerne l'« action climatique », attendez-vous à une nouvelle destruction économique, probablement délibérée et certainement idiote. Il n'est pas possible financièrement, même avec des subventions, de remplacer toutes les voitures et tous les camions à combustion interne par des véhicules électriques, qui devraient fonctionner avec de l'énergie générée principalement par le gaz naturel et le charbon. D'autre part, le gouvernement fédéral ne peut pas non plus rendre le pétrole plus abordable. Les Américains devront plutôt renoncer à l'automobilisme de masse et au transport par camion sur de longues distances, ce qui implique des changements majeurs dans nos modes de vie. C'est exactement ce qui se passe actuellement, d'ailleurs.

La plupart de ces changements à venir échappent au contrôle du gouvernement. Ils sont historiquement émergents – c'est le zeitgeist qui en est responsable, pas « Joe Biden » ou Pete Buttigieg. **L'ère de l'énergie bon marché est terminée**, et ce fait saillant déterminera la plupart des événements à venir, y compris l'incapacité des gouvernements centraux surdimensionnés à gérer quoi que ce soit de manière compétente. Plus leurs tentatives de contournement sont grandioses, plus elles sont vouées à l'échec. Et, à mesure que cela se produit, ce gouvernement à échelle gigantesque perdra sa légitimité.

▲ [RETOUR](#) ▲

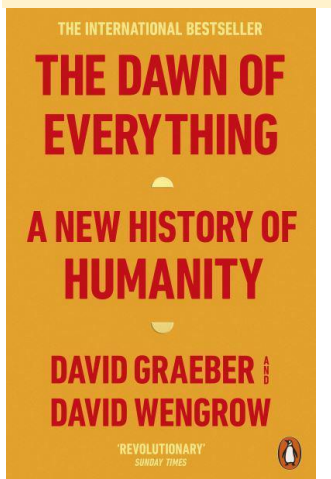
.Critique de « Dawn Of Everything »

Alice Friedemann Posté le 29 août, 2022 par energyskeptic , traduit de l'anglais

Peak Energy & Resources, Climate Change, and the Preservation of Knowledge

Collapse or Extinction?

Colapse or Extinction ?



J'avais lu beaucoup d'anthropologie il y a des décennies, donc une grande partie de "Dawn" semblait juste et plausible. Mais cela semblait trop beau pour être vrai, et j'ai cherché depuis lors des critiques d'anthropologues. La plupart des critiques que j'ai trouvées étaient pleines d'arguments de paille et d'un langage bureaucratique dense et difficile à comprendre. Mais le podcast de **Daniel Bitten** (alias WorldWideScrotes), "What is Politics" (transcriptions ici) est assez bon, et me fait me sentir un peu bête de ne pas avoir vu les nombreux défauts de "Dawn". Mais je ne regrette pas de l'avoir lu - beaucoup de choses sont vraies et il était fascinant d'apprendre sur les sociétés passées.

J'ai vraiment aimé "Dawn of Everything" parce qu'il m'a donné un grand espoir que, sur la base des sociétés qui ont existé dans le passé, nous pourrions inventer de meilleures sociétés dans le futur après l'effondrement, car je pense que les femmes souffriront beaucoup comme nous le voyons en Afghanistan et aux États-Unis nos propres républicains évangélistes talibans. "Dawn" donne également l'espoir que nous pourrions ~~redevenir des chasseurs-euilleurs~~ et éviter **l'agriculture, qui conduit inévitablement à la hiérarchie et à l'esclavage.**

Ce podcast explique pourquoi nous avons probablement vécu dans des sociétés matriarcales égalitaires pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, les dernières centaines de milliers d'années jusqu'à l'Holocène, et bien d'autres choses encore, je ne vais écrire que sur quelques-unes des critiques des 4 premiers épisodes.

Bitten voit le monde de manière politique. Le pouvoir, c'est la politique - qui peut diriger les ressources vers les personnes favorisées ou faire la guerre.

Il fait cependant remarquer que **pendant probablement 95 % de notre existence, nous n'avions pas de hiérarchie et vivions au jour le jour dans des groupes égalitaires.** Les autoritaires ne pouvaient pas prendre le contrôle parce que les gens partaient vers d'autres groupes, dont l'ADN a montré qu'ils n'étaient pour la plupart pas apparentés les uns aux autres, et que l'appartenance à ces groupes variait probablement beaucoup, puisque les gens rejoignaient ou changeaient de groupe. Et une fois que nous avons eu des armes jetables, la puissance musculaire n'a plus eu autant d'importance. Les hommes ou les coalitions faibles pouvaient tuer les chefs violents, et avec le temps, nous nous sommes domestiqués. Sara Hardy pense que l'égalité était également due au fait que les femmes élevaient conjointement des enfants sans lien de parenté, et non au fantasme de "l'homme chasseur" qui attirait l'attention dans les années 60. Nous nous sommes probablement beaucoup déplacés en raison de l'instabilité du climat pendant la majeure partie de notre existence et nous sommes devenus très forts pour être des touche-à-tout, et les glaciers et les forêts sont apparus et se sont retirés. Puis, il y a 12 000 ans, le climat s'est stabilisé avec

l'arrivée de l'Holocène et l'agriculture et l'élevage sont devenus plus tenables.

Graeber et Wengrow ne tentent jamais de répondre à la question de savoir *comment nous en sommes arrivés à avoir des hiérarchies*. Comment pouvez-vous réinventer la société et les prévenir si vous ne savez pas pourquoi elles se produisent ?

Bitten répond que, fondamentalement, les hiérarchies se forment lorsqu'il est possible de contrôler une ressource, comme lorsque des mâles apparentés se sont regroupés pour défendre leurs troupeaux contre le vol, ce qui a conduit à des sociétés patriarcales et à l'installation des femmes dans des tribus avec peu ou pas de relations et donc moins de pouvoir politique.

L'une des idées de "Dawn" était que si quelqu'un n'aimait pas son groupe, il pouvait partir et rejoindre un autre groupe, ou créer le sien, et même lorsque des civilisations hiérarchiques se sont développées, les gens pouvaient fuir ou quitter leur travail pour cultiver leur propre nourriture.

Mais dans le monde actuel de 8 milliards de personnes, fuir n'est pas une option pour la plupart. Maintenant, si vous n'avez pas de grandes compétences, vous ne pouvez pas démissionner, comment allez-vous payer les factures ? Ceux qui sont au sommet des hiérarchies ont de nombreux moyens de forcer les gens à travailler, comme lorsque la Grande-Bretagne a adopté la loi sur les *enclosures* et a retiré les terres communales aux villageois, forçant des millions d'entre eux à déménager dans les villes pour gagner leur vie dans les usines industrielles. Garrett Hardin a écrit que les gens de droite encouragent l'immigration et interdisent l'avortement pour faire baisser les salaires et forcer les gens à accepter des emplois de merde. Beaucoup ne peuvent pas non plus s'échapper en cultivant leur propre nourriture, maintenant que les fermes industrielles massives possèdent les meilleures terres agricoles, et dans l'Ouest, les droits d'eau aussi.

"L'aube" implique qu'il existe de nombreuses façons d'organiser les sociétés pour résoudre les problèmes, mais en réalité, les mêmes types de sociétés et de hiérarchies surgissent encore et encore. Les Vikings n'avaient pas beaucoup d'options à leur disposition, par exemple. Lorsqu'ils ne pouvaient plus cultiver suffisamment de nourriture sur les sols en voie de disparition du Groenland, ils pouvaient soit apprendre à vivre comme les Inuits, soit retourner au Groenland, soit mourir en essayant de cultiver.

Plusieurs sociétés sont mentionnées dans l'Aube qui ont fait preuve de flexibilité en alternant deux modes de vie, l'un hiérarchique et l'autre égalitaire pour profiter des ressources saisonnières. Mais ce n'était pas un jeu d'acteur. Les ressources déterminaient la gouvernance. Par exemple, en été, les Inuits devaient se disperser en petits groupes familiaux pour survivre, car la nourriture était très dispersée. Pendant cette période, l'homme était le chef absolu et incontesté, car la survie étant sur le fil du rasoir, il est logique d'avoir un chef pour prendre des décisions rapides. Mais en hiver, lorsque la nourriture était concentrée, des dizaines de familles se rassemblaient au même endroit. Les femmes pouvaient s'échapper vers d'autres igloos, quitter leur mari, être défendues par des proches contre les mauvais traitements, et vivre une vie égalitaire beaucoup plus libre. Les ressources matérielles déterminent souvent la structure sociale.

En résumé, les hiérarchies apparaissent dès qu'un groupe peut monopoliser une ressource. Si le pouvoir est politique, alors dans le monde d'aujourd'hui, les gauchistes veulent des sociétés égalitaires, et les droitiers préfèrent la hiérarchie.

Je ne suis pas entièrement d'accord avec toutes les critiques formulées dans le podcast "What is Politics", il est très intelligent et Bitten a beaucoup de connaissances en anthropologie et signale plusieurs erreurs dans le livre. Mais il voit le monde à travers un prisme politique. Jusqu'à présent, il y a 4 épisodes sur les premiers chapitres de Dawn, il lui faudra probablement un an ou plus pour terminer sa critique car il lui faut 4 à 6 semaines par chapitre pour le mettre en place. Je compléterai donc probablement ce billet au fur et à mesure qu'il le fera. Mais écoutez les podcasts si ces sujets vous intéressent, je n'écris que sur un petit sous-ensemble de ce qu'il a à dire.

.Confucius, Kautilya et Voltaire

Simon Sheridan 3 mai 2022 , traduit de l'anglais



Parfois, dans ce monde globalisé, des connexions intéressantes se produisent. Lorsque j'étais au début du lycée, l'ABC (le diffuseur public australien) a diffusé une version produite par la BBC d'une série télévisée japonaise intitulée "Monkey Magic". La version doublée en anglais était très populaire en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni à l'époque et la série était également populaire au Japon où les acteurs principaux sont devenus des noms connus. Pour ceux qui ne l'ont pas vu, vous pouvez regarder quelques épisodes ici - <https://archive.org/details/monkeymagic> 1.

La bande-son de Monkey Magic a été réalisée par le groupe de rock japonais Godiego, et le générique de fin présente leur chanson "Gandhara". Comme je regardais religieusement la série, c'est une de ces chansons que je connais encore par cœur. À 12 ans, je n'avais aucune idée de ce à quoi Gandhara faisait référence. Je ne savais rien non plus du contexte plus large de l'histoire elle-même. Et c'est resté ainsi jusqu'à ce que, une quinzaine d'années plus tard, je trouve un emploi qui m'amène à voyager en Chine.

La Chine est un grand pays, et c'est donc une coïncidence que la ville où je me rendais pour mon travail soit l'ancienne capitale Xi'an. Lors d'un de mes week-ends de congé, j'ai fait les activités touristiques habituelles et la "Grande pagode de l'oie sauvage" figure en bonne place sur la liste des attractions touristiques de Xi'an. C'est là que j'ai trouvé une exposition racontant l'histoire du moine bouddhiste Xuanzang, qui a quitté Xi'an vers 629 pour se rendre en Inde et en rapporter des textes sacrés. J'ai immédiatement reconnu qu'il s'agissait de la même histoire que celle de *La Magie des Singes* et, après quelques recherches, j'ai appris que la série télévisée japonaise était basée sur un classique de la littérature chinoise, "*Le Voyage en Occident*", une œuvre de fiction écrite au XVI^e siècle. Le Voyage en Occident était quant à lui basé sur les voyages du célèbre moine un millénaire plus tôt. Je me trouvais donc littéralement à l'endroit où le Voyage en Occident a commencé. J'ai vu que la destination de Xuanzang en Inde était le Gandhara. D'où le nom de la chanson de la série télévisée. Le Gandhara était une région bordant la rivière Indus, célèbre pour ses sages et ses monastères. La région autrefois appelée Gandhara se trouve aujourd'hui au nord-ouest du Pakistan et de l'autre côté de la frontière afghane.

C'était donc cool. J'ai finalement appris ce qu'était le Gandhara et j'ai remarqué qu'il était étrange qu'un garçon d'Australie qui regardait une émission de télévision japonaise finisse par voyager à l'endroit exact où le Voyage en Occident décrit dans l'émission a commencé. Mais pour rendre les choses encore plus étranges, j'ai réalisé que j'avais, plusieurs mois auparavant, voyagé à l'autre bout du voyage de Xuanzang. Environ six mois avant mon voyage à Xi'an, j'ai été invité à un mariage dans le nord de l'Inde, sur la route exacte qu'a dû emprunter Xuanzang. Le mariage lui-même a eu lieu à quelques centaines de kilomètres seulement de l'ancien Gandhara. C'était le

premier lien avec le Gandhara. J'ai récemment réalisé qu'il y en avait un autre.

À la fin de mon voyage en Inde, je me suis retrouvé à l'aéroport de New Delhi avec quelques roupies à dépenser et plusieurs heures à tuer en attendant mon vol. Heureusement, il y avait une librairie fantastique à l'aéroport, avec un vaste choix de livres en anglais et, après avoir parcouru les rayons pendant quelques heures, j'ai décidé d'acheter quelques ouvrages indiens dont je ne savais rien mais que je pensais ne pas pouvoir trouver facilement ailleurs. L'un de ces livres était *L'Arthashastra*.

Le mot artha signifie "richesse" en sanskrit tandis que shastra signifie, entre autres, "traité". L'Arthashastra est donc un ouvrage d'économie politique assez semblable à *La richesse des nations*, mais écrit près de deux mille ans plus tôt, au IIe siècle avant Jésus-Christ. La beauté de tels livres est qu'ils révèlent **l'intemporalité de certaines questions**. La fiscalité y occupe naturellement une place importante. Il en va de même pour le plus vieux métier du monde. Comme cela a été le cas pendant la majeure partie de l'histoire, la prostitution n'était pas seulement réglementée par l'État, mais aussi gérée par l'État. De plus, la prostitution était une profession qualifiée où les femmes devaient savoir jouer de la musique, danser et faire la conversation avec leurs clients. Dans le même temps, les maquerelles des établissements haut de gamme occupaient des positions de pouvoir importantes (oui, les Ghislaine Maxwell et Jeffrey Epstein de ce monde ne sont pas nouveaux).

Récemment, j'ai sorti l'Arthashastra de l'étagère pour vérifier quelque chose et j'ai décidé de faire des recherches sur l'auteur, Kautilya, dont je me suis rendu compte que je ne savais rien. En me documentant sur lui, j'ai appris qu'il était né - devinez où ? - Dans le Gandhara. Il est fort possible que le moine chinois Xuanzang soit tombé sur l'Arthashastra lors de son pèlerinage au Gandhara, quelque huit siècles après la mort de Kautilya. Il a peut-être même ramené une copie en Chine avec lui.

Kautilya était professeur au Gandhara lorsque Alexandre le Grand a envahi la région. Tout comme Aristote était le précepteur d'Alexandre, Kautilya était le précepteur et le conseiller de l'empereur Chandragupta, en Inde à l'époque, et l'Arthashastra est un manuel de politique d'État qui a vraisemblablement constitué la base de ses enseignements. Ainsi, Kautilya était un philosophe-sage de la même catégorie qu'Aristote et aussi que Confucius, qui conseillait les grands souverains de Chine quelques siècles plus tôt.

De nos jours, il suffit de quelques clics sur un ordinateur pour découvrir tout cela. Mais pendant la majeure partie de l'histoire occidentale, les Européens ont été complètement ignorants de l'histoire de la Chine et de l'Inde. Ce n'est qu'à la fin du 18e et au 19e siècle que les intellectuels occidentaux ont commencé à entendre parler des grandes œuvres de la culture indienne et chinoise, principalement grâce aux traductions effectuées par les missionnaires. Il faut dire qu'une grande partie des intellectuels occidentaux de l'époque semblent avoir été attirés par ces textes en raison de leur mécontentement inhérent au christianisme institutionnalisé et au système féodal en général. Ils étaient à la recherche d'idées pour changer le statu quo en Europe et l'une des principales choses qui a attiré leur attention était les enseignements de Confucius. En particulier, la bureaucratie confucéenne, qui utilisait des examens d'entrée pour décider de l'embauche et était donc une méritocratie, plaisait à des penseurs comme Voltaire qui méprisait les nobles héréditaires et népotiques des cours européennes.

Le désir de briser le pouvoir et la corruption d'une noblesse établie est un autre de ces éternels sujets de la politique. Confucius était déjà confronté au même problème en 500 avant Jésus-Christ. Cependant, l'idée des examens d'entrée pour les fonctionnaires est plus ancienne que Confucius et n'est devenue la norme en Chine que plusieurs siècles après la mort de Confucius. En outre, l'examen d'entrée tel que nous le connaissons dans la société moderne a beaucoup plus à voir avec une école de pensée opposée au confucianisme, connue sous le nom de système "légaliste".

Confucius pensait que la société ne devait pas être gouvernée par la loi et les règles mais par la vertu. Il affirmait que si le roi et l'aristocratie se comportaient correctement et défendaient la morale commune de la société, le public serait gouverné par sa conscience, un mécanisme plus profond et plus contraignant que le simple respect des lois. L'ironie de la chose est que la philosophie de Confucius avait beaucoup plus en commun avec le

féodalisme dont les penseurs du siècle des Lumières comme Voltaire essayaient de se débarrasser, car le féodalisme repose davantage sur la vertu que sur les règles. Voltaire croyait également en la vertu. Son principal problème était la corruption des fonctionnaires de la cour (y compris les fonctionnaires de l'Église) de son époque. Il pensait que la vertu pouvait être mieux acquise par l'éducation et la raison et qu'une fonction publique méritocratique garantirait que les meilleurs et les plus brillants soient élevés à des postes de pouvoir.

Les premières bureaucraties des années 1800 dans les pays occidentaux étaient similaires au modèle confucéen en mettant l'accent non seulement sur l'apprentissage académique mais aussi sur l'évaluation du caractère. Dans la pratique, cela allait de soi car les établissements d'enseignement supérieur de l'époque enseignaient également des traits non académiques tels que l'étiquette et les bonnes manières. Tous les diplômés de l'université étaient censés avoir une connaissance des classiques et, à travers eux, de la morale. De cette façon, la fonction publique devait être peuplée non seulement de personnes douées sur le plan académique, mais aussi de personnes moralement irréprochables. Cette notion méritocratique de libre accès à l'éducation et, par extension, à la fonction publique, est en contradiction avec la noble éthique de la "haute naissance", qui est une autre constante de l'histoire politique et qui est présente dans l'Arthashastra, où il est dit que si vous avez deux personnes de capacité académique équivalente, celle de haute naissance doit être préférée car le public est plus susceptible de la suivre. L'idée de haute naissance était également très présente dans la culture européenne avant les guerres et était un vestige de l'époque féodale.

Il est intéressant de noter que l'un des arguments utilisés par les légistes de la Chine ancienne pour justifier leur système était qu'une bureaucratie fondée sur des règles renforcerait le pouvoir du roi, car faire des bureaucrates rien de plus que des gratte-papiers et des gratte-papier les rendrait plus faciles à gérer. Les légistes ont noté qu'une bureaucratie établie devient toujours une entrave au pouvoir du roi car, tout comme les bureaucraties modernes, elle en vient à servir ses propres intérêts avant ceux de l'État ou des citoyens. Le problème est exacerbé dans la mesure où les bureaucrates ont une autorité morale. Ainsi, un roi intelligent devrait mettre en place un ordre fondé sur des règles afin de réduire le pouvoir de la bureaucratie.

J'ai mentionné l'ouvrage de James C. Scott "Seeing like a State" à plusieurs reprises dans ce blog. Sa notion de "lisibilité" est celle poursuivie par les légalistes de la Chine ancienne. Un État qui recherche un pouvoir centralisé préfère les règles à la vertu. Le légalisme (ou la lisibilité) accroît le pouvoir de l'État tandis que les systèmes fondés sur la vertu, comme celui de Confucius, le réduisent (du moins à court terme). L'Arthashastra fournit un contrepoint intéressant à cela car la société indienne de l'époque était ordonnée selon la philosophie védique. Ainsi, même le roi était censé se prosterner devant les brahmanes, la caste la plus élevée et les gardiens du Veda. **Le pouvoir de l'État était subordonné à la vertu.**

Il est intéressant de noter que Mao Zedong a explicitement tenté d'éliminer les idéaux confucéens restants de la culture chinoise et de les remplacer par un cadre légaliste lorsqu'il était au pouvoir. Il est également intéressant de noter que la Chine maoïste fait l'objet d'un chapitre spécial dans le livre de Scott, car des millions de personnes sont mortes de faim sous ce régime. Ces deux éléments ne sont pas sans rapport. **Une bureaucratie fondée sur des règles finit par perdre tout contact avec la réalité.**

Nous avons assisté à cette évolution dans nos propres sociétés au cours des deux dernières années et pourtant, nous nous trouvons dans une situation difficile dans la société moderne qui est au moins différente, en termes d'échelle, de tout ce que les anciens ont connu. L'élément qui manquait dans le monde antique était la technologie moderne. L'obsession de la machine en Occident s'inscrit naturellement dans le cadre légaliste et fait pencher la société dans cette direction par défaut. Si l'on ajoute à cela le capitalisme moderne, où l'on n'attend pas du chef d'entreprise moyen qu'il soit un paragon de vertu mais simplement qu'il maximise la valeur actionnariale, et l'éducation d'après-guerre, où toute prétention "morale" ou "fondée sur le caractère" est explicitement rejetée, on obtient un système social presque entièrement fondé sur les règles, à l'exclusion de la vertu. C'est à peu près le contraire de ce que Confucius et Voltaire avaient en tête. Alors que nous observons la dernière série de verrouillages en Chine, où l'on rapporte que plus de 100 millions de personnes sont emprisonnées dans le cadre de la dernière série de "mesures de santé publique", nous voyons la victoire de la philosophie légaliste portée à

des sommets horribles lorsqu'elle est combinée à la technologie moderne.

Pendant ce temps, la bureaucratie de l'Occident moderne, ce que nous pourrions également appeler *l'État profond*, a fini par devenir exactement le genre de poids autour du cou de la branche exécutive que les légalistes de la Chine ancienne essayaient d'éviter. Cela a été particulièrement évident pendant la présidence de Trump, où l'État profond a activement subverti le pouvoir du président. L'ordre fondé sur des règles était censé résoudre ce problème en rendant les bureaucrates remplaçables. Il est donc intéressant de noter que l'État profond moderne exerce son pouvoir par des signaux de vertu. Mais les signaux de vertu sont l'exact opposé de l'idéal confucéen. Confucius disait que les dirigeants, y compris la fonction publique, ne devaient pas prêcher la moralité mais la faire respecter. S'ils agissent ainsi, le public le remarquera et suivra de lui-même. En d'autres termes, il s'agit de donner l'exemple. L'aristocratie moderne prêche une chose et fait le contraire. Les signaux de vertu ne sont rien d'autre qu'un jeu de pouvoir. Ainsi, dans l'Occident moderne, nous avons combiné les pires aspects du système fondé sur la règle avec les pires aspects du système fondé sur la vertu ; une réussite impressionnante.

Au cours de la dernière décennie environ, chaque fois que quelqu'un en Occident voulait essayer de prétendre que le "progrès" était toujours là, il montrait la Chine en disant "*regardez combien de personnes ont été sorties de la pauvreté en Chine*". Je doute que quiconque désigne désormais la Chine comme un symbole de progrès, mais la question plus large de la pauvreté est également abordée dans des textes anciens tels que l'Arthashastra. À cette époque (et encore aujourd'hui dans certaines régions de l'Inde et de la Chine), des catégories entières de personnes vivaient délibérément dans la pauvreté, principalement des ascètes religieux de différents grades. Les ascètes religieux donnaient l'exemple et mettaient en pratique ce qu'ils prêchaient. Ils suivaient le Dharma, que l'on peut traduire par "vertu". L'Arthashastra note que le travail du roi consiste à créer les conditions dans lesquelles son peuple suit le Dharma. Agir autrement revient à inviter la destruction de l'État.

Confucius avait dit à peu près la même chose plusieurs siècles auparavant. Il a fait remarquer que s'il avait le choix entre financer l'armée, ne pas fournir de nourriture ou laisser l'État se discréditer (ne pas suivre le dharma), le dirigeant devrait choisir les deux premiers avant le troisième, car sans l'acceptation morale de l'État par le public, l'État est fini.

Si cela est vrai, cela ne présage rien de bon pour l'Occident moderne. Nous suivons une version extrême du cadre légaliste tout en pratiquant le contraire de la vertu. La plupart des dirigeants de notre société n'ont aucune prétention à la vertu. Ils ne dirigent pas en faisant respecter le dharma, mais simplement parce qu'ils ont acquis des positions de pouvoir. Pendant ce temps, nous "*faisons confiance aux experts*" non pas parce qu'ils sont vertueux mais parce qu'ils sont censés connaître les règles (de l'univers). Mais les experts qui connaissent les règles font simplement partie du cadre légaliste et ne font rien d'autre que gagner en lisibilité pour un contrôle plus centralisé. Tout cela n'est que volonté de puissance, c'est-à-dire le désir de l'État d'accroître la lisibilité afin d'intervenir dans la société pour poursuivre ses propres objectifs. Les verrouillages en sont l'exemple ultime et peut-être l'exemple ultime de ce qui se passe lorsqu'un cadre légaliste prend le dessus à l'exclusion de la vertu.

Il serait intéressant de savoir ce que Voltaire en aurait fait. Je pense qu'il aurait été horrifié. Néanmoins, les pom-pom girls modernes des "valeurs des Lumières" ont été parmi les partisans les plus enthousiastes de ce qui s'est passé au cours des deux dernières années et ont également été heureux de louer l'ascension de la Chine moderne. L'hypothèse de Voltaire et d'autres comme lui était que la vertu pouvait être dérivée de la pensée rationnelle et que, par conséquent, si l'on améliorait la rationalité de la société, on obtiendrait "plus" de vertu. Nous pouvons en voir les résultats pratiques dans le monde moderne. Nous nous sommes débarrassés de la religion (le fondement traditionnel de la vertu/Dharma) et l'État est devenu tout puissant. Comme l'État ne se soucie que du pouvoir, toute la société penche dans cette direction.

Avec le coronavirus, l'État a enfreint ce contre quoi Confucius avait mis en garde : il s'est laissé déconsidérer. Confucius croyait que les gens pouvaient être gouvernés entièrement par la vertu. Je doute que ce soit vrai. Mais si l'État doit gouverner uniquement par la loi, il doit respecter la loi à tout prix. Une fois que l'État commence à agir en dehors de la loi, il a jeté le discrédit sur la loi elle-même et les gens ne suivront la loi que dans la mesure

où elle leur convient, ce qui correspond exactement à la mise en garde de Confucius. Tout est alors réduit à un jeu de pouvoir, ce qui signifie que le gouvernement devra continuer à exercer un pouvoir brut en dehors de la loi pour obtenir quelque chose. C'est une pente glissante et je pense que la plupart des gouvernements occidentaux ont commencé, ces deux dernières années, à glisser sur cette pente. Dans les années à venir, nous pouvons nous attendre à ce que de plus en plus de lois soient violées alors que l'État tente de maintenir les choses en place.

Bien sûr, tout ceci est lié à Spengler et à la théorie des cycles historiques. L'ancienne culture indienne avait déjà une théorie sophistiquée des cycles dans la tradition védique, tout comme les Chinois avec le taoïsme. L'Arthashastra a été écrit à une époque où l'Inde ressemblait beaucoup à l'ère féodale de l'Europe. Il y avait beaucoup de petits royaumes et la société était maintenue ensemble bien plus par des relations informelles que par des lois. En termes spengleriens, c'était une époque de culture. Mais la culture cède la place à la civilisation et au règne de la loi plutôt qu'à celui de la vertu. L'État de droit finit par s'effondrer lorsque le gouvernement lui-même commence à enfreindre la loi et l'on revient à un système fondé sur la vertu. Il semble que ce soit exactement là où nous en sommes dans le cycle.

▲ [RETOUR](#) ▲

Au-delà de la peur de la mort

Simon Sheridan 20 novembre 2021 , traduit de l'anglais



Stephen Jenkinson est un auteur qui figure depuis un certain temps sur ma liste de lecture. Jusqu'à la semaine dernière, je ne savais rien de lui, si ce n'est qu'il a beaucoup écrit sur le sujet de la phobie de la mort dans la culture occidentale moderne. Comme ma liste de lecture est longue et ne cesse de s'allonger et que le sujet a été abordé la semaine dernière, j'ai décidé d'aller voir cette interview de Jenkinson où il parle longuement du problème de la mort en Occident. J'avais moi-même abordé ce problème au début de la série d'articles sur la coronapocalypse et il était donc fascinant d'entendre ces thèmes abordés plus en détail par quelqu'un ayant une expérience concrète (le point de vue de Jenkinson sur le sujet provient de ses années de travail en tant que conseiller en matière de deuil). Mais Jenkinson a également abordé de nombreux autres thèmes que j'ai explorés dans mes deux livres sur le Coronavirus. Après avoir regardé la vidéo, j'ai décidé de consulter son site Web. Son titre ? La sagesse de l'orphelin. Mais l'orphelin est un élément de l'archétype Mère dévorante - Orphelin que j'ai découvert par hasard au début de l'année. Quelle synchronicité ? Il est clair que je vais devoir passer beaucoup plus de temps à explorer les idées de Jenkinson. D'après une lecture rapide de son site, il semble que son approche soit que nous devons accepter notre statut d'orphelin et trouver un moyen de construire quelque chose dessus. Cela semble être une idée prometteuse. Dans un sens jungien, nous manifestons actuellement la face cachée de l'Orphelin. Nous devons trouver le côté positif. Cette idée mérite de faire l'objet de futurs articles. Pour l'instant, je voulais simplement vous faire part des principales notes que j'ai prises en regardant la vidéo de Jenkinson.

Le déni de la mort comme héroïsme

Jenkinson raconte l'histoire d'une femme atteinte d'une maladie en phase terminale qui n'avait plus que quelques mois à vivre, mais qui disait "ne pas avoir laissé la mort prendre une grande place dans sa vie". C'était un schéma qu'il avait observé à maintes reprises lorsque quelqu'un était confronté à une mort imminente. Notre culture considère cette attitude comme une sorte d'héroïsme. En d'autres termes, il est considéré comme héroïque de refuser la mort, de ne pas la laisser vous abattre même si vous la regardez en face. C'est ce même faux héroïsme qui nous pousse à vouloir éliminer la mort (par la médecine, les vaccins, les verrouillages) et, lorsque tout est perdu, à nous permettre la sortie facile qu'est l'euthanasie. Nous devons mourir selon nos propres conditions, même si cela signifie simplement ignorer notre mort lorsqu'elle approche. Agir autrement, c'est "échouer" et l'échec n'a rien d'héroïque.

J'ai mentionné dans l'un de mes billets sur la coronapocalypse l'utilisation bizarre du concept d'héroïsme comme

outil de propagande pendant la corona. L'histoire de Jenkinson m'a permis de comprendre pourquoi cela résonne dans l'esprit du public. Il est héroïque de faire tout ce que l'on peut pour éviter la mort. Mais cela découle de notre phobie de la mort et de notre peur de ne pas avoir le contrôle. Pour ceux d'entre nous qui ne partagent pas ces phobies, le comportement semble psychotique et dissociatif. Bien sûr, une mort inutile devrait être évitée lorsque nous avons les moyens de le faire. Mais le juge ultime de ces moyens est de savoir s'ils fonctionnent et il est clair maintenant que les verrouillages, les masques et les vaccins corona ne fonctionnent pas. Cependant, les vrais croyants ne cherchent pas quelque chose qui fonctionne. Ils jouent un rôle requis par notre culture, celui de l'"héroïsme". C'est pour cette raison que les leaders pendant l'épisode corona ont besoin d'être vus comme faisant tout pour "combattre la mort", même si cela signifie mettre à la poubelle toutes les autres institutions de la société. Bien sûr, ces institutions sont toutes soumises à la même attente culturelle et acquiescent de la même manière. C'est pourquoi chaque institution a désormais un plan de "protection contre les covidés". Tout cela est exigé par la culture générale et c'est pour cette raison que les mesures Corona bénéficient toujours du soutien de l'opinion publique. Le fait de formuler toute la question en termes d'"héroïsme", par exemple en applaudissant le NHS à un certain moment de la journée, fait partie de la culture du héros qui n'est en fait qu'un déni de la mort.

Les aînés, les parents et la culture

Ce n'est pas seulement que nous ne respectons plus nos aînés, c'est que nous n'avons plus d'aînés. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Les aînés acquièrent leur position grâce aux machinations vagues et ambiguës de la culture. Il y a un processus à suivre pour devenir un aîné. J'ai abordé ce sujet en expliquant l'ascension de Jordan Peterson, qui est devenu un ancien de manière organique. Notre foi moderne dans les "experts" est en quelque sorte le contraire de l'ancienneté. La sagesse n'est pas requise pour l'expertise, mais seulement la connaissance. Les aînés doivent être sages, mais l'éducation ne permet pas d'atteindre la sagesse.

Bien que ce ne soit pas un synonyme, les grands-parents étaient autrefois bien placés pour devenir des aînés, du moins pour leurs petits-enfants. Cependant, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, nous avons progressivement chargé les parents de l'entière responsabilité d'élever les enfants (bien que, selon moi, les parents aient également souhaité cette responsabilité). La relation de l'enfant avec ses grands-parents passe désormais par les parents et les grands-parents n'ont que très peu leur mot à dire sur l'éducation des enfants. En fait, c'est une source très courante de disputes familiales lorsque les grands-parents tentent d'intervenir et sont remis à leur place par les parents. Les grands-parents ayant été écartés du rôle d'"aînés", il n'y avait personne d'autre pour combler le vide. L'effondrement de cet arrangement familial s'est accompagné de l'effondrement de la structure traditionnelle de voisinage où des aînés extérieurs à la famille auraient pu apparaître. Résultat : nous sommes sans aînés.

Quel rôle les anciens ont-ils joué traditionnellement dans la société ? Selon Jenkinson, il s'agit de "garantir le bon sens culturel". Vu l'état actuel de notre culture, ce diagnostic semble juste. Nous nous sommes débarrassés des anciens et la folie culturelle a suivi. Cela nous ramène à la remarque de Jung sur la destruction de la tradition. Les aînés sont là pour transmettre la tradition, mais nous méprisons explicitement la tradition de nos jours. Ayant mis en avant le rôle de parent au détriment du rôle de grand-parent/ancien, il n'est pas surprenant que l'archétype de la Mère dévorante ait pris de l'ampleur. C'est un archétype de parent qui représente, entre autres choses, le contrôle total que les parents ont désormais sur le développement de leurs enfants, indépendamment des aînés et de tout réseau culturel plus large. En pratique, cela signifie que nous avons chargé le rôle de parent de toutes sortes d'attentes et d'obligations que le parent moyen ne peut pas remplir et il est fort probable que l'augmentation des taux de divorce dans les pays occidentaux en soit au moins partiellement la conséquence. En tout état de cause, le développement de l'enfant est désormais entièrement à l'instigation et à la gestion des parents. La volonté de puissance. Le désir de la Mère Dévorante de tout contrôler.

En attendant, que faisons-nous des grands-parents ? Débarrassés de leur rôle traditionnel dans la vie familiale, ils n'ont plus aucune place économique et sociale lorsqu'ils arrivent à la retraite. Nous les envoyons dans des maisons de retraite. Loin des yeux, loin du cœur. Le désir de les "sauver" pendant la période corona est en partie

une culpabilité pour notre complicité dans cet état de choses et en partie un trip de contrôle.

La tyrannie de l'espoir

L'année dernière, à la même époque, je me souviens avoir vu le ministre britannique de la Santé de l'époque, Matt Hancock, prononcer un discours devant le Parlement pour annoncer que le gouvernement avait hâte d'"injecter de l'espoir" dans les bras des Britanniques. Il faisait référence, bien sûr, au vaccin. J'ai involontairement interprété sa métaphore comme étant celle de la toxicomanie. Qui est ce revendeur de drogue qui veut injecter les gens ? Et qui sont les personnes qui voulaient se faire injecter de l'espoir ? Sommes-nous dépendants de l'hopium dans la société moderne ?

Jenkinson qualifie l'espoir de "tyrannique". L'espoir est dissociatif. Il vous oblige à ignorer les circonstances actuelles qui sont, par définition, mauvaises, et à espérer une amélioration ultérieure. Parfois, l'espoir est justifié. Si vous êtes coincé dans les montagnes avec une jambe cassée et que vous avez des raisons de croire qu'une équipe de recherche est à votre recherche, vous pouvez espérer qu'elle vous trouve. Mais l'espoir en général est débilitant et découle souvent d'un refus de voir la réalité en face. Nous voyons cette tromperie partout dans la société moderne. "Ils trouveront bien quelque chose", disons-nous pour sortir de nos difficultés en matière d'énergie et de pollution. "Il suffit d'écouter les experts" n'est qu'une autre façon d'avoir l'espoir que les experts vont tout arranger.

Ce qui a conduit à cet état de fait, ce ne sont pas seulement les tendances politiques et économiques, mais aussi notre phobie de la mort. Si nous pouvons nous tromper en ignorant même notre propre mort imminente, nous pouvons nous tromper sur n'importe quoi. L'addiction à l'espoir signifie également une dissociation constante de la réalité, et nous n'en manquons pas dans le monde moderne grâce aux divertissements sans fin, aux bulletins d'information diffusés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à Netflix, aux jeux vidéo, à l'alcool, aux drogues et au porno. La liste est longue. Et si tout cela n'était pas la cause mais l'effet ? Et si la véritable cause était culturelle : notre peur de la mort. Si nous ne pouvons pas faire face au fait le plus fondamental de la vie, comment pouvons-nous faire face à ceux qui le sont moins ?

Le deuil comme revers de la médaille de l'amour

On dit souvent de la société moderne qu'elle n'a pas de cœur. Pourtant, une grande partie de notre discours public est censée se préoccuper des sentiments d'autrui. Jenkinson note que cela découle de notre culture de drogués du contrôle. La mort n'a que faire de nos sentiments. Ainsi, sa présence est une insulte à notre éthique du contrôle. Elle défie également nos sentiments. Nous ne voulons pas blesser les sentiments des autres parce que nous ne voulons pas que nos sentiments soient blessés. Ce qui est sous-entendu, c'est que nous ne savons pas comment contrôler nos sentiments et que tout déchaînement de ces sentiments menace notre équilibre psychique. Cela implique également une psyché déséquilibrée et faible. Les émotions sont un grand serviteur mais un terrible maître. Il ne faut pas mettre les émotions en bouteille, mais il ne faut pas non plus laisser les émotions dicter notre état d'esprit. Mais c'est là où nous en sommes en tant que culture. Tout doit être "personnel" et peu de choses sont plus personnelles que vos sentiments. Cela explique également notre besoin de dissocier la mort, car le torrent de sentiments qui pourrait se déchaîner menace de nous submerger, mais aussi de submerger notre famille et nos amis. Nous nous évertuons à les surmonter pour les protéger eux aussi. Si personne ne peut traiter les émotions correctement, il est plus sûr de se dissocier complètement et de "ne pas se laisser dominer".

Le deuil n'est pas un sentiment. Le deuil ne doit pas être confondu avec le désespoir ou la dépression et, contrairement aux sentiments, le deuil n'est pas de nature transitoire. Le deuil est un exercice. On devient un praticien du deuil ou, dans notre société, on ne devient pas un praticien du deuil parce que nous avons oublié comment faire le deuil. Selon Jenkinson, il y a un revers à ce problème : "Si vous êtes amoureux, le deuil fera partie du marché". Le deuil et l'amour sont les deux faces d'une même pièce. "Le deuil est une façon d'aimer ce qui a échappé à la vue" et "l'amour est une façon de faire le deuil de ce qui n'a pas encore échappé à la vue". Il s'ensuit que si l'on ne peut pas faire son deuil, on ne peut pas aimer dans le sens le plus complet du terme, où cet

amour inclut la reconnaissance que la chose aimée est temporaire. Et cela nous ramène à la mort, car la mort est la reconnaissance ultime de la nature temporelle des choses. La mort, l'amour et le deuil sont tous liés. Une culture qui a la phobie de la mort ne peut pas faire son deuil, mais elle ne peut pas non plus aimer au sens propre du terme, et c'est pourquoi la société moderne n'a pas de cœur.

Dans l'un des meilleurs éditoriaux de Neil Oliver sur Corona, il notait qu'il s'était rendu compte qu'il faisait le deuil d'un mode de vie qui a maintenant disparu. Cela implique qu'il aimait ce mode de vie, tout comme certains d'entre nous. Mais il est tout aussi vrai que beaucoup ne l'aimaient pas. La facilité avec laquelle nous avons jeté à la poubelle tous ces principes que nous pensions être fondamentaux pour notre société implique un manque d'amour envers cette société. Le fait que cela ait été fait au nom de l'évitement désespéré de la mort n'est pas une coïncidence. Nous évitons la mort pour ne pas avoir à faire notre deuil, pour ne pas avoir à reconnaître que nous n'aimons pas. Il y a un vide géant au centre de tout cela.

Cela m'amène à un point auquel j'ai réfléchi récemment et qui est abordé dans l'idée de sagesse orpheline de Jenkinson. Si beaucoup de gens n'ont aucun amour pour l'état actuel du monde, peut-être que Corona peut inaugurer une nouvelle ère où il y a quelque chose à aimer. J'admets que cela semble extraordinairement improbable. La Grande Réinitialisation et la direction totalitaire vers laquelle nous nous dirigeons actuellement sont à l'opposé de tout ce qui pourrait être aimé. Mais si Corona peut avoir un quelconque effet positif, ce serait celui-ci : qu'une société ou un mode de vie digne d'être aimé puisse émerger. Cela n'implique pas nécessairement de tout jeter et de tout recommencer. Il se peut que nous devions redécouvrir ce qui valait la peine d'être aimé dans notre société en premier lieu. Un tel amour ne serait toutefois qu'une partie de l'histoire. Il devrait s'accompagner d'un apprentissage du deuil et il me semble que c'est là que les idées de Jenkinson auraient pu trouver leur place. Nous devons devenir des praticiens du deuil et, ce faisant, nous devrions affronter notre phobie de la mort. Tout cela devrait être réalisé face à des forces puissantes qui utilisent notre peur de la mort à leurs propres fins (bonjour, Mère Dévorante). Si cette peur de la mort était confrontée, elle perdrait son pouvoir. Il faut se méfier du genre de leader, de personnes ou de mouvements qui pourraient faire en sorte que cela se produise. Ne devrions-nous pas assister à la seconde venue d'un homme qui a enseigné l'amour ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.États défaillants : Dans un pays proche de chez vous

Kurt Cobb Dimanche 28 août 2022 , traduit de l'anglais

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



En lisant un article sur un cartel de la drogue **mexicain** qui impose un contrôle des prix aux vendeurs de tortillas, ce qui est normalement le fait des gouvernements, je me suis souvenu d'une scène du film "*Casablanca*".

Nous sommes en 1940 et des officiers nazis visitent Casablanca qui, à ce stade de la Seconde Guerre mondiale, est contrôlée par le régime fantoche allemand en France, appelé Vichy France. Dans leur tentative d'appréhender "un ennemi du Reich", les officiers allemands rencontrent et interrogent Richard Blain, le propriétaire américain du Rick's Cafe, une boîte de nuit et un casino illicite.

Alors qu'ils discutent des aspirations allemandes dans la guerre, l'un des officiers allemands demande à Rick (joué par Humphrey Bogart) ce qu'il pense des Allemands qui occupent son "cher Paris". Il répond : *"Ce n'est pas particulièrement mon Paris bien-aimé"*.

Un autre officier allemand demande ensuite si Rick peut imaginer que les Allemands occupent Londres. Rick dévie à nouveau en disant : *"Quand tu seras là-bas, demande-moi."* Mais lorsqu'un major allemand lui demande s'il pourrait envahir la ville de New York, Rick réplique : *"Il y a certaines parties de New York, major, que je ne vous conseillerais pas d'essayer d'envahir."*

Bien qu'il s'agisse d'une blague intelligente à l'époque et qu'elle soit probablement vraie à certains égards, aujourd'hui, l'effondrement de l'autorité civile devient une caractéristique régulière de l'actuel (dés)ordre mondial. Le département d'État américain déconseille désormais aux voyageurs américains de se rendre dans de nombreuses régions du Mexique, car ces régions semblent n'être que très peu sous le contrôle du gouvernement mexicain. La violence récente à Ciudad Juarez et à Tijuana semble être à l'origine de ces avertissements accrus.

Si la violence au Mexique semble être le fait de bandes de trafiquants de drogue bien organisées, dans d'autres endroits du monde, d'autres types de troubles civils et de conflits transfrontaliers sont de bons indicateurs de l'affaiblissement de l'administration centralisée. La **République démocratique du Congo** est le théâtre de troubles civils permanents depuis plus de 30 ans. Au **Myanmar**, ceux qui résistent à la prise de pouvoir par les militaires font maintenant partie de ce qui est décrit comme une guerre civile.

L'effondrement économique soudain du **Sri Lanka** au début de l'année - attribué à la mauvaise gestion du dirigeant de longue date du pays, aujourd'hui en exil - a entraîné des soulèvements dans la rue et un changement de dirigeant.

L'Ukraine, bien sûr, a été démembrée par une Russie agressive qui cherche à neutraliser le pays et à empêcher son affiliation à l'OTAN tout en réincorporant les régions à majorité russe dans la Russie proprement dite. À moins de vaincre la Russie et de l'expulser des territoires occupés par l'Ukraine, il est difficile de voir comment l'Ukraine ne deviendra pas un État défaillant.

La probabilité d'une victoire semble désormais bien mince. L'Ukraine est largement désarmée et il y a peu d'espoir que les pays de l'OTAN viennent à son secours et risquent une éventuelle guerre nucléaire avec la Russie. Même si la guerre aboutit à une impasse, l'Ukraine a perdu une grande partie de sa zone industrialisée au profit de l'occupation russe et les Russes menacent de couper l'Ukraine de la mer Noire, laissant le pays enclavé. Si ce qui reste de l'Ukraine devient un État défaillant incapable de maintenir sa stabilité, ce sera un État aux portes de l'Union européenne.

Une carte illustrant les résultats de l'évaluation de l'indice des États fragiles du Fonds pour la paix (anciennement l'indice des États défaillants) laisse entrevoir une instabilité accrue dans le monde. Les frontières largement établies après la fin de la Seconde Guerre mondiale commencent maintenant à s'effiloche de plus en plus.

Il n'est pas surprenant que cette instabilité survienne à une époque où les ressources sont limitées et où les prix sont élevés, notamment pour les denrées alimentaires et l'énergie. De plus en plus, les graves sécheresses qui sévissent dans le monde font également de l'eau une ressource rare. Lorsque les ressources sont rares, les gens ont tendance à se battre pour elles, même s'ils disent se battre pour autre chose. Et ils contestent souvent l'autorité de ceux qui sont affaiblis par la diminution de l'accès aux ressources, notamment les gouvernements centraux.

Les exportations de pétrole du Mexique ont considérablement diminué depuis la crise financière de 2008, même si elles se sont quelque peu redressées. Cela signifie que le Mexique a eu moins de ressources pour faire face à ses problèmes (dont certains sont cités plus haut) au cours de la dernière décennie.

La Russie, en revanche, semble encouragée par les prix élevés de l'énergie et des matières premières, car son économie est un grand exportateur net de céréales, de pétrole, de gaz naturel et de minéraux.

Beaucoup considèrent la stabilité des pays européens comme une évidence. Mais la situation difficile dans laquelle se trouvent ces pays en raison de la forte baisse des livraisons d'énergie russe mettra cette stabilité à l'épreuve. Il sera intéressant de voir si l'indice des États fragiles est ajusté en fonction des nouvelles circonstances sur le continent européen en 2023 et si d'autres pays qui ne font pas l'actualité connaissent une instabilité accrue.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'énergie du désespoir

rédigé par [Philippe Béchade](#) 25 août 2022

Les prix du gaz atteignent des records démesurés. A ce rythme, une grande partie des Britanniques n'auront plus cet hiver les moyens de se payer ni le chauffage, ni à manger.



Il est assez savoureux de constater qu'une compétition de karting au pied des miradors (de la prison de Fresnes) ou une sortie en jet-ski au pied du fort (de Brégançon) mobilisent à ce point les médias – et donc ceux qui leur consacrent une bonne partie de leur attention. Cela nous épargne l'angoisse que pourrait susciter quelques « faits divers » qui alimentent les conversations dans la sphère financière.

Prenons par exemple le prix du mégawatt-heure (MwH), **exprimé en équivalent pétrole** et coté à Rotterdam (peu importe le mode de production, ce qui compte c'est le prix « spot » payé à l'instant t par les entreprises européennes qui doivent acheter un surplus d'électricité quand les approvisionnements aux tarifs sécurisés s'avèrent insuffisant) : il vient d'atteindre la barre symbolique des **1 000 \$ le baril** !

Dans le même temps, le baril de pétrole Brent – qui a certes repris 8% depuis le 15 août – ne se négocie qu'à 100 \$ à Londres. Ce prix stratosphérique de l'électricité sur les marchés à terme est donc évidemment abscons, tout comme le fut le cours négatif du pétrole fin avril 2020.

Production à l'arrêt

Il n'est qu'indicatif, puisqu'il n'y a pas de transactions à ce niveau, ou alors pour des quantités négligeables qui ne sont que le fait de spéculateurs (vendeurs à découvert pris à la gorge) n'ayant pas extrapolé le scénario du pire, celui où la Russie cesse complètement de livrer du gaz début septembre et où les États-Unis ou le Qatar n'honorent pas leurs engagements de livraison de GNL cet automne.

Confrontée à ce genre de tarif « idiot », une entreprise préférera se contenter d'utiliser la quantité de courant qu'elle a « sécurisé » et, s'il lui en manque, elle réduira simplement sa production.

S'il lui en manque beaucoup, elle mettra plusieurs unités de production à l'arrêt, et une partie de ses salariés au chômage technique, car il serait absurde de produire à perte.

C'est là que se joue **le scénario « pire que la récession » évoqué par Jamie Dimon** : si le gaz vient à manquer, les grossistes en énergie, comme l'allemand Uniper, ne peuvent plus délivrer les mégawatts qui ont été commandés (l'énergie pour les produire n'existant plus). Uniper – et ses alter ego comme E.ON – devraient alors tenter de se les procurer auprès d'autres fournisseurs (EDF, Total Energies ou Engie, par exemple).

Mais, si ces sources alternatives sont également en rupture de gaz, alors, il ne reste que les marchés à terme. En France, c'est l'EPEX : le prix « spot » du MWh s'y négocie vers 650 € en ce moment, contre 45 à 50 € à la même époque en 2021, et 33 € en août 2020. Le problème est que personne de sensé n'est disposé à payer 20 fois le prix moyen d'il y a deux ans.

Donc les clients se fournissant d'ordinaire auprès de l'EPEX (ce ne sont évidemment pas des particuliers) qui propose, dans 95% des cas, des tarifs pertinents se trouvent contraints de renoncer.

Les bons côtés du bouclier tarifaire

Ils pourraient devenir très nombreux, très rapidement, à moins que le gouvernement n'instaure un bouclier tarifaire, c'est-à-dire transfère au contribuable le coût de la prise en charge de la différence.

Ce qui revient à transformer la ristourne offerte aux entreprises en dizaines de milliards de déficits qui seront les futurs impôts de demain et une menace sur la croissance d'après-demain.

Mais difficile de nier l'utilité du « *bouclier tarifaire* » lorsque l'on se tourne du côté de l'Angleterre, où l'inflation se dirige allègrement vers les 13% et plus pour ce mois d'octobre selon la BoE, et vers 18,5% selon une étude publiée en début de semaine par Citigroup.

Des milliers de Britanniques exaspérés par la situation économique et sociale causée par l'explosion du prix de l'électricité, du gaz, puis de l'alimentation... ont déclaré ne plus vouloir payer leurs factures énergétiques à partir du 1er octobre, si rien n'est décidé pour faire baisser les prix.

Mais ce n'est qu'un épiphénomène en regard du **plus grand mouvement de grèves que le pays a jamais connu depuis plus d'une trentaine d'années et qui a démarré lundi.**

Trains, métros, camionneurs, postiers, éboueurs, enseignants, soignants... puis les avocats et les dockers (les principaux ports de fret qui desservent notamment les supermarchés sont à l'arrêt).

Chez les dockers, le blocage des ports a été décidé pour 8 jours tandis que, dans d'autres secteurs, le mouvement pourrait s'installer dans la durée.

Absence politique

Toutes les catégories de grévistes réclament des augmentations des salaires, de meilleures conditions de travail, la mise en œuvre de mesures pour lutter contre l'inflation... mais toutes les revendications restent lettre morte, car Boris Johnson, démissionnaire, a annoncé qu'il laissait son – ou sa – successeur se débrouiller avec le chaos social qui s'annonce.

En effet, de leur côté, les entreprises font appel à des intérimaires pour casser les grèves, encouragées par Liz Truss, la candidate conservatrice la mieux placée pour accéder au poste de Premier ministre en remplacement de Boris Johnson et qui tente d'imposer sa stature de Margaret Thatcher « 2.0 ».

Elle a promis – si elle était élue – de réprimer sévèrement la grève :

« *En tant que Première ministre, je ne laisserai pas notre pays être rançonné par des syndicalistes militants.* »

Il semblerait qu'elle n'ait pas pris la pleine mesure de niveau d'explosivité du contexte social outre-Manche, pour cause de déconnexion des prix avec le pouvoir d'achat des britanniques. Il n'y a donc pas que la France qui souffre de la déconnexion de certaines « élites ».

Plus réaliste, le maire de Londres, Sadiq Khan, a lancé l'alerte :

« *Le problème cet hiver pour beaucoup de ménages ne sera pas de faire le choix entre se chauffer et se nourrir : ils ne pourront faire ni l'un ni l'autre !* »

▲ [RETOUR](#) ▲

.Même l'Allemagne abandonne le libéralisme

rédigé par Etienne Henri 29 août 2022



Masquer une pénurie énergétique par des pirouettes budgétaires ne fait que décaler, chèrement, l'inévitable confrontation avec la réalité.



La « fin de l'histoire » anticipée par le politologue Francis Fukuyama suite à l'éclatement du bloc soviétique aura fait long feu. La victoire de la démocratie et du libéralisme sur le dirigisme autoritaire n'avait, nous le réalisons rétrospectivement, rien de définitif. Nul besoin d'aller jusqu'aux pays en guerre pour constater que le libéralisme n'est plus en odeur de sainteté – qu'il s'agisse des libertés publiques ou économiques.

En France, État jacobin par excellence, le marché libre, l'entrepreneuriat et la mondialisation ont toujours été perçus avec méfiance. Voir l'État gérer le quotidien des citoyens par un empilement de règles contraignantes, une multiplication des taxations punitives et de copieuses subventions, est considéré comme normal – au point que, malgré une dépense publique de l'ordre de 60% du PIB, nombre d'hommes politiques et de citoyens espèrent encore prendre le pouvoir pour imposer « plus d'État ».

Cet amour français pour le dirigisme et le pilotage étatique de l'économie détonnait dans le concert des nations démocratiques. Mais, depuis le début de cette décennie, il se diffuse dans tout l'Occident. Nos partenaires privilégiés tombent les uns après les autres dans le piège de *l'économie politisée*.

La crise du Covid avait déjà fait voler en éclat de nombreux garde-fous en matière d'impression monétaire et de mise sous tutelle des échanges commerciaux. La situation sanitaire à peine revenue à la normale, voici que la guerre en Ukraine et la crise énergétique qui l'ont suivie justifient une nouvelle fuite en avant dans **la soviétisation de l'économie**.

Cet été, c'est notre voisin Allemand, pourtant réputé plus libéral que la France, qui a confirmé son basculement vers une économie dirigée. Historiquement favorable aux privatisations, Berlin a renié son ADN en mettant sous cloche, dans la plus grande précipitation, le secteur de l'énergie.

Quand l'Allemagne suit les mauvaises idées de la France

« *En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des impôts !* »

C'est ainsi que nous pourrions résumer la politique d'urgence suivie par le gouvernement suite à l'augmentation du prix des carburants. Au printemps, pour répondre aux citoyens choqués de voir le prix du sans-plomb s'inscrire durablement au-dessus des 2 € le litre, le gouvernement a annoncé une remise sur l'achat de carburant pour les véhicules particuliers et professionnels.

Début avril, il s'est engagé à subventionner à hauteur de 18 centimes par litres (TTC) l'essence et le gazole. De nombreux analystes se sont émus du caractère à la fois inflationniste, injuste, et macroéconomiquement néfaste de la mesure.

Parce qu'il s'agit d'un transfert de richesse massif (près de 10 Mds€ en année pleine, de quoi reconstruire 20 fois le CHU de Caen), parce qu'il est indiscriminé (tous les citoyens qui achètent de l'essence le perçoivent, quels que soient leurs revenus), parce qu'il est trop généralisé pour être économiquement efficace (tout le monde paye pour tout le monde), et parce qu'il n'est pas financé (l'État utilise la dette pour payer cette nouvelle dépense courante), l'aide à l'achat de carburant aurait pu être une mauvaise idée qui ne dure pas.

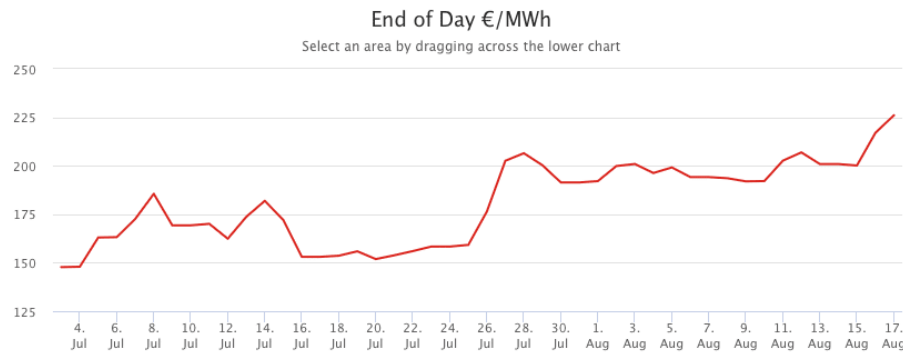
Las, la torpeur estivale a été l'occasion de doubler la mise. Un décret publié au *Journal officiel* du 24 juillet a prolongé jusqu'au 31 août 2022 la subvention de 18 centimes. Puis son montant va même augmenter, pour passer à 30 centimes durant les mois de septembre et d'octobre. L'État français confirme ainsi son rôle de **pompier-pyromane de l'inflation** : pour lutter contre la hausse des prix, il distribue massivement de l'argent qu'il n'a pas.

Notre voisin allemand est entré dans le même cercle vicieux avec une autre énergie : le gaz.

Les mauvaises solutions à un vrai problème

Vous n'êtes pas sans savoir que l'Allemagne est non seulement ultra-dépendante du gaz, mais qu'elle avait en plus fait le pari de s'approvisionner en Russie pour se distancier de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Du fait de la guerre en Ukraine et de l'effondrement des volumes importés depuis la Russie, elle subit de plein fouet la hausse des coûts du gaz naturel, qui a dépassé au cœur de l'été les 200 € le MWh.



Evolution du prix spot du gaz naturel en Allemagne durant l'été. Données : eex.

Berlin a dû faire face, avant même le pic de consommation hivernal, à une situation intenable lorsque ses énergéticiens se sont retrouvés coincés entre le marteau de la hausse des prix *spot* et l'enclume des tarifs négociés avec les consommateurs.

Ne pouvant plus acheter, pour les raisons politiques que vous savez, le gaz russe peu cher et abondant, les énergéticiens allemands ont dû acheter en toute urgence des mètres-cube de gaz à prix comptant. Uniper s'est ainsi retrouvé acculé et n'a évité la faillite que grâce au sauvetage étatique. Alors que l'énergéticien était dans une situation si difficile qu'il commençait à puiser dans les réserves de gaz (pourtant censées être en phase de remplissage), l'État allemand a volé à son secours en mobilisant 15 Mds€ en échange de 30% du capital.

L'Allemagne était donc dans une situation où les consommateurs n'avaient pas accès au signal-prix du marché et où l'État était venu éponger les pertes. La mécanique aurait pu s'arrêter là : Berlin a décidé de boucler le cercle vicieux en ajoutant... une taxe sur le prix du gaz !

A partir du mois d'octobre, un prélèvement supplémentaire sera imposé aux ménages et aux entreprises allemandes à hauteur de 2,4 centimes par kWh. Dans un pays où la moitié des foyers se chauffe au gaz, la hausse pourrait atteindre 480 € par an hors TVA, pour un ménage de quatre personnes. Cet impôt quasi-généralisé a, de l'aveu-même du ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck, pour objectif d'équilibrer les comptes publics mis à mal par le sauvetage d'Uniper.

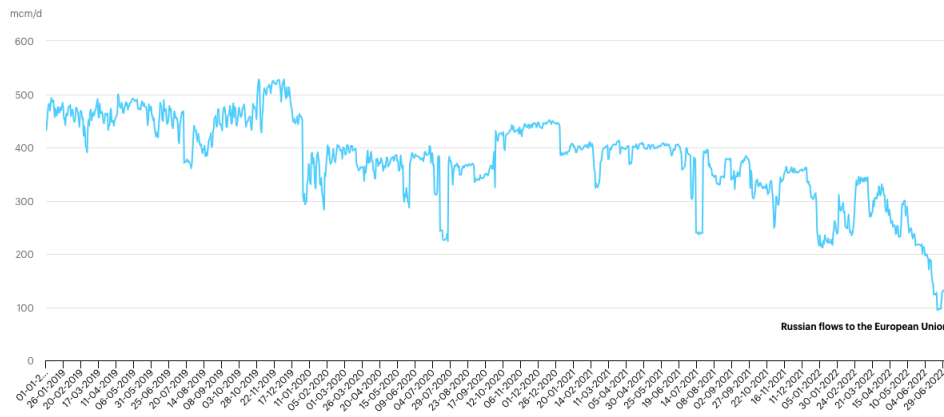
Cependant, comme les contribuables français le savent bien, le mécanisme de taxation/subvention n'est pas un fusil à un coup. C'est un cycle, même s'il est enclenché avec les meilleures des intentions pour régler une crise aigüe.

Déjà, la sphère politique s'est émue de cette taxation qui touchera citoyens et entreprises en période d'inflation généralisée. Tournant le dos à des décennies de rigueur budgétaire, la réaction du ministère de l'Économie a été d'annoncer... un nouveau paquet de subventions. Ce ne sont pas moins de 30 Mds€ d'aides qui ont été annoncées pour alléger la note pour les plus pauvres.

Ainsi, l'Allemagne s'engage dans la spirale infernale de la taxation/subvention des agents économique. Notre voisin aurait pu jeter un œil à notre économie (et à nos comptes publics) pour réaliser qu'il s'agit d'une mauvaise réponse au vrai problème de l'inflation et de la pénurie, mais la fourmi allemande semble désormais prendre pour modèle la cigale française.

A l'heure où le prix du gaz vole de record en record, et où les volumes importés de Russie ne cessent de baisser (ils se sont effondrés à moins de 100 millions de mètres cubes par jour au cœur de l'été), Berlin devrait revoir rapidement sa copie. L'État peut redistribuer, voire imprimer, des euros... mais pas des mètres-cubes de gaz.

Masquer une pénurie énergétique par des pirouettes budgétaires ne fait que décaler, chèrement, l'inévitable confrontation avec la réalité.



Seule véritable mesure de la disponibilité du gaz pour les agents économiques : les volumes d'importation. Ici, les flux de gaz russe vers l'UE. Données : [IEA](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

L'Europe peut-elle se passer du gaz russe?

Laurent Horvath Publié le 27 août 2022

2000Watts.org



Dans ce nouvel épisode de l'émission [Géopolitis](#), de la Télévision Suisse Romande, est-ce que l'Europe peut se passer du gaz russe? Un vent de panique gagne l'Europe face à la perspective d'une pénurie de gaz pour chauffer et éclairer les ménages cet hiver. Mais la crise énergétique pourrait perdurer au printemps et toucher de plein fouet les industries. Jean-Philippe Schaller pose les questions à Laurent Horvath.

Est-ce qu'on aura cet hiver des coupures de gaz? Est-ce qu'entre aujourd'hui et l'hiver nous allons recevoir assez de gaz des différents pays? Ce sont les grandes questions que l'on se pose actuellement.

"Nous savons que l'hiver sera compliqué. (...) L'approvisionnement en gaz, c'est comme un bidon : vous avez un grand trou au fond et vous devez remplir sans arrêt votre bidon pour qu'il soit plein. Si on n'arrive plus à le remplir, il va se vider. Et le risque qu'on pourrait avoir, c'est qu'aux mois d'avril, mai, juin de l'année prochaine, il n'y ait plus de gaz." Au printemps 2023, les besoins en chauffage seront moins importants, le gaz restera un élément-clé pour le fonctionnement de nombreuses industries, comme la métallurgie, le ciment, les engrais, le plastique.

Faut-il s'inquiéter d'une possible vague de fermetures d'usines et de licenciements causée par le manque de gaz ou son prix trop élevé?

Au sommaire de ce nouveau reportage: Les enjeux de la dépendance énergétique européenne L'Europe face à la menace d'une coupure du gaz russe. La crise va permettre de prendre conscience de la valeur de l'énergie.



Emission Géopolitis, Télévision Suisse Romande
août 2022

https://www.youtube.com/watch?v=K_wQEXaB890

▲ [RETOUR](#) ▲

La fin de l'ère de l'abondance (et le début de l'ère de la pénurie)

Pourquoi le 21^e siècle s'avère être une ère de catastrophe accélérée

Umair Haque Août 28 2022 , traduit de l'anglais



umair haque

Aug 28 · 9 min read



Discours. Chefs d'État, sommités, figures de proue - ils en prononcent tous les jours. Et la plupart du temps, ils ne comptent pas. Ils font juste... partie du travail, des déclarations, des annonces, de la bureaucratie. Mais certains discours sont différents. Certains marquent des changements. Certains rallient les sociétés. Et certains ? Certains entrent dans l'histoire - même si, pour l'instant, personne ne le sait encore.

C'est ce qui s'est produit récemment - et vous n'en avez peut-être même pas entendu parler. Il s'agit du discours le plus crucial prononcé par un chef d'État au XXI^e siècle jusqu'à présent. Permettez-moi tout d'abord de citer le discours - afin d'éliminer toute idée préconçue que vous pourriez avoir - puis nous discuterons de son auteur et de son importance.

Ce que nous vivons actuellement est une sorte de point de basculement majeur ou un grand bouleversement ... nous vivons la fin de ce qui aurait pu sembler être une ère d'abondance ... la fin de l'abondance des produits des technologies qui semblaient toujours disponibles ... la fin de l'abondance de la terre et des matériaux, y compris l'eau.

Nous vivons la fin de ce qui pouvait sembler être [une ère] d'abondance, de flux d'argent sans fin,

pour lequel nous devons maintenant faire face aux conséquences en termes de finances publiques, d'une abondance de produits et de technologies qui semblaient être perpétuellement disponibles. La téléologie de notre ordre mondial au cours des dernières années a démolì certaines choses que nous tenions pour acquises.

C'est aussi la fin, pour ceux qui l'avaient, d'une certaine forme d'insouciance. La guerre a recommencé en Europe il y a six mois jour pour jour. Pour de nombreuses générations dans notre pays, la guerre était une réalité qui n'existait plus. En même temps, la crise climatique et tous ses effets sont là, tangibles, et de nouveaux risques apparaissent sans cesse, comme les cyberattaques. Nous vivons un énorme changement.

Cette vue d'ensemble que je donne, la fin de l'abondance, la fin de l'insouciance, la fin des présupposés, c'est finalement un point de bascule que nous sommes en train de vivre et qui peut amener nos citoyens à ressentir beaucoup d'anxiété. Face à cela, nous avons un devoir, des devoirs, dont le premier est de parler franchement et clairement, sans catastrophisme...

Ce leader a également parlé de nos sociétés trop "insouciantes" à l'égard de l'ennemi de la démocratie, des droits de l'homme, de "la montée des régimes illibéraux et du renforcement des régimes autoritaires", rien que ça, c'est un "grand tournant" qui doit amener à "la fin de l'insouciance."

Vous avez tout compris ? Maintenant. Qui a prononcé ce discours ? Si vous êtes européen, vous le savez probablement déjà : **Emanuel Macron**. La plus improbable des figures, peut-être - parce que jusqu'à ce qu'il prononce ce discours, Macron était un néolibéral pur et dur de la valeur actionnariale. Un président français dans le moule d'un technocrate de Washington DC. Mais maintenant ?

Ce discours a de l'importance. Il est vrai que Macron le fait pour des "raisons politiques" - c'est un politicien, QED. Mais encadrer le sujet de cette façon ? En des termes décrits par tous les commentateurs comme "**apocalyptiques**" ? Et quel est le sujet, d'ailleurs ?

Un paradigme. Ce discours parle d'un changement de paradigme majeur et historique. Nous n'en sommes pas encore là, mais que le dirigeant d'une nation riche, l'une des sociétés les plus prospères du monde, parle en termes aussi francs et brutaux d'un méga changement de paradigme - de l'abondance à la pénurie, et de tout ce que cela implique, de l'économie à la société, de la culture aux contrats sociaux, aux finances et au-delà ? C'est une chose remarquable. Pour replacer cela dans son contexte, en Grande-Bretagne, les dirigeants continuent de jouer au jeu des imbéciles du Brexit en désignant les Européens comme boucs émissaires, tandis que la nation sombre dans une pauvreté abjecte, et en Amérique, Biden s'est soudainement réveillé, mais il ne parle pas du tout comme ça.

Macron rejoint une liste réduite mais croissante de dirigeants qui sont des convertis. Ils commencent à comprendre. Ils comprennent le 21^e siècle et la façon dont tout est en train de changer, soudainement, de façon catastrophique et irrévocable. Il a précisément, exactement raison quand il dit que l'ère de l'abondance est terminée, et que l'ère de la pénurie est là, ce que j'ai dit presque exactement en autant de mots.

(Gardons les critiques de gauche - "certaines personnes ont toujours eu la vie dure !!!" - pour la fin).

Ce changement de paradigme est beaucoup, beaucoup plus grand, plus historique, plus sinistre et plus calamiteux que ce que la plupart d'entre nous réalisent encore, et que la plupart de nos dirigeants et gouvernements prévoient. C'est une grande affaire - aussi grande que la révolution industrielle avant elle. Comment cela ?

Vous avez acheté un jean récemment ? J'étais sur le point de le faire. J'ai surfé sur Weekday - ma charmante épouse dit que c'est l'endroit que tous les enfants aiment en ce moment - et j'ai fait un petit tour. J'ai cliqué sur le bouton "détails" et - c'est intéressant, parce que Weekday vous permet de voir, ouvertement, le fournisseur, jusqu'à l'adresse - devinez où le jean a été fabriqué ? Au Pakistan.

Le Pakistan - qui a récemment connu des méga-inondations. Que sa ministre du changement climatique récemment nommée, Sherry Rehman, a décrites comme une "catastrophe climatique". Le nombre de morts s'élève déjà à des milliers, et le décompte vient à peine de commencer. Voici ce que la ministre Rehman avait à dire : "Nous sommes en ce moment au point zéro de la ligne de front des phénomènes météorologiques extrêmes, dans une cascade implacable de canicules, de feux de forêt, d'inondations soudaines, de multiples débordements de lacs glaciaires, d'inondations et maintenant la mousson monstre de la décennie fait des ravages non-stop dans tout le pays."

Qu'est-ce qu'une inondation unique en son genre au Pakistan a à voir avec vous, riche occidental ? Est-ce que je vous demande de verser une larme pour quelques pauvres enfants noyés ? Vous devriez. Mais ce n'est pas (seulement) une question de morale. Les inondations au Pakistan ont tout à voir avec vous, car vous ne le savez peut-être pas, mais nombre de vos vêtements et textiles sont fabriqués là-bas.

Tout comme les jeans que je portais chez Weekday, le Pakistan est un exportateur mondial de textiles très important. Et pourquoi cela ? Parce qu'il y a des champs et des champs de coton, et une main d'œuvre bon marché en plus. C'est une recette parfaite pour devenir un centre mondial pour tout, du coton au "cachemire", c'est-à-dire... le Cachemire.

Mais les choses sont en train de changer. Cette inondation qui n'arrive qu'une fois par millénaire - cette monstrueuse mousson - est susceptible de frapper tous les ans, voire tous les deux ou trois ans, si le pays a de la chance, en raison d'un réchauffement climatique si rapide qu'il bouleverse les pires prévisions. Et comme ça, devinez quoi ? Tous ces champs de coton, ces usines textiles et cette main-d'œuvre bon marché ont de sérieux problèmes. Les conditions météorologiques extrêmes provoqueront des pertes de récoltes, qu'il s'agisse de la chaleur insurmontable ou des inondations, la main-d'œuvre bon marché devra migrer et les usines devront fermer, du moins un grand nombre d'entre elles.

Et le prix de tous ces produits dont vous ne saviez même pas qu'ils étaient fabriqués au Pakistan - parce que, eh bien, qui regarde vraiment une étiquette ? Il va monter en flèche. Cet effet, bien sûr, est déjà à l'origine d'une grande partie de la vague inflationniste qui secoue le monde.

Et tout cela - ma petite parabole - est exactement ce dont Macron parlait. Réfléchissez-y avec moi - sans porter de jugement, mais en étant réaliste. Insouciance - qui, en réalité, du moins dans le riche Occident, regarde même une étiquette ? Qui se soucie de savoir où sont fabriqués les objets de notre quotidien, des vêtements aux plastiques, ou comment, ou par qui ? Nous n'y pensons même pas. Nous sommes juste habitués à les avoir. De l'avoir pour pas cher. D'être omniprésents. Les étagères en sont pleines, les entrepôts en sont remplis, les superpétroliers en font la course à travers le monde - qu'il s'agisse de vêtements, de plastique, d'électronique ou autre.

L'abondance. En Occident, en particulier, nous la considérons tellement comme acquise que nous ne nous sommes jamais arrêtés pour y réfléchir - sauf au cours des deux dernières années. Nous sommes choqués lorsque les étagères ne sont pas pleines à craquer de produits. C'est surréaliste pour nous quand nous ne pouvons pas obtenir ce que nous voulons, quand nous le voulons, pour le moins cher possible. Nous avons pris l'âge de l'abondance pour acquis, pour la plupart de nos vies. Vous avez froid ? On allume le chauffage. Trop chaud ? Allumez la climatisation. Vous avez faim ? Prends un en-cas, commande un repas. Vous vous ennuyez ? Faites des courses. Et ainsi de suite, sans même y penser. C'est ce qu'on appelle l'insouciance, c'est-à-dire une sorte d'indifférence paresseuse et suffisante, presque délibérément grossière.

Mais maintenant, tout cela - tout cela - va changer. C'est déjà le cas. L'ère de l'abondance touche très, très clairement à sa fin. Les étagères ne sont pas toujours pleines de choses comme elles l'étaient auparavant. Même lorsqu'ils le sont, les prix montent en flèche d'une manière choquante - surtout pour les produits de base, comme la nourriture, l'énergie et l'eau. Cela ne va pas s'arrêter. Cela va seulement empirer. Et nous allons devoir nous y

préparer - comme le dit Macron, sans être catastrophistes, mais en étant réalistes quant à notre situation à ce moment de l'histoire de l'humanité.

Juste au nord du Pakistan - saviez-vous que le Pakistan a une frontière avec la Chine, juste là où la chaîne de montagnes du Karakoram s'élève vers le ciel - quelque chose d'autre s'est produit. La Chine a subi une méga canicule. Qui l'a envoyé dans une sécheresse nationale. Ses rivières les plus puissantes sont à sec. Et parce qu'elles sont à sec, les usines doivent fermer leurs portes.

Tu vois encore le lien ? La fin de l'abondance. Dans ce cas, c'est beaucoup plus évident. Vous ne savez peut-être pas exactement de quoi il s'agit, mais vous savez que beaucoup de choses dans votre foyer sont fabriquées en Chine. Et donc, la fermeture d'usines en Chine est une mauvaise nouvelle, car les prix de toutes ces petites choses - clés USB, pantoufles en plastique, couverts économiques, etc. Mais, tout comme au Pakistan, la situation ne va pas s'améliorer par magie. Ce qui s'est passé cet été en Chine ne fera qu'empirer, et rapidement.

La fin de l'ère de l'abondance. Que se passe-t-il en conséquence de tout ce qui précède ? C'est la partie que Macron n'a fait qu'effleurer, car je pense qu'il ne voulait pas alarmer davantage les gens. Et pourtant, les conséquences de tout ce qui précède vont être terribles, à moins que nous n'anticipions et n'investissions pour les combattre dès maintenant.

L'abondance prend fin. Les prix augmentent, et continuent d'augmenter. Les gens s'appauvrissent - comme en Grande-Bretagne, où le ménage moyen va finir par s'appauvrir en ne payant que l'énergie, en choisissant entre le chauffage et la nourriture. Et à mesure qu'ils s'appauvrissent, il en reste de moins en moins pour les finances publiques - et donc les contrats sociaux modernes volent en éclats, les biens publics qu'ils garantissent se délabrent et tombent en ruine, et par conséquent, le fanatisme et le fascisme se développent, et bang, avant que vous le sachiez, nous sommes Rome.

Maintenant. La gauche a critiqué le discours de Macron - mais en fait, elle devrait le louer. C'est vrai, trivialement, que "certaines personnes n'ont jamais eu d'abondance !". Duh. Dites-le au pauvre type qui ramasse du coton dans ces champs pakistanais, par une chaleur de 120 degrés. Le fait est que cette économie - construite sur l'exploitation de la planète, des autres, de la nature, de la création - arrive maintenant à sa fin, une fin désastreuse, car elle n'a jamais été construite pour durer. L'idée que nous pourrions exploiter notre chemin vers une prospérité infinie - au moins pour les 20% du monde assez chanceux pour être puissants et riches - a toujours été une sorte d'illusion.

Maintenant, nous devons faire le dur travail de tout réinventer. Ou bien, étape par étape, la pénurie nous conduira dans des endroits où nous ne voulons pas aller, dans les cauchemars et les abîmes de l'histoire.

Que fait la pénurie, lorsqu'on y plonge soudainement ? Elle déclenche tout, de la théocratie au fascisme en passant par l'autoritarisme. Elle déclenche la panique et la peur dont se nourrissent les hommes forts et les démagogues, elle allume un besoin atavique de sécurité et de stabilité dans un ordre ultra hiérarchique, elle déclenche la recherche de boucs émissaires. Les plongeons soudains dans la pénurie sont ce qui libère les démons de l'histoire - et de l'humanité.

Voilà où nous en sommes. On nous demande aujourd'hui de faire face aux échecs - et pas seulement aux réussites - de l'ère industrielle. Le carbone, le réchauffement, l'exploitation, l'inégalité, les guerres que tout cela va déclencher. Nous allons devoir comprendre, rapidement, que nous sommes une civilisation qui manque de l'essentiel, au niveau planétaire, l'eau, la nourriture, l'air, la médecine, l'énergie - et tout ce qui en découle.

Et nous allons devoir investir, maintenant, durement, rapidement, si nous voulons profiter de ces choses à nouveau, à n'importe quel moment approchant l'abondance. Sinon, le futur est... ça. Encore plus de ça. Plus de 2022. Juste plus dur, plus rapide et pire.

C'est facile d'être cynique. Est-ce que Macron croit vraiment ce qu'il dit ? Mon ami, cela n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est qu'il a dit ce qu'il a dit. Il a averti l'histoire et le monde, en termes clairs, des enjeux. Le 21ème siècle est là. Mais nous vivons encore au 20e siècle, dans les années 1930, pour être précis - et si nous ne changeons pas, si nous ne devenons pas plus sages, si nous ne mûrissons pas, si nous n'évoluons pas, si nous ne grandissons pas, nous allons nous retrouver au 19e siècle, puis au 15e, et à l'âge de pierre, plus vite que nous ne l'imaginons.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le suicide économique et social de l'Europe, provoqué par les États-Unis et favorisé par les dirigeants européens



Par [Moon of Alabama](#) – Le 29 août 2022

Jean-Pierre : je publie rarement des articles de Moon of Alabama. C'est un type qui parle, qui parle, qui parle, qui parle...

En raison de la stupidité des dirigeants politiques européens, les États-Unis ont réussi à pousser l'Europe au suicide économique et social.

Le 8 février, Michael Hudson, professeur d'économie à l'Université du Missouri, écrivait au sujet du conflit qui se préparait alors en Ukraine et que les États-Unis avaient intentionnellement provoqué.

Michael Hudson : Les véritables adversaires de l'Amérique sont ses alliés, européens ou autres.

Les sanctions que les diplomates américains insistent pour que leurs alliés imposent au commerce avec la Russie et la Chine visent ostensiblement à dissuader un renforcement militaire de ces pays. Mais un tel renforcement ne peut pas vraiment être le programme principal des Russes et des Chinois. Ils ont beaucoup plus à gagner en offrant des avantages économiques mutuels à l'Occident. La question sous-jacente est donc de savoir si l'Europe trouvera son avantage à remplacer les exportations américaines par des fournitures russes et chinoises et des liens économiques mutuels associés.

Ce qui inquiète les diplomates américains, c'est que l'Allemagne, les autres pays de l'OTAN et les pays situés le long de la « Nouvelle Route de la Soie » comprennent les gains qui peuvent être réalisés en ouvrant le commerce et les investissements de manière pacifique. S'il n'existe aucun plan russe ou chinois pour les envahir ou les bombarder, pourquoi l'OTAN est-elle nécessaire ? Et s'il n'y a pas de relation intrinsèquement conflictuelle, pourquoi les pays étrangers doivent-ils sacrifier leurs propres intérêts commerciaux et financiers en ne misant exclusivement que sur les exportateurs et les investisseurs américains ? ...

Au lieu d'une réelle menace militaire de la part de la Russie et de la Chine, le problème pour les stratèges américains est l'absence d'une telle menace. ...

Le seul moyen qui reste aux diplomates américains pour bloquer les achats européens est d'inciter la Russie à une réponse militaire, puis de prétendre que venger cet acte l'emporte sur tout intérêt économique purement national. Comme l'a expliqué la sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Victoria Nuland, lors d'un point de presse du département d'État le 27 janvier : « *Si la Russie envahit l'Ukraine, d'une manière ou d'une autre, le Nord Stream 2 n'avancera pas* ». Le problème est de créer un incident suffisamment offensif et de dépeindre la Russie comme l'agresseur.

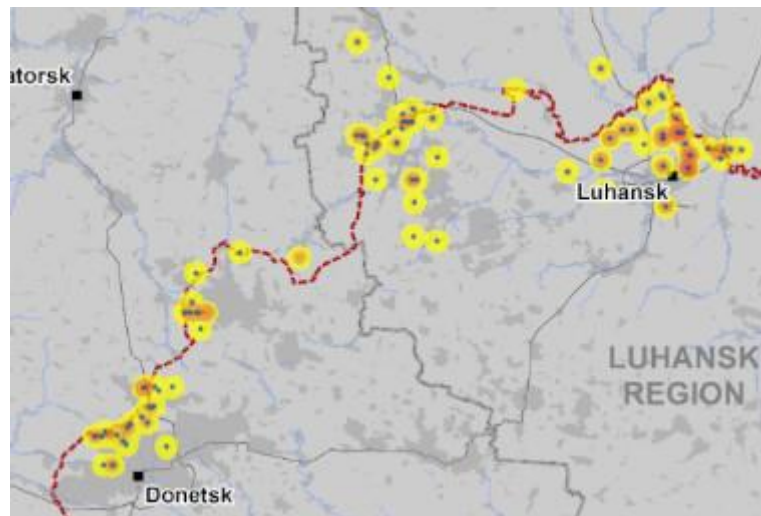
Provoquer une guerre en Ukraine était facile car l'équipe à la manœuvre estimait que l'Ukraine était prête à sacrifier son peuple et son pays dans une guerre ingagnable contre la Russie. L'acteur et président ukrainien Vladimir Zelensky avait déjà annoncé que l'Ukraine reprendrait, par la force, la Crimée et les républiques du Donbass qui étaient aux mains d'une résistance ukrainienne alignée sur la Russie.

Le 15 février, le professeur John Mearsheimer donnait une conférence ([vidéo](#)) dans laquelle il expliquait comment les États-Unis avaient provoqué et étaient responsables de toute la crise ukrainienne.

Depuis l'année dernière, environ la moitié de l'armée ukrainienne est positionnée dans le sud-est du pays, sur la ligne de cessez-le-feu avec les républiques du Donbass. Le 17 février, elle lançait un tir d'artillerie préparatoire contre les positions de la résistance. Au cours des jours suivants, les tirs n'ont cessé d'augmenter en nombre.

Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération (OSCE), positionnés sur la ligne de front, ont compté et documenté chaque impact d'artillerie et [publié](#) des résumés quotidiens sur leur site Internet. De 80 impacts d'artillerie le 16 février, les attaques ont augmenté chaque jour pour atteindre plus de 2 000 par jour, le 22 février.

Les observateurs de l'OSCE fournissaient également des cartes indiquant où les obus explosaient (ici le 21 février) :



La grande majorité des impacts se sont produits dans trois zones à l'est de la ligne de cessez-le-feu, sur des positions tenues par la résistance du Donbass. Toute personne ayant un peu de connaissances militaires reconnaîtra ces campagnes d'artillerie intenses le long d'axes distincts comme des tirs préparatoires à une attaque totale.

Les dirigeants des républiques du Donbass et de la Russie ont dû réagir à cette attaque imminente. Le 19 février, la République populaire de Donetsk et la République populaire de Louhansk demandaient l'aide du gouvernement russe. Laissés seuls, ils n'auraient eu aucune chance de résister contre l'armée ukrainienne que les États-Unis et leurs alliés, depuis 2015, finançaient et renforçaient.

Jusqu'à ce stade, la Russie avait insisté sur le fait que la RPD et la RLN fassent partie de l'Ukraine, mais qu'elles devaient recevoir une sorte d'autonomie, comme le prévoyaient les accords de Minsk. Mais elle devait maintenant prendre des mesures qui légaliseraient le soutien russe au Donbass. Le 21 février, la Russie reconnaissait ces républiques comme des États indépendants. Les trois parties ont [signé](#) des accords de coopération comprenant des clauses de soutien militaire mutuel :

Le traité entre la Russie et les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (RPD et RPL) stipule l'octroi du droit de construire des bases militaires sur leur territoire et de fournir une assistance militaire mutuelle, a déclaré mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Andrey Rudenko lors d'une session plénière de la chambre basse du Parlement.

« Un aspect important : le traité stipule les intentions des parties d'interagir dans le domaine de la politique étrangère, de la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la fourniture de sécurité, notamment en se fournissant mutuellement l'assistance requise, y compris l'aide militaire, et en accordant le droit de construire, d'utiliser et d'améliorer les infrastructures militaires et les bases militaires sur leur territoire », a souligné le haut diplomate russe.

Avec la mise en place de ces accords, l'aide militaire russe contre l'attaque ukrainienne est devenue (du moins en apparence) légale en vertu de [l'article 51](#) (autodéfense collective) de la Charte des Nations unies.

Le 22 février, alors qu'aucun soldat russe n'avait encore foulé le sol ukrainien, les États-Unis et leurs alliés [imposaient](#) des sanctions économiques extrêmes à la Russie. Le président Biden a reconnu que les États-Unis s'y étaient préparés depuis longtemps.

Au cours des derniers mois, nous nous sommes coordonnés étroitement avec nos alliés et partenaires de l'OTAN en Europe et dans le monde pour préparer cette réponse. Nous avons toujours dit, et je l'ai dit à Poutine en face, il y a un mois, plus d'un mois, que nous agirions ensemble dès que la Russie s'attaquerait à l'Ukraine.

La Russie a maintenant indéniablement agi contre l'Ukraine en déclarant ces États indépendants.

Aujourd'hui, j'annonce donc la première tranche de sanctions visant à imposer des coûts à la Russie en réponse à ses actions d'hier. Ces mesures ont été étroitement coordonnées avec nos alliés et nos partenaires, et nous continuerons à intensifier les sanctions si la Russie intensifie ses actions.

Le 24 février, les forces russes entraient en Ukraine pour anticiper l'attaque à venir contre les républiques du Donbass. (Le plan A russe consistait à faire pression sur Kiev pour qu'il accepte un règlement rapide de la crise. Ce plan a échoué début avril après l'intervention de Boris Johnson à Kiev. La Russie est donc passée au plan B, la démilitarisation de l'Ukraine).

Dans la foulée, le gouvernement allemand annonçait que le gazoduc Nord Stream II, qui était techniquement prêt à livrer du gaz russe à l'Allemagne, ne serait pas lancé.

Le 27 février, le chancelier allemand Olaf Scholz [faisait](#) un discours hystérique et moralisateur devant le parlement allemand. Il y accusait la Russie de rompre la paix en Europe.

L'accord de Minsk, en vertu duquel l'Ukraine s'était engagée à se fédéraliser pour donner une certaine autonomie au Donbass, n'y a pas été mentionné une seule fois. L'Allemagne et la France étaient les deux puissances garantes qui, en 2015, avaient cosigné l'accord de Minsk mais qui, pendant sept longues années, n'ont guère fait pression pour sa mise en œuvre.

Au lieu de travailler à un cessez-le-feu rapide et à un renouvellement des relations économiques avec la Russie, Scholz a engagé l'Allemagne dans un suicide économique.

Le 28 février, le professeur Hudson publiait une autre analyse approfondie de la crise :

L'Amérique vainc l'Allemagne pour la troisième fois en un siècle : Le CML, le BARE et l'OGAM conquièrent l'OTAN.

En tête de l'article, Yves Smith résumait :

Michael Hudson développe son thème sur la façon dont **le conflit en Ukraine est le résultat de forces beaucoup plus importantes à l'œuvre**, et pas nécessairement celles que vous avez en tête. **Il affirme que ce qui est réellement en jeu, c'est d'empêcher les pays européens, en particulier l'Allemagne, de développer des liens économiques plus profonds avec la Chine et la Russie.**

Hudson décrit ici l'emprise des principaux intérêts américains sur la politique étrangère et la manière dont ils considèrent le conflit comme un moyen de se prémunir contre une éventuelle chute de leur statut et de leur pouvoir.

L'article de Hudson est assez long et profond. Je vous recommande de le lire en entier.

L'idée des États-Unis est d'isoler l'Europe de son arrière-pays eurasiatique, de déplacer les industries européennes vers les États-Unis et d'acheter le reste à bas prix.

Afin d'éliminer Nord Stream II et d'inciter les pays européens à boycotter l'énergie russe, les États-Unis ont promis d'apporter leur « aide » en vendant leur gaz naturel liquéfié (GNL) (assez cher) à l'Europe. Mais lorsque les prix du gaz naturel ont commencé à augmenter en Europe, les forces du marché libre se sont mises en marche et ils ont également commencé à augmenter aux États-Unis. Les prix élevés de l'énergie menaçaient de nuire à Biden et de faire plonger les Démocrates lors des élections de mi-mandat.

Alors un accident mystérieux s'est produit :

Une explosion survenue dans un terminal de gaz naturel liquéfié au Texas a semé la panique parmi les habitants des environs et a retiré du marché une quantité importante de ce combustible, alors que la demande mondiale est en pleine explosion.

Freeport LNG sera hors service pendant au moins trois semaines, a déclaré jeudi la société, suite à un incendie dans son installation d'exportation. ...

La plupart des exportations de Freeport LNG étaient destinées à l'Europe, selon Rystad Energy. L'Europe pourrait être en mesure de compenser le volume perdu par des augmentations provenant d'autres installations, a déclaré Emily McClain, vice-présidente de Rystad. L'Europe obtient environ 45 % de son GNL des États-Unis, le reste provenant de Russie, du Qatar et d'autres sources, a-t-elle précisé.

Mais trois semaines étaient trop court pour faire baisser les prix du gaz naturel aux États-Unis. L'autorité américaine de réglementation de ces installations, la Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration (PHMSA), est intervenue et a prolongé le processus de redémarrage :

La deuxième plus grande installation d'exportation de gaz naturel liquéfié des États-Unis, touchée par un incendie au début du mois, ne sera pas autorisée à réparer ou à redémarrer ses activités tant qu'elle n'aura pas éliminé les risques pour la sécurité publique, a déclaré jeudi un régulateur des pipelines. ...

Les contrats à terme sur le gaz naturel américain ont dégringolé de 15 % jeudi en raison du rapport et de l'accumulation continue des stocks, contribuant à une chute des prix de 33 % en juin, la plus forte baisse mensuelle depuis 2018. ...

« *Le processus réel (d'examens, de réparations et d'approbations) prendra plus de trois mois, et potentiellement de six à douze mois* », a déclaré Alex Munton, directeur du gaz mondial et du GNL chez les consultants Rapidan Energy Group.

On a également entendu parler de « *problèmes* » soudains dans d'autres installations de GNL.

Ce n'est pas seulement le gaz naturel mais aussi les produits pétroliers que les États-Unis [retiennent](#) alors que l'Europe en a besoin :

L'administration Biden avertit les raffineurs qu'elle pourrait prendre des « *mesures d'urgence* » pour faire face aux exportations de carburant alors que les stocks d'essence et de diesel restent à des niveaux historiquement bas dans le Nord-Est.

Des usines de fabrication d'engrais en Europe ont [fermé](#) leurs portes en raison des prix beaucoup trop élevés du gaz naturel. Les fonderies d'acier et d'aluminium [suivent](#). La production de verre en Europe est gravement [menacée](#).

Dans un long article publié aujourd'hui, Yves Smith examine les conséquences économiques et politiques pour l'Europe. En violation de la [loi de Betteridge](#), il titre :

[L'Europe va-t-elle s'avouer vaincue avant l'Ukraine ?](#)

Nous aurons l'audace d'affirmer que non seulement la guerre des sanctions contre la Russie s'est retournée contre elle [l'Europe] de manière spectaculaire, mais que les dommages causés à l'Occident, et surtout à l'Europe, s'accroissent rapidement. Et ce n'est pas le résultat de mesures actives prises par la Russie, mais les coûts de la perte ou de la réduction des ressources russes clés qui s'accumulent au fil du temps.

En raison de l'intensité du choc énergétique, le calendrier économique évolue plus rapidement que le calendrier militaire. **À moins que l'Europe ne s'engage dans une correction de trajectoire majeure, et nous ne voyons pas comment cela pourrait se produire, la crise économique européenne semble devoir devenir dévastatrice avant même que l'Ukraine ne soit officiellement vaincue. ...**

Comme nous l'expliquerons, ce choc sera si grave si rien n'est fait (et comme nous l'expliquerons, il est difficile d'imaginer que quelque chose de suffisamment significatif soit fait), que le résultat ne sera pas une récession, mais une dépression en Europe. ...

En théorie, l'UE pourrait essayer de se rattraper auprès de la Russie. Mais l'heure n'est plus à cela. Ce n'est pas seulement que trop d'acteurs européens clés comme Ursula von der Leyen et Robert Habeck sont trop profondément investis dans la haine de la Russie pour reculer. Même s'il y avait du sang dans la rue en décembre, ils ne seraient pas chassés assez rapidement.

C'est aussi que l'Europe a brûlé ses ponts avec la Russie au-delà des seules sanctions. Poutine a offert à plusieurs reprises à l'UE la possibilité d'utiliser le Nord Stream 2. Même si la Russie n'utilise plus que la moitié de sa capacité, elle pourrait toujours se substituer entièrement aux anciennes livraisons de Nord Stream 1. Poutine a toutefois prévenu que cette option ne resterait pas ouverte très longtemps et que la Russie commencerait à utiliser le reste du volume. ...

L'issue semble donc inévitable : de nombreuses entreprises européennes vont faire faillite, entraînant des pertes d'emplois, des défauts de remboursement de prêts aux entreprises, des pertes de recettes publiques, des saisies.

Et comme les gouvernements pensent qu'ils ont peut-être dépensé un peu trop généreusement avec l'aide Covid, leur approvisionnement d'urgence en énergie sera trop faible pour faire une grande différence.

A un moment donné, la contraction économique conduira à une crise financière. Si le courant descendant est suffisamment rapide, il pourrait entraîner une perte de confiance (justifiée) autant que des pertes et des défauts de paiement réels à ce jour.

Les États-Unis ont, pour des raisons purement égoïstes, entraîné l'Europe, et surtout l'Allemagne, dans un piège qui conduira à sa destruction économique et sociale. Au lieu de reconnaître le danger et de prendre les contre-mesures nécessaires, les « *leaders* » européens et allemands se sont engagés à contribuer au processus.

La meilleure chose à faire pour l'Europe et l'Allemagne aurait bien sûr été d'éviter la crise. Cela a échoué en raison d'un manque de perspicacité et d'efforts. Mais maintenant, alors que l'Europe est au fond du trou, les politiciens devraient au moins arrêter de creuser. Il est dans l'intérêt évident de l'Europe et surtout de l'Allemagne de maintenir la crise aussi courte que possible.

Mais les imbéciles qui dirigent l'Europe font tout le contraire :

L'Allemagne maintiendra son soutien à Kiev « *aussi longtemps qu'il le faudra* », a déclaré lundi le chancelier Olaf Scholz, appelant à un élargissement de l'Union européenne pour inclure à terme l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. ...

L'Allemagne a connu ces derniers mois un « *changement d'avis fondamental* » sur son soutien militaire à l'Ukraine, a-t-il déclaré.

« *Nous maintiendrons ce soutien, de manière fiable et, surtout, aussi longtemps qu'il le faudra* », a-t-il déclaré devant un auditoire universitaire bondé.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a fait écho à la promesse « *aussi longtemps qu'il le faudra* » faite à Kiev dans un discours prononcé en Slovaquie, appelant à « *une nouvelle réflexion stratégique* » pour défendre les valeurs européennes.

Comme ces « *dirigeants* » semblent le dire, une énergie abordable, des maisons chaudes, une alimentation suffisante, des emplois et des pensions pour les citoyens européens ne font pas partie des « *valeurs européennes* » qu'ils entendent défendre.

L'effondrement économique et financier de l'Europe sera beaucoup plus rapide que le changement politique, manifestement nécessaire, pour virer ses dirigeants de troisième zone.

Le seul secteur politique qui ne sera pas endommagé par tout cela, du moins en France et en Allemagne, est l'extrême droite. En soi, cela constitue également un danger.

▲ [RETOUR](#) ▲

Chasseurs de méthane : Comment expliquer la recrudescence de ce puissant gaz à effet de serre ?

Publié par ~~Cyrus Farhangi~~ sur le site Facebook de Jean-Marc Jancovici 30 août 2022



Le méthane CH₄ attire nettement moins d'attention politique, médiatique et scientifique que le CO₂. Pourtant, **il serait responsable d'environ 30% du réchauffement climatique actuellement observé**, part orientée à la hausse.

Depuis une décennie, les émissions de CO₂ ont certes augmenté, mais décéléré. Pendant ce temps, les émissions de CH₄ ont nettement augmenté. A titre d'illustration, les émissions de CO₂ des Etats-Unis sont orientées à la baisse, celles de CH₄ à la hausse (en grande partie en raison de la substitution du charbon par le gaz fossile pour la production d'électricité).

<https://ourworldindata.org/co2/country/united-states?country=~USA>

Certes la durée de résidence du CH₄ dans l'atmosphère est de l'ordre de 10-12 ans, alors que celle du CO₂ se compte en siècles. Donc il "suffirait" d'arrêter d'en émettre pour avoir des résultats assez rapides, de l'ordre de plusieurs dixièmes de degrés, ce qui donnerait un peu de répit, le temps que la réduction des émissions de CO₂ fasse à son tour son effet.

Ça c'est en théorie.

En attendant, la concentration atmosphérique de CH₄ a explosé depuis 10 ans...

<https://www.nature.com/articles/d41586-020-02116-8>

... et les chercheurs disent ne pas trop savoir pourquoi (à titre de comparaison, les sources et les puits de CO₂ sont relativement bien cernés).

C'est donc préoccupant, d'autant plus que les mauvaises surprises s'enchainent.

Traduction d'extraits de cet article, que je recommande de lire en entier :

De nombreux chercheurs ont d'abord supposé que l'augmentation du CH₄ était liée à la production de combustibles fossiles. Le CH₄ est le principal ingrédient du gaz naturel, mais il est également produit par d'autres activités humaines telles que les décharges, les rizières et l'élevage de bétail.

Or, il se passe quelque chose d'anormal et de significatif. Pour déterminer ce qu'est ce "quelque chose", il faut étudier de près le méthane émis par diverses sources - des zones humides et des lacs peu profonds des tropiques à la fonte du pergélisol dans l'Arctique, des décharges et de l'agriculture à l'industrie des combustibles fossiles - ainsi que les "puits" chimiques qui le retirent de l'atmosphère.

L'élucidation du mystère du CH₄ permettra de savoir si le monde est confronté ou non au pire scénario d'une "bombe de méthane" - une boucle de rétroaction dans laquelle une planète plus chaude émet naturellement davantage de ce gaz, ce qui entraînerait une nouvelle hausse des températures.

Parmi de premiers éléments de réponse, certains chercheurs constatent depuis 2019 une énorme augmentation du méthane due aux émissions des zones humides. Lorsque les zones humides deviennent plus humides, cela entraîne une augmentation des émissions de CH₄ car les microbes qui produisent du CH₄ ont plus de matière organique dont ils peuvent se nourrir.

Les sources de CH₄ peuvent être naturelles, mais le climat réchauffé par l'activité humaine peut alimenter ces émissions "naturelles". Le changement climatique devrait entraîner des précipitations plus intenses en Afrique de l'Est, et ces zones humides plus humides et plus chaudes produiront davantage de méthane. D'autres sources naturelles de méthane - la fonte du pergélisol et les incendies de forêt - sont également liées au changement climatique.

A propos de pergélisol (permafrost). Un grand nombre de lacs "thermokarstiques" se forment, à mesure que le pergélisol fond. Et les microbes qui produisent du CH₄ prospèrent sur toute la matière organique nouvellement dégelée au fond de ces nouveaux lacs.

Dans l'intérieur de l'Alaska, des chercheurs constatent une augmentation de près de 40 % de la superficie des lacs depuis les années 1980, de nouveaux lacs thermokarstiques se formant. Ces lacs émettraient du méthane au moins 10 fois plus qu'un lac normal, ce sont des points chauds.

Les modèles climatiques actuels pourraient sous-estimer le CH₄ libéré par ces lacs. Dans un article de recherche publié en 2018 dans Nature Communications, Katey Walter Anthony a calculé que le méthane pourrait devenir la source dominante du réchauffement atmosphérique dû aux gaz du pergélisol au cours du siècle, entre 2050 et 2070, si nos émissions de gaz à effet de serre continuent sur les tendances actuelles.

Si la Terre qui se réchauffe commence déjà à libérer davantage de CH₄, ce cercle vicieux - dans lequel le réchauffement entraîne un réchauffement supplémentaire - pourrait s'auto-entretenir. Bien que ce "point de bascule" puisse encore se situer dans plusieurs décennies, une fois atteint, il serait très difficile de l'inverser. En prévision de cette situation, certains groupes commencent à étudier l'élimination du méthane, c'est-à-dire la possibilité d'extraire le méthane directement de l'air. Bien qu'elles soient pour l'instant hypothétiques, ces idées consistent à augmenter la quantité de puits chimiques dans l'atmosphère, par exemple en ajoutant de minuscules particules d'oxyde de fer dans l'air. D'autres approches consistent à utiliser des bactéries mangeuses de méthane pour agir comme un "filtre" pour le méthane, comme dans les fermes laitières.

(publié par Cyrus Farhangi) <https://insideclimatenews.org/.../methane-surge.../...>

▲ [RETOUR](#) ▲



Jean-Marc Jancovici

22 h ·

A trois mois de la COP27, l'Afrique crie à « l'injustice climatique »

Le continent, responsable de seulement 4 % des émissions mondiales de CO₂, paie le plus lourd tribut avec de très dures sécheresses qui engendrent des famines et une adaptation très coûteuse.

« Notre continent est béni avec tous les atouts nécessaires pour une prospérité durable, des ressources naturelles, des terres, une impressionnante biodiversité ainsi que la plus jeune et la plus grande population active au monde, mais le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) décrit l'Afrique comme le continent le plus vulnérable : les sécheresses provoquent des famines extrêmes dans la Corne de l'Afrique, des pays du Sud sont régulièrement dévastés par des cyclones, la montée des océans menace des villes comme Dakar, Lagos, Le Cap et Libreville... », a énuméré M. Bongo.

« Alors qu'elle ne contribue qu'à moins de 4 % aux émissions mondiales [de CO₂] », l'Afrique « est le continent le plus dévasté au monde, selon le groupe d'experts internationaux GIEC, par les effets du changement climatique (...) qui minent déjà nos efforts pour une croissance durable », a renchéri Sameh Choukri, ministre égyptien des affaires étrangères et président de la COP27."

<https://www.lemonde.fr/.../a-trois-mois-de-la-cop27-l-...>

(posté par Joëlle Leconte)



LEMONDE.FR

A trois mois de la COP27, l'Afrique crie à « l'injustice climatique »

Le continent, responsable de seulement 4 % des émissions mondiales de CO2, paie le plus lourd tribut...

Jean-Pierre : ce que cet article n'explique pas, comme toujours avec les médias de masse, c'est que « tous les pays du monde sont en faillite totale » ... et ce que veulent les africains c'est de l'argent, beaucoup d'argent, de la part des pays occidentaux, pour faire face aux changements climatiques.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'aggravation de la crise des engrais en Europe menace de provoquer une crise alimentaire

Samuel Gebre et Elizabeth Elkin 26 août 2022

Bloomberg

Environ 70 % de la capacité de production d'engrais de la région est arrêtée. Les répercussions toucheront les agriculteurs et les consommateurs au-delà de l'Europe.



Un tracteur pulvérise de l'engrais sur un champ de blé à Buntingford, au Royaume-Uni

La pénurie d'engrais en Europe s'aggrave, avec plus de deux tiers des capacités de production stoppées par la flambée des prix du gaz, menaçant les agriculteurs et les consommateurs bien au-delà des frontières de la région.

La pression exercée par la Russie sur les livraisons de gaz à la suite de l'invasion de l'Ukraine par Moscou porte préjudice aux industries de toute l'Europe. Mais les fabricants d'engrais sont particulièrement touchés, car le gaz est à la fois une matière première essentielle et une source d'énergie pour le secteur.

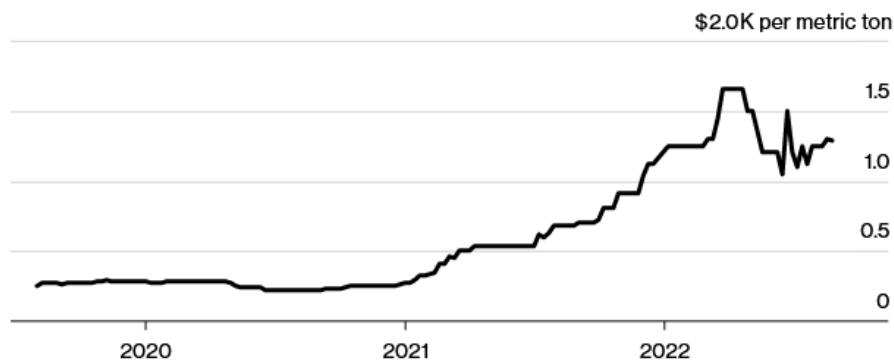
Les prix de gros des engrais, qui ont chuté après avoir atteint des sommets pluriannuels à la suite de l'attaque de la Russie, augmentent à nouveau, les producteurs de l'Union européenne réduisant leur capacité. Les prix de l'ammoniac en Europe occidentale ont bondi au cours des deux dernières années, selon les données de Green Markets, la société d'analyse des nutriments des cultures de Bloomberg. La raréfaction de l'offre maintiendra les prix à un niveau élevé, menaçant ainsi la productivité, les agriculteurs étant contraints de réduire leur utilisation de ce nutriment essentiel. Cette situation se répercutera sur les consommateurs qui verront l'inflation alimentaire s'accélérer.

"Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait qu'avec l'augmentation continue des prix du gaz naturel, de plus en plus d'usines en Europe seront contraintes de fermer", a déclaré Maximo Torero, économiste en chef de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. "Cela fera passer l'UE du statut d'exportateur clé à celui d'importateur, ce qui exercera une pression accrue sur les prix des engrais et affectera par conséquent la prochaine saison de plantation."

Fertilizer Prices Soar in Recent Years

Surging natural gas costs have sent ammonia sky-high

Western European ammonia price



Source: Green Markets, a Bloomberg company

Environ 70 % des capacités sont hors service, selon Fertilizers Europe, qui représente la plupart des producteurs du continent.

"La crise actuelle exige une action rapide et décisive de la part des décideurs européens et nationaux, tant pour le marché de l'énergie que pour celui des engrais", a déclaré Jacob Hansen, directeur général de Fertilizers Europe, dans un communiqué.

Cette semaine, de grands producteurs, dont le norvégien Yara International ASA et CF Industries, ont réduit ou arrêté leur production.

"Nous confirmons que nous réduisons et arrêtons la production de certaines usines d'engrais sur les différents sites de l'UE et ce, pour des raisons économiques", a déclaré un porte-parole de Borealis AG dans une réponse par courriel à des questions.

Dépendance à l'égard de la Russie

Les fabricants d'engrais en Europe ont été le plus durement touchés en raison de la dépendance de la région au gaz russe. L'industrie doit également faire face aux sanctions des États-Unis et de l'Union européenne sur les ventes de potasse en provenance du Belarus et à la décision de la Chine de limiter ses expéditions. Le commerce

des nutriments russes a souffert de l'auto-sanction de nombreux expéditeurs, banques et assureurs, ainsi que des difficultés à assurer le service des exportations en provenance de Russie, un gros fournisseur de tous les principaux types de nutriments agricoles.

L'Europe devenant un importateur net d'engrais, les retombées de la crise de l'offre vont s'étendre. La région commencera à entrer en concurrence avec les nations plus pauvres, notamment en Afrique, où l'insécurité alimentaire est exacerbée par des sécheresses et des conflits persistants.

Des millions de personnes en Afrique sont déjà confrontées à la famine et, selon l'Association internationale des engrais, la baisse prévue de 7 % des engrais dans le monde la saison prochaine, soit la plus forte baisse depuis 2008, pourrait entraîner une diminution des récoltes. Les petits exploitants agricoles dans les économies fragiles seront les plus vulnérables, a déclaré Laura Cross, directrice de l'information commerciale de l'association.

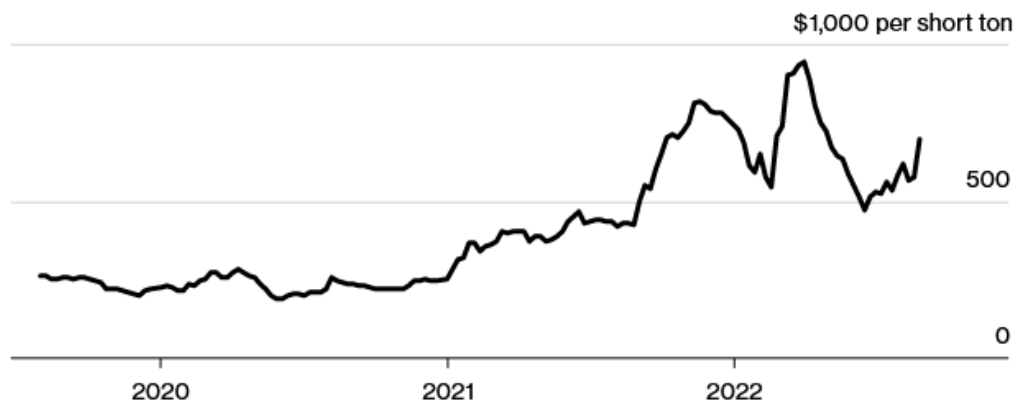
"Les fermetures d'usines d'azote en Europe ne sont pas simplement un problème en Europe", a-t-elle déclaré. "La réduction de l'offre à l'échelle observée cette semaine augmente non seulement le coût marginal de production des engrais azotés, mais resserrera également le marché mondial, ce qui exercera une pression sur la disponibilité des nutriments végétaux en Europe et au-delà."

Nous voyons déjà les prix augmenter à nouveau ailleurs. À la Nouvelle-Orléans, le prix de l'urée, un engrais azoté courant, a augmenté de plus de 20 % en prix hebdomadaires vendredi, soit la plus forte hausse depuis mars, quelques semaines après le début de la guerre, selon Green Markets.

Nitrogen Fertilizer Costs Rise

Urea price soars as global supply tightens amid plant shutdowns

✓ New Orleans urea prices



Source: Green Markets, a Bloomberg company

L'Afrique doit devenir autosuffisante en matière d'engrais, affirme Agnes Kalibata, présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, une coalition agricole du continent.

"Lorsque des défis comme celui-ci se présentent, la question est de savoir si nous avons la capacité de construire des usines d'engrais en Afrique, car investir dans les engrais est une évidence", a-t-elle déclaré dans une interview.

La fermeture des usines d'ammoniac en Europe a également un impact direct sur d'autres types d'approvisionnement en engrais, a déclaré Alexis Maxwell, analyste chez Green Markets. L'ammoniac est utilisé comme intrant pour fabriquer la plupart des produits finis d'engrais.

"L'Europe a besoin d'engrais et l'importation est sa meilleure option, mais ce sera un défi logistique important", a déclaré M. Maxwell. "Les capacités mondiales de réserve en azote sont limitées après deux années de forte hausse de la demande."

(Ajout de graphiques, plus de détails dans les troisième, treizième, seizième et dix-septième paragraphes).

▲ [RETOUR](#) ▲

Riches ET pauvres contribuent à la canicule

Par [biosphere](#) 29 août 2022



La planète ne se demande pas qui vote vert, qui pense rouge ou qui agit bleu-blanc-rouge. Ce qu'elle voit, ce sont les tonnes de carbone. Et si les riches pètent plus haut leurs émissions de gaz, le grand nombre de pauvres arrive au même résultat. En France les 10 % les plus riches émet individuellement 25 tonnes de carbone par an, soit 5 fois plus que les 50% les plus pauvres (5 tonnes). Donc globalement les 10 % les plus riches consomment autant que les 50 % les plus pauvres. Faut-il surtaxer les riches ou éliminer les pauvres ?

[Lucas Chancel](#) : « En moyenne, un Français émet 9 tonnes de carbone par an, en prenant en compte les émissions dites importées. L'objectif final est que tout le monde soit descendu à zéro tonne de carbone en 2050. La question c'est : où mettre le curseur et à qui est-ce qu'on demande davantage d'efforts. En 2030, il y a un point d'étape où chaque Français devrait être en moyenne à 5 tonnes. Une partie de la population française y est déjà, les moyennes cachent la disparité. Il y a donc un enjeu de répartition de l'effort. La première chose, c'est d'éviter la taxe carbone qui pèse essentiellement sur des classes populaires contraintes dans leur utilisation de la voiture. Et les touristes milliardaires n'arrêteront pas d'aller dans l'espace à cause d'une telle taxe. Du coup, on est vraiment là dans le domaine de la réglementation : il y a certaines activités qui sont polluantes, et elles ne doivent tout simplement pas être autorisées !

Le point de vue d'un écologiste : L'essentiel de la population française fait partie des 10 % les plus riches au niveau mondial. En cela, lutter contre les inégalités en France, c'est accélérer le réchauffement climatique. Plus il y a de gens qui accèdent à un niveau de vie supérieur, plus il y a de pollueurs. La sobriété en France doit être partagée selon des normes minimales de consommation en changeant notre hiérarchie des besoins de TOUS les individus. Mais pour que cela soit acceptable socialement, il faut aussi que le statut de « riches » disparaisse. Comment faire ?

[Jean Moreau et Eva Sadoun](#) : A l'heure où les Français sont appelés à la sobriété, le gouvernement envisage pour EDF de modifier la réglementation en vigueur sur les salaires des patrons des entreprises publiques qui limite la rémunération à vingt-cinq fois le Smic par mois, soit 450 000 euros par an. Le plafonnement du salaire des dirigeants nous paraît une boussole salutaire qu'il serait incompréhensible de remettre en question en temps de crise. Au-delà du cas d'EDF, nous proposons que cette question de la sobriété salariale soit étendue à l'ensemble des entreprises. « Vivre plus simplement pour que simplement d'autres vivent », voilà ce qu'est la sobriété, un appel à lutter contre l'accumulation et les inégalités de revenus.

[Nicolas Hulot](#) : « Osons sanctionner ceux qui pillent, épuisent, accaparent les richesses du monde. Jamais nos sociétés n'ont atteint de tels niveaux d'inégalité. Je pense qu'il faut fixer des limites dans les écarts de revenus, parce que ça n'a pas de sens que quelqu'un gagne cinq cent fois un revenu de base... Tant que nous évoluerons dans un modèle qui ne partage pas la richesse et reste basé sur une exploitation sans mesure du substrat de l'économie (qui s'est développée sur exploitation des matières premières), on sera dans une impasse. Le paradis de cette poignée d'êtres humains qui ont tiré leur épingle du jeu est pavé de l'enfer des autres. Si le progrès doit avoir une finalité, ce serait de mettre un terme à cela. L'épanouissement doit être partagé et la souffrance chronique, résorbée. Quand on a été épargné des souffrances de la misère, cela crée des devoirs. »

[Michel Sourrouille](#) : Personnellement j'hériterai d'un patrimoine de rapport, mettons plus ou moins 1 300 000 euros, seuil pour être redevable de l'IFF (impôt sur la fortune immobilière), je ne saurai pas quoi faire de mon argent si ce n'est le donner à Greenpeace ou équivalent. Mais que font donc les riches de leur richesse, si ce

n'est devenir de plus en plus riches ET dépenser en frivolités du type bateau de plaisance et places en palace ? Inacceptable !

Quel traitement médiatique pour l'écologie ?

Michel Rocard devant les élèves du Centre de formation des journalistes : « Vous futurs journalistes allez devenir des spécialistes de l'instantané. Or la politique relève du long terme. La brièveté des messages implique que l'on n'aille pas vers la complexité. Vous chercherez seulement le choc de *la petite phrase*. L'échange d'arguments rationnels qui forme le cœur de la démocratie a été transformé par l'avènement des écrans, Chaque événement fait son entrée en scène à toute vitesse et disparaît aussitôt pour céder la place à un autre. C'est donc un monde sans beaucoup de cohérence ni de sens ; un monde qui ne nous demande pas d'agir et ne nous le permet pas non plus. Aux Etats-Unis, le dialogue politique est conduit pour l'essentiel au moyen d'annonces télévisées de trente secondes. En France les journalistes coupent la parole des politiques au bout de 10 secondes ! Alors, pour expliquer politiquement des questions aussi complexes que le pic pétrolier... Nous écrivions cela sur ce blog en 2011. **Dix ans après, rien n'a changé.**

Aude Dassonville : En décembre 2022, alors que les températures étaient anormalement hautes, on voyait des reportages montrant des gens en maillot de bain, et aucun éclairage s'interrogeant sur le caractère anormal de ces températures. Hervé Kempf regrette : « La plupart des médias montrent ce qui se passe sans chercher à le relier aux causes et encore moins à des réflexions sur ce qu'il faudrait faire. » Le nombre, l'intensité et la durée des catastrophes de ces dernières semaines seront-ils de nature à faire de l'été 2022 une date charnière dans le traitement médiatique du dérèglement climatique ? En octobre 2021, une étude réalisée pour les Assises internationales du journalisme avait montré que, plutôt qu'à un « traitement anxiogène, catastrophiste et moralisant, c'est à une information concrète, porteuse de solutions (51 %), mais aussi vérifiée (42 %) et pédagogique (35 %) qu'en appellent les Français. »

Le point de vue des écologistes

Helga: un traitement médiatique sensationnaliste en période de crise puis plus rien quand c'est terminé, en attendant la prochaine crise. Des sujets traités à froid et à fond seraient bien plus utiles pour la prise de conscience du public mais généreraient moins de revenus (moins de clics, moins d'audience, moins d'espaces publicitaires).

Sauf qui Peut : Un journal est d'abord et reste une entreprise commerciale. Malheureusement. Comment vendre et faire du profit avec une information aussi indigeste que angoissante...? Heureusement, il reste à publier quelques photos bien encadrées du dernier aléa climatique avec interviews des campeurs survivants. Et puis on tourne la page et on publie les derniers chiffres de la croissance dûment commentés par le ministre de service.

FrédH : Je regarde actuellement un reportage du 13h de France 2 sur l'éco tourisme dans un lodge de luxe au Botswana. Le journaliste suit 2 touristes françaises qui sont ravies de se balader à dos de chevaux dans la réserve au lieu d'être en 4x4. Tout cela est bien mignon mais comment ces 2 touristes aisées se sont rendues au fin fond du Botswana ? En vélo, à pied, en train ? Moi je parierais sur l'avion et était -il éco responsable ? Ça le journaliste (qui lui même profite de ce séjour) ne le mentionne pas !

Etre Européen : Très dur de s'apercevoir que l'on a fait fausse route. Encore plus dur lorsqu'on s'est posé comme civilisation étalon pour l'humanité toute entière. Regardez comme l'homme blanc est brillant et surpasse toutes civilisations en matière de technologie. Regardez comme l'homme et le seul et unique à avoir posé son pied sur la lune. Regardez comme l'homme blanc, dans sa supériorité, est la source et l'origine de la Révolution Industrielle qui a « libéré » l'être humain de très nombreuses contraintes physiques et lui ont permis de dépasser toutes ses limites.

Gaspard : Oui. Il faut répandre l'anxiété et la culpabilisation dans tous les reportages, traquer la légèreté, l'insouciance et l'indifférence avec férocité. Personne ne doit plus profiter du soleil ou de la pluie en toute innocence, consommer de la viande, du poisson ou du foie gras, prendre l'avion, circuler en voiture, visiter un zoo, fréquenter des lieux climatisés, acheter des produits non bios ou locaux, utiliser des diffuseurs anti-moustiques etc. sans se sentir horriblement honteux, ni s'excuser sans fin. Le journaliste doit devenir un juge et un inquisiteur, il en va du sauvetage de la planète, des glaciers, des ours blancs et de l'espèce humaine.

Dubitativ : Les médias sont détenus par les plus grosses fortunes françaises chantres du capitalisme. Une charte de bonne conduite pour le climat dans ce contexte fera le même bruit qu'une assemblée applaudissant d'une seule main.

Michel SOURROUILLE : Sortant des écoles de **journalisme**, il est imprudent de contester un modèle qui permet au plus grand nombre d'accéder au confort ou à une espérance de vie plus longue. Aller contre le sens du courant idéologique dominant, c'est – pour un journaliste – prendre le risque de se discréditer tant auprès des sources officielles qu'auprès de ses confrères. Sommés d'entretenir de bonnes relations avec les sources officielles, les journalistes se trouvent cantonnés à ce qui est dicible du point de vue des acteurs institutionnels. Ces logiques de censures invisibles sont particulièrement prégnantes en matière d'écologie dans la mesure où la préoccupation environnementale a été stigmatisée. Pour devenir médiatique, la cause écologique a donc abandonné une de ses principales ambitions idéologiques, celle consistant à montrer pourquoi le croissancisme est un projet insoutenable, une réalité présente à dépasser.

Lahlassa : j'ai toujours trouvé anormal que les présentateurs météo parlent de « mauvais temps » pour dire qu'il va pleuvoir en plein hiver et de « beau temps ensoleillé » pour journées anormalement chaudes. En fait le mauvais temps c'est quand il fait 25 degrés en plein hiver.

Geisberg : Un bédouin m'a dit un jour que nous autres occidentaux sommes tarés, puisque nous disons que le temps est mauvais quand il pleut...

Mkas : je confirme. Rares sont les bulletins météo, surtout en été, qui parlent de la pluie de façon positive. Je crois que ça commence à changer : le mauvais temps et le beau temps = expressions à interdire.

Toledino 20/08/2022 – Bonnes initiatives mais il faudrait aussi aller plus loin dans la cohérence : dire que amortir la hausse des carburants de manière indifférenciée, c'est aussi donner une prime à la consommation de GES, se féliciter des succès de Airbus, Renault et Peugeot c'est contradictoire avec une politique de transition, etc Il faut analyser toutes les informations sous l'angle de la crise écologique pour faire progresser les consciences.

Le golf, activité anti-écologique par nature

L'eau est devenue une ressource beaucoup trop importante pour être gaspillée sur les terrains de golf. Des militants ont bouchés des trous des golfs avec des plantes ou du ciment, on installe un potager sur un green, bientôt on y plantera des arbres.

Eloïse Fine : « La consommation nationale moyenne annuelle d'eau d'un golf de 18 trous est de 50 000 mètres cubes par an. Le green a davantage besoin d'eau car il brûle facilement. En France, quatre niveaux de sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée et crise) sont répertoriés. Depuis trois semaines, le golf des Hauts-de-Seine est soumis au premier échelon d'alerte, autrement dit, il n'est pas concerné par les restrictions d'usage de l'eau. Du côté du golf dans les Yvelines, le niveau d'alerte « crise » implique l'interdiction de prélever de l'eau depuis le 7 juillet. Néanmoins, le golf de l'Albatros bénéficie d'une dérogation. Motif de cette exception ? L'accueil des championnats du monde amateurs par équipes à partir du 24 août et de l'Open de France fin septembre. Le réchauffement climatique commence à inquiéter la filière golf dans son ensemble. »

Le point de vue des écologistes

Michel SOURROUILLE : En mars 2008 le Premier ministre chinois Wen Jiabao, devant les 3000 députés de l'assemblée nationale populaire, a demandé très fermement l'arrêt des constructions de terrains de golf sur les terres agricoles. Il constate que la Chine ne parvient plus à protéger l'environnement. Le golf est dévoreur d'espace, boulimique d'eau et financièrement hors de prix. Pourtant LE MONDE du 28.08.2008 met la pratique du golf à la portée des enfants. On s'exclame sur Tiger Woods qui a touché son premier club au berceau. On enseigne le baby golf à des enfants de 3 à 6 ans. C'est plus cher que le foot, mais c'est le sport qui plaît au gamin ! Soyons adultes, les enfants ne sont jamais libres de leur choix, ils ne font que suivre la mode. L'article nous présentait aussi le golf comme un sport qui enseigne le respect de l'environnement. N'importe quoi ! Je vous en supplie, journalistes à la page, demandez l'interdiction des golfs pour les remplacer par des forêts libres d'accès.

amiliajc : Le golf n'est pas vital, ça ne se mange pas, ça ne se boit pas. Je viens de récolter mes patates : à pleurer, que de la grenaille, 20% d'une année normale. La faune n'a plus rien à manger. Les oiseaux ont dévoré le raisin encore mi-vert, les chevreuils ont bouffé les jeunes arbres au verger. On fait face à une grave disette. L'hiver va être dur. Mais non, certains citoyens sont ravis de continuer à s'amuser sur les greens.... Ils sont dangereusement hors sol.

Valier : Sidérant de ne pas obtenir un consensus sur le non arrosage des green en période de sécheresse... Ne pas comprendre la nécessité de hiérarchiser les usages démontre le manque d'écologisme du gouvernement. Certes l'agriculture utilise trop d'eau, mais son activité est essentielle, ce qui n'est pas le cas du golf qui est juste un LOISIR! Sidérant...

Bergeist : Ce qui est le plus scandaleux, c'est que des golfs continuent à arroser quand, par arrêté préfectoral, tant le lavage des voitures que même l'arrosage des jardins familiaux est interdit. On peut voir là qu'il y a une règle pour les riches et une autre pour les modestes.

Rhodia : L'objectif des terrains de golf n'est pas « le sport ».... mais la création d'un immobilier de luxe bien abrité derrière des clôtures bien hautes avec des caméras de surveillance tous les 50 mètres avec hélicoptère et toutes activités pour le commun des mortels !!! Allez donc vous promener le long du golf de Tourettes de Fayence en prenant la route de St Paul en Forêt....Opio Roquefort les Pins Valbonne Mougins Grasse.... et j'en passe...

Haltsech : Le golf est trop marqué socialement pour mériter l'indulgence en période de sécheresse. C'est une activité qui va vite être en tête de liste des cibles environnementales pour pas mal de monde.

CG633 : Les golfs sont une des folies humaines. En ces temps de prise de conscience, un bon test pour notre capacité à changer de modèle de consommation : si on ne peut rien céder à cette activité très accessoire et ultra-néfaste pour l'environnement, alors on ne risque pas d'avancer sur des choses plus difficiles (voiture, viande, avion, vêtements, numérique, suréquipement des ménages...).

Ecotox : Peut-être qu'il est temps de comprendre que le golf et la culture du maïs devraient être remisés dans les livres d'Histoire.

▲ RETOUR ▲

.LA FIN DE L'ABONDANCE ?

25 Août 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

A mes fidèles lecteurs, vous le saviez déjà depuis 15 ans, avant **qu'un adolescent attardé et sociopathe** vous le

dise. "Emmanuel Macron appelle à « l'unité » face à « la fin de l'abondance » et « de l'insouciance »". Et même qu'il nous sort le coup de la préservation de la liberté.

« Il m'est difficile d'imaginer quel genre de « liberté personnelle » peut être chez un chômeur qui a faim et ne trouve pas l'usage de son travail. Il n'y a de vraie liberté que là où l'exploitation a été détruite, où il n'y a pas d'oppression de certaines personnes par d'autres, où il n'y a pas de chômage et de mendicité, où une personne ne tremble pas pour le fait que demain elle peut perdre son emploi, son logement, son pain. Staline

Xavier Moreau attribue des Gamelins comme prix à tous les généraux qui bavent des conneries. Le Gamelin d'or de l'imbécilité économique revient comme d'habitude à BLM ; "Macron et Le Maire nous promettaient "les nouvelles 30 glorieuses"". Pour ceux qui ne connaissent pas Gamelin, c'est le responsable direct de la défaite de 1940, et celui qui était l'objet d'un culte de la personnalité qui n'avait rien à envier à tous les dictateurs de la planète. Il est vrai qu'il avait la tâche facile, avec des Lebrun, Reynaud, Daladier, Chautemps comme concurrents...

"Plus radicalement encore, littéralement radicalement, la dénazification est l'occasion pour tous les peuples de l'« Europe des châteaux » de retrouver leur identité, de retourner à leurs racines ethniques au-delà de l'« Europe des châteaux », au-delà de la domination d'élites étrangères. C'est l'occasion pour les Britanniques de redevenir Anglais, pour les Français de redevenir Gaulois, pour les Espagnols de redevenir Mozarabes, pour les Allemands de redevenir Bavarois, Saxons, Souabes et Hessois. C'est une indication de l'orientation radicale future de l'Europe, un retour aux racines, à la liberté, à l'identité. Ce qui a commencé à Marioupol et à Donetsk finira par se terminer à Berlin, Vienne, Paris, Rome, Madrid et Londres. Ce sera la fin de l'escroquerie millénaire, la fin de l'Europe des châteaux et le premier jour de la liberté".

Le deal en occident, c'était un niveau de vie élevé, en échange d'un décervelage complet. Mais comme ventre affamé n'a pas d'oreilles, il est probable qu'on voit réapparaître certaines traditions ancestrales.

« C'est un peu facile de dire que c'est la fin de l'abondance. Ce n'est pas à cause des Français. C'est à cause des mauvais choix stratégiques des dirigeants. »

Visiblement, la France sort du nucléaire de façon accélérée. Les "alternatifs" (des coiffeurs ???), ne sont plus une alternative. (Inutile donc, de... couper les cheveux en 4). Il n'y a pas que les locataires qui vont se les geler, les loyers aussi des poubelles énergétiques vont être frigorifiés... Question appro en Uranium, comme les bridés construisent 20 réacteurs de plus, je sens que pour l'uranium Kazakh, on va pouvoir se broser. En outre, les nippons mais franchement mauvais, veulent redémarrer leurs propres réacteurs. Il n'ont salopé que 20 % de leur territoire, il faut faire un effort supplémentaire.

"Olivier Delamarche : « Le Covid, l'Ukraine, etc... C'est un énorme Détecteur à Cons ! Grâce à ça, on a pu faire la liste exhaustive des débiles profonds »". Facile, c'est le gouvernement. Il faut un permis de connerie pour y rentrer.

"CARNAGE ECONOMIQUE EN ITALIE – Chômage 10 %... Les Chutes: PIB -7%, Salaires -7%, Production industrielle -25%, Investissement public -30%, Immobilier -15%.... Les Hausses: pauvreté +195%, inflation +8%..." Bien entendu, c'était ce qui était promis sans l'eurO. Manque de bol on l'a eu avec l'eurO.

La population mondiale pourrait chuter de moitié d'ici 2100. Seulement d'ici 2100 ? Rien de changer, on le savait déjà en 1980. Mais je vous rassure, ça pourrait aller beaucoup plus vite, beaucoup plus loin.

Les exportations russes de charbon se portent bien, sauf pour les sado-maso européens.

"Pendant ce temps, les industries et les entreprises européennes se désintègrent. **La grande remise à niveau qui s'annonce ne sera pas le nirvana transhumain de der Schwabenklaus, mais plutôt un retour au 12e siècle.**"

"Comme aux États-Unis, les gouvernements de l'Euroland ont déclaré la guerre à leur propre peuple. Les Allemands se précipitent maintenant pour ramasser du bois de chauffage, le gaz naturel semblant rare et inabordable à l'approche de l'hiver dans les hautes latitudes sombres. Je parierais qu'il n'y a presque plus de poêles à bois disponibles à ce stade, et **combien de saisons froides faudra-t-il avant qu'ils ne coupent toutes les forêts d'Europe ?**".

Pour recadrer le débat, 4.5 millions de britanniques n'ont pas mis plus de 25 ans pour abattre la quasi-totalité de leurs forêts pendant les révolutions de 17^e siècle. Plus 25 autres années pour peaufiner le travail... Nos forêts tiendront combien ? 5 ans ?

.LES PILIERS DU RÉGIME...

Quand le tournant du libéralisme a été initié, cela a été le triomphe de trois catégories :

- les fonctionnaires, dont le nombre a enflé démesurément (il faut bien des enseignants pour garder les boeufs, que les dits boeufs ne gardent plus les vrais boeufs dans les champs, putain de fil barbelé, et de bétonnière, qui elle aussi a privé moult générations de débouchés à leur mesure),
- les retraités. Les deux catégories trouvent depuis des décennies le libéralisme acceptable, parce qu'ils en sont éloignés.
- le ~~concord~~ cadre de grande entreprise, qui croit savoir quelque chose, et qui sera, lui aussi, jeté comme un papier toilette usagé après usage.

Ces catégories, dûment lobotomisés par la télé, dûment formaté dans ses études, doté d'une nouvelle religion, le "Richofmenclimatik" et la "vacinasioncovid", quoique légèrement agacé d'avoir attrapé 6 fois le covid, malgré 4 injections, a abdiqué tout sens critique.

Quoiqu'il y a un électrochoc en cours, la facture énergétique, qui lui fait comprendre que malgré son vote politiquement correct depuis 50 ans, tout dérape. Il croyait qu'en étant sage et obéissant, il aurait un droit inaliénable à douceurs, roudoudous, confiseries, vacancaletrangé et Kroizièresrépétées.

Il s'aperçoit doucement, que les vacancaletrangé se transforme en sacs de patates, si on a assez de relations et de bouzoufs pour les avoir.

A Washington DC, la bande de **trouducs régnants** viennent de toucher la corde sensible : ils demandent aux **énergéticiens**, comme une vulgaire présidente Kirchner, ou président Jokowi, de **cesser les exportations**. Bientôt, mis sous pression par leurs "chers" électeurs, à deux pas des élections de mid terms, ils vont interdire les exportations de gaz naturel pour faire baisser les prix intérieurs, comme naguère Kirchner avec les exportations de viandes de boeufs, et hier Jokowi, celle de charbon.

Les piliers du régime français, dûment mis eux-mêmes au régime pain sec et eau (seulement pour boire, plus pour se laver), touchés dans leur chair et leur compte en banque, vont ENFIN comprendre.

La propagande occidentale était que nous n'étions pas parfait, mais prospères, et que c'était le système qui permettait cela. De fait, la seule différence entre occident et le reste, c'était l'abondance énergétique.

En ce qui concerne la Russie, je crois que la réponse est simple. Vis-à-vis de "l'Europe", ils utilisent une tactique stalinienne, qu'il utilisait contre ceux qu'il voulait éliminer. Un peu celle du constrictor qui broie lentement ses proies. De fait, comme l'a dit Vladimir, il veut procéder à l'élimination des "élites". Pour bien les éliminer, [cela](#)

doit être un travail interne. L'intervention extérieure est toujours nocive. Privé de ressources russes, abandonnés par les américains, l'Europe est à un tournant.

L'homo occidentalis simplex et gauchissensis, imbu de lui-même, voulant civiliser les sauvages à grands coups de giclées de Napalm, certain de sa prospérité éternelle, va avoir quelques problèmes avec la réalité.

▲ RETOUR ▲

Jean-Marc Jancovici
28 août, à 08 h 22 · 🌐

Une conférence de Philippe Bihouix sur l'urbanisation, 1 des grands défis.
magistrale comme d'habitude, avec un concentré de pertinence et d'humour.
<https://www.youtube.com/watch?v=Pp3DTtzQcwI>
(par adrien couzinier)



YOUTUBE.COM
► Philippe Bihouix, "En finir avec l'espoir fou des métropoles vertes"
► Colloque International d'architecture 2022, L'usure du Monde. Par la Société française des architect...

<https://www.youtube.com/watch?v=Pp3DTtzQcwI>

▲ RETOUR ▲

Retour au charbon

rédité par Philippe Béchade 30 août 2022

EDF va coûter des dizaines de milliards aux contribuables, qui n'ont pas l'air... au courant !



Fidèle à sa stratégie de douche écossaise, et après ses déclarations alarmistes sur la « **fin de l'abondance** » (elle n'existe que pour ceux qui ont accès aux liquidités de la BCE) et à la fin de « l'insouciance » (qui prend encore la vie avec légèreté après le **cauchemar sanitaire-totalitaire du Covid ?**), Emmanuel Macron a chargé Elisabeth Borne, Olivier Véran et Gabriel Attal de rassurer les Français.

Le scénario de l'explosion de la note de gaz et d'électricité à la britannique leur sera épargné.

Il aurait aussi bien pu citer l'exemple de la Belgique où il n'existe pas non plus de « bouclier tarifaire ». Pour beaucoup de Belges, **la note d'électricité risque de dépasser le montant du loyer** dès cet automne ! Mais qui peut croire que les Français vont pouvoir continuer de se chauffer à des tarifs abordables sans passer à la caisse à un moment ou un autre ?

Savoir-faire perdu

Qui paye la différence ? Pour l'instant, c'est EDF. Mais, comme l'entreprise va être nationalisée, ce sera au final le contribuable, comme d'habitude, et la facture va se chiffrer en dizaines de milliards.

Cette facture était déjà lourde avant que n'éclate le conflit russo-ukrainien, puisque l'arrêt successif de 10 – puis 14, puis désormais 30 – réacteurs sur 56, avait fait exploser le coût du gigawattheure dès l'automne 2021.

Emmanuel Macron avait dès 2021 chargé EDF de réaliser le rachat des activités nucléaires de General Electric à 2 Mds€, ce qui va permettre à la France de reprendre la main sur la maintenance de ses propres centrales et de retrouver une souveraineté technologique nécessaire pour assurer la construction de futurs réacteurs EPR.

Un savoir-faire manifestement perdu au cours des trois dernières décennies, puisque le chantier du réacteur EPR de Flamanville, sensé coûter 3,3 Mds€, s'avère un cauchemar d'une ampleur quasi-inimaginable. Alors que la construction avait été lancée fin 2007 pour une mise en service initiale prévue fin 2012, le chantier aura vécu une succession de déboires jamais vus en 40 ans : fissures dans la dalle de béton (le « radier » situé sous la cuve du futur réacteur) détectées dès 2008, soudures à refaire, anomalies sur la cuve elle-même, ajouts de systèmes de contrôle non budgétés, etc.

La barre des 11 ans de retard et des 9,5 Mds€ de surcoût (12,5 à 13 Mds€ estimés au final) risque d'être franchie, puisque l'activation du réacteur est désormais annoncée pour le deuxième trimestre 2023 : le temps de procéder aux essais, la production à plein régime ne pourra pas débuter avant fin 2023/début 2024, trop tard pour subvenir aux besoins de la France durant les pics de consommation de la période des fêtes.

Nous espérons que cet EPR sera opérationnel pour les Jeux olympiques de juillet 2024 !

La plus élémentaire logique aurait consisté à prolonger l'exploitation de la centrale de Fessenheim – parfaitement opérationnelle après une rénovation en profondeur et pas du tout vétuste, après ses 43 ans de bons et loyaux services en 2020, comme l'ont prétendu les écologistes – jusqu'à ce que Flamanville prenne le relais.

A production équivalente

Au moins, la France aurait eu de l'électricité à vendre à l'Allemagne (deux fois 900 MW : de quoi subvenir aux besoins d'un demi-million d'utilisateurs et de plusieurs usines), au lieu d'importer, pour la première fois cette année, une électricité produite... au charbon ! La France va également rouvrir une centrale thermique en Lorraine d'ici cet hiver.

Tout cela parce que le président a cédé aux exigences des écologistes : on flirte avec le sublime !

Rappel : cette décision s'inscrivait dans le cadre du projet du gouvernement Hollande en 2016 (auquel participait Emmanuel Macron en tant que ministre de l'Economie) de réduire la part du nucléaire de 75% à 50% dans la production d'électricité du pays d'ici à 2035.

Le « renouvelable » (éolien et photovoltaïque) devant théoriquement prendre le relais et compenser la fermeture échelonnée des 14 réacteurs les plus anciens.

Mais même des projets pharaoniques comme l'installation de 70 éoliennes en mer (au large de Fécamp en Normandie) dotés de mâts de 100 mètres soutenus par des socles de 50 mètres de haut et de 5 000 tonnes chacun (350 000 tonnes de béton en tout, soit l'équivalent plusieurs EPR) ne délivreront que 13% du courant produit par la seule centrale Fessenheim avant sa mise à l'arrêt.

Il faut donc au minimum 500 éoliennes de grande puissance pour remplacer Fessenheim, et 390 pour égaler un EPR de la dernière génération (1 400 MWh)... mais c'est en fait pire que cela car, sans vent, la production peut tomber momentanément à presque rien. Il faut alors en urgence trouver une source de substitution « pilotable » – et probablement carbonée s'il elle est d'origine allemande.

La France va se chauffer au charbon comme jamais elle ne l'avait fait depuis la fermeture des houillères de Lorraine dans les années 1980. Cependant, à l'époque, ce charbon ne coûtait pratiquement rien et la qualité de l'air ne servait pas de prétexte à l'interdiction de circuler pour les catégories de véhicules les plus polluants au cœur des villes.

Les automobilistes sont accusés de tous les maux alors que l'essentiel des « particules » détectées dans le ciel de Paris durant l'hiver proviennent depuis plusieurs années des centrales au charbon du nord-est de l'Allemagne et de Pologne.

Et le comble, c'est que les « bons citoyens » qui ont opté pour des véhicules électriques les rechargeront avec du courant produit... au charbon.

▲ [RETOUR](#) ▲



L'économie s'effondre autour d'eux alors que les Européens entrent dans un hiver extrêmement froid et glacial

par Michael Snyder 29 août 2022 , traduit de l'anglais



L'hiver dernier, les Européens se réjouissaient d'une nouvelle année de paix et de prospérité. Cet hiver, les Européens vont se retrouver en plein milieu d'un effondrement économique. On dit souvent que l'énergie est l'économie, et l'énergie va être en très faible quantité dans les mois à venir. Grâce à la guerre en Ukraine et à un certain nombre d'autres facteurs, les prix de l'énergie en Europe ont grimpé à des niveaux qui auraient été impensables auparavant, et plusieurs gouvernements européens se préparent déjà à rationner l'énergie. Cela va avoir un impact considérable sur l'activité économique, et cela signifie que cet hiver sera extrêmement froid et amer pour des millions et des millions d'Européens.

En Pologne, de nombreux ménages utilisent habituellement du charbon importé de Russie pour chauffer leurs maisons, mais ce ne sera pas le cas cette année à cause de la guerre.

En conséquence, certaines personnes désespérées font maintenant la queue pendant des jours juste pour avoir la possibilité d'acheter du charbon...

Selon l'agence Reuters, alors que la Pologne profite encore de la chaleur de la fin de l'été, des

centaines de voitures et de camions font déjà la queue à la mine de charbon de Lubelski Wegiel Bogdanka, tandis que les habitants, craignant la pénurie hivernale, attendent jour et nuit pour faire le plein de combustible de chauffage en prévision de l'hiver prochain, dans des files d'attente qui rappellent l'époque communiste.

Artur, 57 ans, un retraité, est venu en voiture de Swidnik, à quelque 30 km de la mine, dans l'est de la Pologne, mardi, dans l'espoir d'acheter plusieurs tonnes de charbon pour lui et sa famille.

"Les toilettes ont été installées aujourd'hui, mais il n'y a pas d'eau courante", a-t-il déclaré, après avoir passé trois nuits à dormir dans sa petite voiture à hayon rouge, dans une file d'attente de camions, de tracteurs tirant des remorques et de voitures particulières. "Cela dépasse l'imagination, les gens dorment dans leurs voitures. Je me souviens de l'époque communiste, mais cela ne m'a pas traversé l'esprit que nous pourrions revenir à quelque chose d'encore pire."

Feriez-vous la queue pendant plusieurs jours juste pour obtenir un peu de charbon pour votre famille ?

Je suppose que si vous étiez suffisamment désespéré, vous le feriez peut-être.

Les images vidéo de citoyens polonais faisant la queue pour obtenir du charbon sont si bizarres qu'il est difficile de croire qu'elles sont réelles.



Malheureusement, il ne s'agit pas d'un mauvais rêve.

C'est le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Au Royaume-Uni, d'innombrables consommateurs seront confrontés à des difficultés financières cet hiver alors que les factures d'énergie s'envolent vers la stratosphère...

Des millions de ménages verront leurs factures d'énergie grimper en flèche avec l'augmentation du plafond des prix à 3 549 £ par an, plongeant beaucoup d'entre eux dans des difficultés financières.

L'augmentation record de 80 % annoncée en octobre par l'Ofgem, l'autorité de régulation, fera payer 1 578 £ de plus à un client type bénéficiant d'un tarif par défaut, mettant à nu l'aggravation de la crise du coût de la vie.

Cette hausse fait suite à une augmentation de 54 % en avril, qui a fait grimper la facture moyenne à 1 971 £ par an.

Un tiers des citoyens britanniques ont déjà du mal à payer leurs factures d'énergie, et cette nouvelle augmentation ne sera pas appliquée avant octobre.

Alors, à combien s'élèvera ce chiffre dans six mois ?

La moitié du pays aura-t-elle alors du mal à payer ses factures d'énergie ?

Et comme les factures d'énergie sont de plus en plus élevées, de plus en plus de personnes seront exclues de la classe moyenne.

Actuellement, la pauvreté est en hausse dans toute l'Europe.

Par exemple, regardez cette vidéo de personnes faisant la queue pour de la nourriture dans la ville la plus riche d'Italie.



Ce genre de choses n'est pas censé se produire à Milan.

Mais c'est le cas.

Et les choses vont empirer pour l'Europe occidentale si la Russie décide de couper totalement le gaz.

La Russie a déjà réduit la quantité de gaz naturel qu'elle fournit par le gazoduc Nord Stream 1 à seulement 20 %, et un fonctionnaire allemand est tout à fait convaincu qu'elle va bientôt tomber à zéro...

L'Allemagne est confrontée à la "réalité amère" que la Russie ne rétablira pas l'approvisionnement en gaz du pays, a déclaré lundi le ministre allemand de l'économie, avant l'arrêt prévu par le géant public de l'énergie Gazprom des exportations vers l'Europe via le gazoduc Nord Stream 1.

"Il ne reviendra pas ... C'est l'amère réalité", a déclaré Robert Habeck lors d'un débat avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Si cela se produit réellement, l'Europe occidentale en souffrira énormément.

Les Européens n'auraient jamais dû se permettre de devenir aussi dépendants du gaz russe, et maintenant les "pires scénarios" leur sautent aux yeux.

La France se prépare déjà à rationner l'énergie cet hiver.

L'Allemagne aussi, ainsi qu'un certain nombre d'autres grandes nations d'Europe occidentale.

Mais cela ne suffira pas pour passer l'hiver.

Selon le premier ministre belge, "les cinq à dix prochains hivers seront difficiles" pour les habitants d'Europe occidentale...

Le premier ministre du pays, Alexander De Croo, a déclaré lundi aux journalistes que ses concitoyens peuvent s'attendre à ce que "les cinq à dix prochains hivers soient difficiles" en raison de l'aggravation de la crise énergétique du pays, exacerbée par l'invasion russe en Ukraine.

"L'évolution de la situation est très difficile dans toute l'Europe", a déclaré M. De Croo au radiodiffuseur belge VRT.

"Dans un certain nombre de secteurs, il est vraiment difficile de faire face à ces prix élevés de l'énergie. Nous suivons la situation de près, mais nous devons être transparents : les mois à venir seront difficiles, les hivers à venir seront difficiles", a-t-il ajouté.

Oui, cela se passe vraiment.

Et ne croyez pas que vous allez bénéficier d'un laissez-passer parce que vous vivez aux États-Unis.

Les factures d'énergie montent en flèche ici aussi, et on rapporte qu'un foyer sur six est déjà en retard sur ses factures d'électricité...

Selon l'Association nationale des directeurs de l'assistance énergétique, environ 20 millions de ménages aux États-Unis, soit un foyer sur six, sont en retard dans le paiement de leurs factures d'électricité.

Les conséquences pourraient être désastreuses.

"Je m'attends à un tsunami de coupures de courant", déclare à Bloomberg Jean Su, avocate principale au Center for Biological Diversity.

La pire crise énergétique de l'histoire moderne est là, et elle va encore s'aggraver.

C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai toujours insisté pour devenir plus indépendant du système.

Beaucoup de gens pensaient qu'ils pourraient toujours compter sur le réseau électrique pour apporter une énergie infiniment bon marché à leurs maisons.

Mais aujourd'hui, les factures d'énergie atteignent des sommets ridicules, et l'utilisation de l'énergie sera sévèrement limitée dans toute l'Europe cet hiver.

Et même les hauts fonctionnaires européens admettent que les choses vont être difficiles pendant de nombreuses

années à venir.

Le message est clair, et j'espère que tout le monde le voit.

Le "point de basculement" dont tant d'entre nous ont parlé est arrivé, et les mois à venir vont être extrêmement douloureux.

▲ [RETOUR](#) ▲

« En moyenne on sait faire, le problème ce sont les pics ! Ces ministres qui découvrent l'eau chaude et le fonctionnement des emmerdes »

par [Charles Sannat](#) | 31 Août 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Le problème avec les mamamouchis qui nous dirigent c'est que l'on ne sait pas s'ils sont vraiment incompetents, ou s'ils font exprès de passer pour des buses.

Néanmoins ce qui est bien, c'est que cela permet de nous donner plein de sujets d'actualité, d'idées d'articles, et puis au moins nous rigolons. Jaune, bien évidemment, mais nous rions quand même, et plus c'est grave mes amis, plus il faut en rire. Le rire est salutaire.

La nominée du jour c'est notre ministre Mme Pannier-Runacher.

Voilà ce qu'elle vient de nous dire dans une fulgurance intellectuelle dont elle seule est capable et du même niveau que celle de la « magie du travail à l'usine ».

Crise de l'énergie : des « tensions » en vue en cas de journées très froides cet hiver

« On est capables de couvrir en moyenne l'hiver, le sujet c'est qu'est ce qui passe le jour où il fait très froid », a prévenu la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher.

Hahahahahahahahaha.

Et oui ma bichette.

En moyenne cela va toujours bien.

Le problème ce sont les pics.

Le problème ce sont les situations qui sortent de la moyenne.

Le problème c'est ce qui est au-delà des normes.

C'est même globalement la définition des emmerdes.

En moyenne, les crues sont de 4 mètres sinon c'est la crue centennale. En moyenne les vagues sont de 3 mètres. Mais parfois c'est le tsunami de Fukushima et 6 réacteurs qui pètent. En moyenne on a du gaz sauf quand on se fâche avec Poutine. En moyenne on a des centrales nucléaires qui marchent sauf quand la moitié sont en maintenance...

Les emmerdes c'est quand la réalité sort des moyennes.

Mais soyons juste avec la miss Pannier.

Nous avons une autre nominée, la patronne d'Engie.

« Pour l'hiver prochain, nous avons les volumes (de gaz) qui nous sont nécessaires à climat moyen », a déclaré la directrice générale adjointe d'Engie, Claire Waysand, lors d'une table ronde organisée par le patronat français.

En clair, s'il fait chaud alors nous pourrons vous chauffer. Hahahahaha. Qu'ils sont drôle nos dirigeants. « A climat moyen »... hahahahahaha. J'espère pour eux que nous n'aurons pas un vortex polaire, sinon faudrait mettre plusieurs polaires... je parle des pulls.

Au cas où vous seriez trop neuneus pour comprendre elle précise :

« Mais « pour être sûrs de passer en électricité et en gaz l'hiver, nous avons intérêt à ce que les journées ne soient pas trop fraîches, sinon il peut y avoir des journées pendant lesquelles il y aura des vraies tensions », a alerté la représentante du premier fournisseur de gaz en France ».

Hahahahahaha, faudrait pas que vous ayez quand même tous envie de vous chauffer en même temps les gars ! Hein.

Et oui, nous sommes en guerre.

On ne vous a pas demandé votre avis.

On n'a pas non plus demandé aux députés de voter les sanctions contre la Russie ou le fait de soutenir l'Ukraine.

Alors vous allez vous cailler pour Kiev et pour le joueur de piano avec son zizi. Il jouait du piano debout, c'est peut-être un détail pour vous, mais pour son zizi cela voulait dire beaucoup. Je parle du président Ukrainien.

Alors il y a évidemment des alternatives, nous ne sommes pas condamnés à la misère énergétique comme nous n'étions pas condamnés par le Covid aux confinements sans fin et aux vaccinations forcées.

Tout cela doit pouvoir se discuter avec calme, dans un cadre démocratique et avec des sensibilités différentes.

Mais non.

Nous sommes en guerre et d'ailleurs, comme pour le Covid, Macron va tenir des conseils de défense pour l'énergie.

Cela nous promet de vrais moments difficiles.

C'est le moment de préparer votre plan d'urgence énergétique car l'État ne sait que créer des pénuries (cliquez [ici](#) pour vous abonner).

Après la pénurie de masques, vous allez adorer la pénurie d'énergie.

N'oubliez pas.

L'État ne sait que créer des pénuries.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.20 % d'inflation en Angleterre selon Goldman, et le Brexit n'y est pour rien !



Il est de bon ton dans certains endroits d'accabler la perfide Albion et de mettre tous ses maux économiques sur le dos du Brexit.

Si l'inflation est forte au Royaume-Uni ce serait donc la faute à Boris et à son Brexit.

La réalité est nettement plus nuancée et il convient plus d'y voir le résultat d'une politique économique beaucoup plus libérale et nettement moins

interventionniste de l'État.

D'ailleurs la banque d'affaire Goldman Sachs ne s'y trompe pas lorsqu'elle évoque une inflation à plus de 20 % au Royaume-Uni.

« L'inflation au Royaume-Uni pourrait dépasser 20 % au début de l'an prochain si la spirale créée par l'envolée des prix du gaz n'est pas brisée d'ici-là, estiment les économistes de la banque Goldman Sachs, ajoutant que l'économie britannique se dirige vers une récession. »

L'autorité britannique de régulation du marché de l'énergie a annoncé la semaine dernière que les factures d'électricité allaient bondir de 80 % en octobre par rapport à l'an dernier, ce qui risque de provoquer une explosion de la précarité énergétique et de mettre en difficulté des milliers d'entreprises.

Si les prix du gaz restent à leur niveau actuel, expliquent les économistes de Goldman Sachs dans une note, la hausse des prix de l'énergie pourrait dépasser 80 % en janvier, ce qui impliquerait « un pic d'inflation à 22,4 %, bien supérieur à notre prévision de base de 14,8 % », ajoutent-ils.

La semaine dernière, une autre banque américaine, Citi, a dit s'attendre à ce que l'inflation britannique culmine à 18,6% en janvier ».

La conclusion est simple.

L'inflation chez les Anglais augmente parce que l'État laisse faire la hausse des prix de l'énergie.

En France l'État bloque les prix de l'énergie mais EDF continue d'acheter de l'énergie très chère sur le marché qu'EDF revend à perte aux Français.

Résultat ; c'est EDF qui absorbe le choc énergétique en France et donc va accumuler les pertes.

Des pertes qui ne compteront pas dans le déficit public français puisqu'il s'agit d'EDF, même si l'État se porte « caution » pour cette entreprise.

Si nous avons moins d'inflation en France que chez les autres, ce n'est pas parce que nous sommes meilleurs, c'est parce que **l'État bloque les prix et assume les pertes avec de l'argent qu'il n'a pas.**

Autant dire que cela n'est jamais éternel.

.Prix à la production en Allemagne ? +37,2 % en juillet sur 12 mois !



Généralement, l'inflation globale suit logiquement l'évolution des prix à la production, sorte d'indicateur avancé de ce qu'il va se passer pour le consommateur moyen.

Normal.

Les prix à la production ce sont les prix « sortis d'usine ». Si ça monte à la sortie des usines, cela baisse rarement dans les magasins une fois que tout le monde a pris sa marge plus ou moins confortable.

D'après cet article des Echos, en Europe, la hausse des prix à la production a, par exemple, largement dépassé les attentes. « *En juillet, ils se sont envolés de 37,2 % sur un an et de 5,3 % sur un mois. Le consensus tablait sur une hausse de 32 % sur un an. C'est la plus forte augmentation observée par l'Office fédéral de la statistique depuis le début des études en 1949.* »

Et en 1949 en Allemagne, la situation n'était franchement pas terrible puisque l'Allemagne était globalement détruite. Les Allemands manquaient donc globalement de tout, et quand on manque de tout, les prix du peu qu'il reste sont toujours très élevés.

Retenez ceci.

Quand les prix à la production explosent, l'inflation dans les mois qui suit monte de manière importante !

A ce stade, nous ne disposons d'aucun élément pour dire que nous avons atteint le pic d'inflation. Encore moins pour dire que l'inflation devrait baisser.

.Fort ralentissement en zone euro selon le chef économiste de la BCE



Inflation = Récession.

C'est assez facile à comprendre comme enchaînement.

Pour lutter contre l'inflation on augmente les taux. L'argent devient plus cher. Le système économique se grippe. Même si l'on ne monte pas les taux la hausse des prix en l'absence de salaires indexés augmentent les prélèvements dans l'économie et le pouvoir d'achat des gens baisse.

L'économie ralentit jusqu'à caler et entrer en récession.

Quoi que vous fassiez, inflation = récession, encore plus **dans un monde dans lequel nous atteignons les limites des ressources disponibles.**

Et c'est ce que vient de confirmer Philip Lane. « *L'économie de la zone euro est en train de ralentir* », selon l'économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE), ajoutant qu'il n'excluait pas une récession technique modérée et temporaire.

Temporaire la récession, c'est exactement ce que l'on vous disait de l'inflation il y a un peu plus d'un an. Paniquez brave monsieur, brave dame, c'est temporaire et transitoire. On connaît le temporaire qui dure.

« Interrogé par la chaîne de télévision espagnole TVE, Philip Lane a également expliqué que la BCE devrait relever ses taux d'intérêt étape par étape ».

Inflation = récession.

Charles SANNAT

La dette de l'Italie attaquée par les « Hedge funds »



En pleine torpeur estivale le sujet de l'Italie est presque passé inaperçu pourtant, il convient de surveiller la situation comme le lait sur le feu tant le risque pour l'euro est majeur en cas de problème important sur la dette de la 3ème économie la plus importante de la zone euro.

« A un mois des élections législatives en Italie, de plus en plus de « hedge funds » vendent à découvert sa dette publique. Avec des effets sur la campagne de la droite nationaliste.

Un article du média de la City de Londres, le Financial Times, abondamment relayé ces dernières 24 heures en Italie, vient confirmer les intuitions de beaucoup de commentateurs italiens: les fonds de gestion alternative ont entrepris de mettre à l'épreuve la troisième économie de la zone euro, afin, cela va de soi, d'en tirer parti. »

Pour le moment leurs paris à la baisse sur la dette italienne ne se sont jamais révélés aussi élevés depuis la grande crise financière de 2008. mais selon S&P Global la valeur totale des obligations italiennes empruntées par ces investisseurs, ne sont que de 39 milliards d'euros !

Cela peut sembler beaucoup, mais ce n'est pas tant que cela par rapport à la masse totale de la dette italienne, mais c'est le début d'un mouvement potentiellement très dangereux.

Les marchés vont-ils entamer un bras de fer avec la BCE pour tester la détermination de la banque centrale à sauver la zone euro ?

C'est possible et nous devrions logiquement connaître une période de grande anxiété sur l'euro avec la hausse des taux et le sujet des dettes souveraines monumentales accumulées pendant la pandémie.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

« La BCE préfère la récession à l'inflation ! »

par [Charles Sannat](#) | 30 Août 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Après un mois d'absence je suis très heureux de vous retrouver pour vous commenter l'actualité si passionnante et si riche. Également heureux de tenter de partager avec vous analyses, réflexions, anticipations afin de vous éclairer dans vos choix, vos stratégies, et de vous aider à améliorer votre résilience personnelle.

J'ai évidemment beaucoup de choses à vous dire et à vous raconter en cette rentrée, disons plus précisément en cette pré-rentée !!

Je vous propose que l'on parle rapidement de l'inflation. Nous aurons tout le temps de détailler tout cela dans les prochains jours.

« Pour la BCE, il faut combattre l'inflation, même au risque d'une croissance plus faible et d'un chômage plus élevé » !

La conclusion est simple.

La BCE préfère la récession à l'inflation.

Enfin en théorie.

Reprenons à partir de cet article de [Capital ici](#).

« Face à « la voie de la prudence », il faut défendre « celle de la détermination » qui consiste à « réagir avec plus de force à la poussée actuelle d'inflation, même au risque d'une croissance plus faible et d'un chômage plus élevé », a plaidé samedi 27 août Isabel Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) lors de la réunion de Jackson Hole, aux Etats-Unis. Trois facteurs plaident en faveur de cette option, a-t-elle expliqué lors de la grand-messe annuelle des banquiers centraux dans l'Ouest américain : « l'incertitude quant à la persistance de l'inflation, les menaces pour la crédibilité de la banque centrale et les coûts potentiels d'une action trop tardive » contre la hausse des prix, selon son discours mis en ligne par la BCE. Le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau a lui aussi défendu une action déterminée de la BCE.

« Nous pouvons avoir une approche graduelle, mais nous ne devons pas être lents et retarder la normalisation (de la politique monétaire, NDLR) jusqu'à ce que des anticipations d'inflation plus élevées nous obligent à des relèvements de taux agressifs », a-t-il expliqué. « Ramener l'inflation à 2 % est notre responsabilité; notre volonté et notre capacité à tenir les engagements de notre mandat ne sont pas négociables », a déclaré le gouverneur, selon son discours obtenu par l'AFP. Vendredi, le président de la Réserve fédérale américaine Jay Powell a prévenu que le retour à la stabilité des prix « prendra du temps » et « entraînera une longue période de croissance plus faible ». La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a atteint en juillet le niveau record de 8,9 % sur un an ».

La FED monte ses taux assez rapidement et la BCE devrait lui emboîter le pas finalement plus rapidement qu'elle ne l'aurait souhaité. D'ailleurs désormais les rumeurs vont bon train d'un relèvement de 0.75 % des taux de la BCE à sa prochaine réunion.

Nous verrons bien.

Alors est-ce que cela sera suffisant pour casser l'inflation ?

Sans doute pas !

Pourquoi ?

Parce que si les prix montent, ce n'est pas tant qu'il y a une forte demande, que du fait qu'il **manque d'offre**.

Quand il n'y a plus d'huile de tournesol les cours s'envolent, de même pour le gaz.

Augmenter les taux d'intérêt ne changera rien au fait que l'on se refuse à acheter le gaz de Poutine et que l'on a quand même besoin de se chauffer et de faire tourner nos usines...

Alors cela ne changera rien au taux d'inflation quoi qu'en disent les mamamouchis de la BCE qui ne voyaient qu'une inflation transitoire quand je disais qu'elle serait durable.

« Si une banque centrale sous-estime la persistance de l'inflation – comme la plupart d'entre nous l'ont fait au cours de la dernière année et demie – et si elle tarde à adapter ses politiques en conséquence, les coûts peuvent être considérables », a déclaré Mme Schnabel. Pour François Villeroy de Galhau, le taux d'intérêt directeur neutre, compatible avec une croissance de long terme équilibrée, « se situe probablement entre 1 % et 2 % ».

Tout en reconnaissant que « au moins pour l'Europe, les perspectives de croissance pour l'an prochain ont été revues à la baisse en raison des prix de l'énergie et du gaz ainsi que de l'évolution des taux de change », le gouverneur de la Banque de France n'exclut pas une hausse des taux au-delà du niveau neutre. « N'ayez aucun doute qu'à la BCE, nous augmenterons les taux si nécessaire au-delà de la normalisation », assure M. Villeroy de Galhau dans son discours ».

Si la BCE augmente trop les taux trop longtemps alors elle déclenchera rapidement un mouvement d'insolvabilité notamment des États et de manière générale de tous les acteurs économiques largement endettés, pour ne pas dire bien trop endettés.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

L'inflation en Europe ? 23 % en Estonie membre de la zone euro !

Je vous invite à bien regarder ce graphique.

L'inflation en Europe est considérablement tirée par les prix de l'énergie.

Je rappelle que les prix de l'électricité sont indexés sur ceux du gaz ce qui n'a rien à voir et ce qui est absurde puisque tout dépend à combien vous produisez votre électricité quand ce n'est pas avec du gaz mais avec du nucléaire, du solaire ou de l'éolien sans oublier l'hydraulique. Bref, ce qui compte ce n'est pas le prix du gaz mais le coût de production.

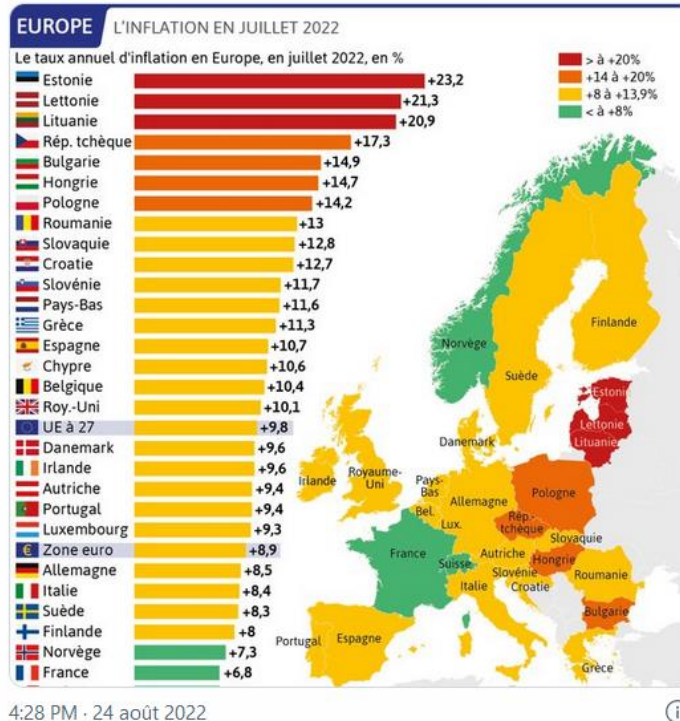
Si l'Europe ne revoit pas rapidement cette règle du marché de l'énergie, alors l'inflation restera durablement très haute et se rapprochera de ce que vous voyez dans les Pays Baltes.



Visactu
@visactu · Suivre



Le taux annuel d'**#inflation** en hausse, à 10,7% en Espagne, 10,1% au Royaume-Uni, 9,8% dans l'Union européenne, 8,9% dans la zone euro, 8,5% en Allemagne mais à «seulement» 6,8% en France en juillet (@EU Eurostat).



Charles SANNAT

„La FED confirme qu'elle ne va pas redevenir « accommodante » à court terme. Les marchés chutent !



D'après cette dépêche de l'agence Reuters, « le sentiment de marché restant plombé par les dernières déclarations du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, qui augurent d'une phase prolongée de taux d'intérêt élevés pour contrer l'inflation ».

En déclarant vendredi dernier à Jackson Hole « que la Fed devrait poursuivre pendant « un certain temps » une politique restrictive quitte à freiner la croissance, Jerome Powell a pris à contre-pied une partie des investisseurs, qui espéraient que les premiers signes d'amélioration sur le front de l'inflation permettraient de ralentir la remontée des taux d'intérêt.

« Powell a clairement laissé entendre qu'il n'y avait pas de basculement vers une position accommodante contrairement à ce que certains avaient anticipé », explique Carol Kong, associée senior pour la stratégie devises et l'économie de Commonwealth Bank of Australia ».

Les acteurs économiques restent piégés par la double logique que d'une part l'inflation n'est que transitoire et ne sera pas durable, et que les banques centrales ne peuvent pas hausser les taux trop importante de crainte de déclencher des faillites en chaîne en raison de l'insolvabilité des emprunteurs à taux variables.

Les banques centrales viennent de dire qu'elles préfèrent les faillites à l'inflation.

Cela nous promet des moments qui seront difficiles notamment pour tous les actifs basés sur la dette, notamment l'immobilier qui est très sensible aux taux.

Charles SANNAT

.Indicateur avancé des faillites. « Les pertes » d'emploi chez les patrons en forte hausse



C'est un article de la Tribune qui revient sur les derniers chiffres de ce que l'on pourrait qualifier d'indicateur avancé des « faillites » d'entreprises.

Il s'agit des pertes d'emploi chez les patrons de très petites entreprises et ces pertes d'emploi s'envolent !

« Le nombre d'entrepreneurs qui ont perdu leur emploi a augmenté de près de 30 % sur un an au premier semestre 2022 pour atteindre 18.519. Les patrons de l'hôtellerie, de la restauration et des débits de boisson (+60,8 %) sont particulièrement touchés par cette hausse. Par ailleurs, lors des universités d'été du Medef, qui débute ce lundi, la question de l'augmentation des coûts de l'énergie et de ses conséquences va largement s'inviter ».

Plusieurs enseignements à tirer.

1/ « Les pertes d'emploi des chefs d'entreprise concernent dans 88 % des cas des patrons de très petites entreprises (TPE) réalisant moins de 500 000 euros de chiffre d'affaires ».

2/ Toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Si « l'augmentation atteint 63,4 % sur un an dans les Hauts-de-France, elle est de 43,5 % en Bourgogne-Franche-Comté, contre seulement 10,2 % en Ile-de-France ».

3/ « Les micro-entreprises, gérées par les auto-entrepreneurs, ne sont pas prises en compte par l'étude ».

4/ « L'âge médian des chefs d'entreprises qui perdent leur emploi est de 46,7 ans ».

Enfin, en ce qui concerne les faillites des entreprises au second trimestre elles étaient en hausse de +49 % et sont proches du niveau pré-Covid.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

Le choix de Powell est-il le bon ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 29 août 2022



A Jackson Hole, l'une des principales représentantes du FMI a soutenu l'avis inverse de Powell, qui fait reposer l'inflation sur la demande et veut donc agir pour la faire chuter.



La communauté spéculative a mal pris le discours de Powell de vendredi dernier.

Le S&P 500 et le Nasdaq ont chuté respectivement de 2,5% et 3%, dans la foulée.

Ils n'ont retenu qu'une chose : pas de pivot de la Fed.

Powell a affirmé que « la première leçon est que les banques centrales peuvent et doivent assumer la responsabilité de fournir une inflation faible et stable ».

Powell a compris :

« Une longue période de politique monétaire très restrictive a finalement été nécessaire pour endiguer la forte inflation et lancer le processus de réduction de l'inflation aux niveaux bas et stables qui étaient la norme jusqu'au printemps de l'année dernière. Notre objectif est d'agir avec détermination maintenant. »

Il va prendre ses responsabilités, mais la question immédiatement se pose : est-ce que les banques centrales peuvent assurer le retour à une faible inflation avec leurs outils monétaires, avec des taux d'intérêt plus élevés et des retraits de liquidités dans le cadre de ce que l'on appelle le resserrement quantitatif (QT) ?

Résultats non garantis

Depuis 2008-2009, les banques centrales ont tenté sans succès de faire monter l'inflation à leurs taux cibles de 2 % en maintenant les taux d'intérêt à zéro et en achetant des titres à long terme. Rien n'a fonctionné. L'inflation est restée inférieure à l'objectif, tout comme la croissance économique.

Tout ce que cela a apporté, c'est une énorme bulle boursière et immobilière. Maintenant que l'on fait l'inverse, rien ne garantit que l'on aura le résultat désiré : la nouvelle politique monétaire peut très bien produire un krach boursier et immobilier, et une récession, mais sans baisse de l'inflation.

A Jackson Hole, tout le monde ne partageait pas l'analyse de Powell, qui fait reposer l'inflation sur la demande et veut la faire chuter en agissant à ce niveau. Powell veut créer une détente de l'activité, du chômage, augmenter les capacités inutilisées afin de casser la tendance haussière des prix.

Divers économistes pensent que c'est ou faux ou insuffisant. [Gita Gopinath, l'ancienne économiste en chef du FMI](#) explique : « Les modèles existants ne peuvent pas expliquer la poussée de l'inflation. » La courbe de Philips, qui prétend montrer que les marchés du travail tendus et la hausse des salaires provoquent l'inflation, ne correspond pas aux faits, car les économies ont connu une hausse de l'inflation sans que les salaires ne la provoquent.

Gopinath a fait valoir que les taux d'inflation élevés actuels étaient dus à la relance budgétaire mondiale inadaptée décidée par les gouvernements pendant la crise du Covid ; ils ont injecté trop d'argent entre les mains des ménages alors que nous assistions « parallèlement à une contraction de la production potentielle et de l'emploi ».

En clair, la production n'a pas pu répondre à la demande. Il y a eu excédent de la demande sur l'offre disponible et hausse de l'inflation. Si les banques centrales choisissent de resserrer leur politique monétaire, elles feront certes baisser la demande, l'investissement et la consommation, mais elles ne feront rien pour améliorer l'offre disponible. L'offre dépend de l'investissement productif et du taux de rentabilité.

La spirale inflationniste actuelle est principalement due aux restrictions de l'offre, en particulier dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et d'autres matières premières, ainsi qu'aux blocages de la chaîne d'approvisionnement mondiale pour de nombreux composants et produits nécessaires pour répondre à la demande. Elle est due également à des rattrapages de rentabilité à la faveur d'un retour de certains secteurs à la capacité de fixer leurs prix.

Je ne vois pas en quoi la hausse des taux d'intérêt, la hausse du coût du capital et le ralentissement de la croissance qui vont découler de la chute boursière vont améliorer les investissements productifs.

Le nouveau réglage de la Fed est une fois de plus une optimisation de court terme ; il néglige/sacrifie la préparation du long terme... c'est vrai, à cette échéance, nous serons tous morts !

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le crime financier que les banquiers centraux ne paieront pas

rédigé par [Henry Bonner & Simone Wapler](#) 26 août 2022



Quels sont les secteurs qui vont profiter de l'inflation ? Comment les gens vont-ils dépenser leur argent dans un contexte où l'inflation est élevée et le moral bas ?



Épargner fait partie des réflexes fondamentaux des êtres humains. Nous voulons préparer notre avenir et être prêts à affronter l'inconnu.

L'épargne se constitue en mettant de côté un surplus de production aujourd'hui, pour une consommation ultérieure.

L'épargne est le socle de la constitution de capitaux, et donc de l'investissement (qui permet de produire plus et mieux, avec moins de temps et d'effort à l'avenir).

Crime économique

Les banques centrales, en particulier la BCE, la Fed, et la Banque du Japon, sont ainsi parmi les organismes les plus destructeurs de l'Histoire, parce qu'elles ont contrecarré les efforts de centaines de millions d'individus qui voulaient épargner, en abaissant les taux d'intérêts à zéro ou moins. En essayant à tout prix d'éviter la récession, et en tentant de mettre fin au cycle économique naturel d'expansion et de récession, elles veulent en réalité changer la nature humaine.

Le pire est qu'elles y sont parvenues.

Notre conviction, c'est que la BCE, la Fed, et les autres banques centrales qui abaissent les taux, ont commis l'un des crimes économiques les plus importants de l'Histoire.

Elles ont poussé l'inflation à monter... punissant ceux qui ont écouté leur instinct d'épargner, et récompensant ceux qui ont surconsommé à crédit. Elles ont volé aux épargnants le pouvoir d'achat de leur épargne.

Elles ont aussi perverti l'équilibre fragile entre ceux qui constituent des épargnes et un capital, et ceux qui utilisent ces capitaux pour tenter de développer de nouvelles activités rentables. Le résultat : une bulle spéculative massive, dans quasiment tous les types d'actifs.

Cela devrait nous paraître être une bonne nouvelle, que les banques puissent à l'avenir proposer des taux d'intérêt sur l'épargne de 5%, et que les obligations sûres puissent rapporter 10%, tandis que les actions des sociétés les plus rentables s'échangent pour des prix honnêtes et paient des dividendes à leurs actionnaires... Mais ce monde reste à venir.

D'ici là, il va y avoir du grabuge.

Quels sont les secteurs qui vont profiter de l'inflation ? Comment les gens vont-ils dépenser leur argent dans un contexte où l'inflation est élevée et le moral bas ?

Aux Etats-Unis l'inflation n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans, et en France depuis 30 ans, étant donné que l'expérience du programme commun de la gauche mis en œuvre sous Mitterrand en 1981 avait prolongé la flambée inflationniste des chocs pétroliers des années 1970.

Les gagnants de l'inflation

Certaines entreprises performant mieux quand l'inflation est élevée.

Non, ce n'est pas un mythe. Ces entreprises existent. Quand les prix grimpent, les gens ordinaires ont tendance à dépenser plus d'argent sur les choses vitales (nourriture, carburant, articles de toilette...), et ils ont tendance à dépenser moins sur les choses moins nécessaires (comme les restaurants, le cinéma, et les vacances).

Le 21 mars dernier, au moment de se lancer dans sa première hausse de taux, le directeur de la Fed, Jerome Powell, a indiqué qu'il augmenterait rapidement les taux d'intérêt. Et pas seulement à un niveau neutre, mais à un niveau « restrictif » qui lui permettrait d'éradiquer l'inflation.

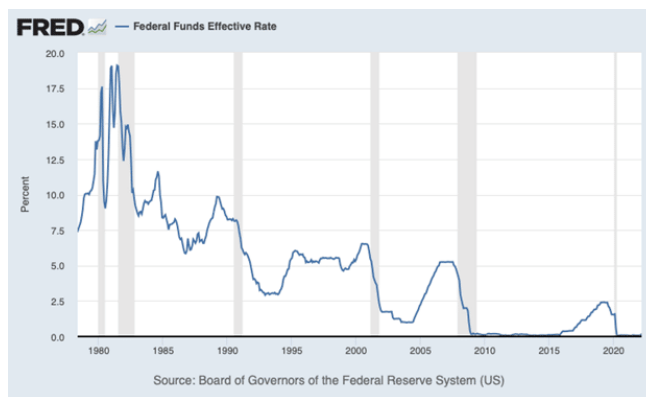
Cette stratégie fait que les investisseurs perdront des milliers de milliards sur leurs investissements en actions, en obligations et en immobilier.

Mais, plus rapidement les banquiers centraux essaieront de maîtriser l'inflation, plus rapidement ils risquent de désillusionner les marchés quant à leur propre conviction.

Et si M. Powell bluffait ?

Il est possible que M. Powell bluffe. Nous n'accordons aucune confiance à M. Powell pour combattre l'inflation. Cela fait des années que la Fed a perdu toute crédibilité dans ce domaine.

Cela fait plusieurs fois que la Fed renonce à laisser une récession se produire et intervient avec plus de mesures d'assouplissement. La Fed relève les taux pendant 1 ou 2 ans. Mais depuis 1981, les baisses sont toujours plus importantes que les hausses (comme vous le noterez ci-dessous).



Des taux d'intérêt plus élevés vont drainer des capitaux en dehors des marchés actions, obligations, immobilier et les attirer vers des produits d'épargne.

Pourtant, sur les deux mois suivant le premier discours de Powell, les marchés n'ont pas réagi de manière consistante avec le revers de cette politique. De même, après la hausse des taux à la mi-juin, les marchés ont fortement rebondi.

Le CAC 40 reste à des niveaux élevés ; le S&P 500 est en hausse. Tout semble indiquer que, pour le marché, la Fed bluffe.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Cela arrivera soudainement

par Jeff Thomas 29 août 2022 , traduit de l'anglais



Au fur et à mesure que le Grand Déroulement progresse, nous assisterons à de nombreux développements négatifs, dont certains sont sans précédent.

Il y a un an à peine, le citoyen moyen s'accrochait encore à la croyance que le monde était en phase de reprise, que l'économie était en voie de guérison, même si c'était timide.

Et c'est compréhensible. Après tout, les médias ont fait un excellent travail pour expliquer la situation d'une manière qui considère la reprise comme une hypothèse générale. Le seul point de discussion est la méthode appliquée pour parvenir à la reprise, mais la reprise elle-même est traitée comme une donnée.

Cependant, aussi distrayant que les médias (et les gouvernements du monde entier) aient pu le faire, le citoyen moyen commence à comprendre que quelque chose ne va pas du tout. Il a maintenant le sentiment viscéral que, même s'il n'est pas assez compétent pour décrire en termes économiques ce qui est incorrect dans le bavardage sans fin qu'il voit sur sa télévision, il sent maintenant que la situation ne va pas bien se terminer.

J'ai tendance à comparer sa situation à celle d'une personne qui découvre soudainement que toutes les lumières sont éteintes dans sa maison. Il titube dans l'obscurité, essayant de trouver son chemin. Bien qu'il puisse imaginer dans son esprit la disposition de sa maison, il a du mal à s'orienter et se heurte souvent à des objets. Cela ressemble à la tentative de voir à travers les écrans de fumée des médias et du gouvernement en temps normal.

Mais bientôt, alors que son gouvernement s'effondre, il aura de plus grandes surprises. Il découvrira que les meubles ont été déplacés de manière inexplicable. Les objets ne sont pas là où ils sont censés être, et il n'est plus possible de raisonner pour résoudre le problème de la navigation dans l'obscurité.

Nombreux sont ceux qui, en observant les bulletins d'information quotidiens, **commencent à comprendre qu'on leur fournit des informations erronées**. Nombreux sont ceux qui commencent à reconnaître qu'aucun parti politique ne les représente vraiment ou, d'ailleurs, ne se préoccupe de leur bien-être.

Ces personnes naviguent désormais dans l'obscurité.

Mais les plus grandes surprises n'ont pas encore eu lieu. Il y aura un certain temps d'avance, ainsi qu'une grande confusion, mais les événements réels seront soudains. Personne ne sera capable de prédire les dates auxquelles elles se produiront, à l'exception des quelques personnes qui contrôlent les déclencheurs de ces événements.

Crashs sur les marchés

Les grands marchés haussiers se terminent rarement par un gémissement. Ils se terminent par un pic de hausse majeur. Et, malheureusement, les courtiers et les investisseurs ont tendance à penser que, si le marché a été en hausse la semaine dernière, le mois dernier ou l'année dernière, on peut s'attendre à ce qu'il soit à nouveau en hausse demain. Cela fait d'eux des proies de choix pour les gouvernements qui peuvent choisir de gonfler faussement un marché donné, en créant un pic de hausse pour encourager les investisseurs à jeter leurs dernières pièces dans le pot, juste avant que le fond ne tombe.

Dans les époques précédentes, les gens pouvaient mettre du temps à vendre, et même dans les périodes de panique, la saignée n'était pas instantanée. **Cependant, avec Internet, il suffit d'une vente massive par une seule entité - qui passe par les stops d'un grand nombre d'investisseurs - et en un clin d'œil, le marché s'effondre** (NDLR : les stops sont des ordres passés à un courtier pour vendre un titre lorsqu'il atteint un certain prix). L'investisseur moyen se réveille le matin pour constater qu'il a été anéanti.

Engagements des gouvernements

En cas d'effondrement de la monnaie, comme cela est prévu dans de nombreux pays, les promesses faites par les gouvernements seront abandonnées soudainement, comme si elles n'avaient jamais existé. Alors que des millions de personnes se retrouveront perdues, incapables de fonctionner sans leurs droits, les gouvernements se dédouaneront de leur culpabilité en montrant du doigt les autres. Les conservateurs accuseront les travaillistes ; les travaillistes accuseront les conservateurs. (L'équivalent se produira dans d'autres pays.) Le résultat net sera la disparition des droits, en partie ou en totalité. Le public exprimera sa colère par une haine accrue de n'importe quel parti qu'il considère déjà comme le mauvais. Ils ne comprendront pas que l'effondrement était inévitable.

Les forces nationales présumées disparaîtront

Les alliances internationales s'effondreront. Les anciens alliés ne seront soudainement plus aux côtés de la nation défaillante.

D'anciens amis signeront des alliances avec l'autre camp.

Les accords commerciaux cesseront soudainement.

La richesse, l'initiative et les faveurs iront au nouveau pays le plus important et à ses alliés.

Tout ce qui précède se produira progressivement - en aucun cas le même jour - mais dans chaque cas, l'événement réel sera soudain.

De même que Jules César était à l'apogée de sa puissance lorsque ses collègues du Sénat ont sorti leurs couteaux, une nation puissante est choyée jusqu'au moment de sa chute. À cet égard, les États-Unis connaîtront le plus grand abandon de loyauté qu'une nation puisse connaître. (Plus grand est l'empire, plus grande est la prétention à la loyauté envers lui. Et plus l'abandon est grand lorsque la chute survient).

Lorsqu'un empire s'effondre, il meurt lentement. À moins qu'il ne s'achève par une conquête, il se détériore par une série de soubresauts. Ses dirigeants s'accrochent à tout ce qui peut retarder le processus, même si cela signifie un résultat pire au bout du compte. Le processus peut prendre des années, voire des décennies. Cependant, c'est au cours des premières années que se produisent les événements majeurs, ceux qui créent les dommages les plus importants.

Cela se produit pour deux raisons. La première est que les dirigeants du pays, croyant en leur propre pouvoir, pensent qu'ils peuvent maintenir le contrôle de leur commerce, de leur contrôle à l'étranger, de leur armée, etc. et constatent que, lorsque le crash survient, les rats désertent le navire dans tous les domaines. La deuxième raison est que tout empire construit sa force sur des mensonges et des exagérations autant que sur ses véritables attributs. Après un crash, ces mensonges et exagérations tombent, et en peu de temps, il devient clair que l'empire était, à ses derniers stades, un château de cartes.

Les signes avant-coureurs se manifestent déjà, mais ne font pas l'objet d'une grande publicité.

Le décor est planté, et nous approchons des premiers événements majeurs.

Les victimes de cette pièce sont, malheureusement, les gens ordinaires, qui espèrent simplement avoir une vie décente. Ils seront pris au dépourvu et incapables de comprendre ce qui s'est passé, et encore moins de prendre des mesures pour se sauver. Ceux qui n'ont pas passé les années précédentes à s'éduquer et à préparer une vie alternative souffriront le plus.

Tous ceux qui vivent dans un pays en voie d'effondrement seront affectés négativement. Certains s'en sortiront mieux que d'autres, mais vivre sur ce mince espoir, c'est un peu comme avoir la chance de vivre dans la banlieue d'Hiroshima en 1945.

Il y a peu de réconfort à être l'un des moins blessés.

▲ [RETOUR](#) ▲

Les économies peuvent s'épuiser, elles aussi, et elles sont en train de le faire

Les économies peuvent aussi s'épuiser, et elles sont déjà en train de glisser vers les dernières étapes de l'épuisement.

Le burnout a un don étonnant pour nous surprendre. Nous sommes stressés et fatigués, mais nous fonctionnons encore à un niveau élevé, et soudain notre capacité à continuer s'effondre. Nous ne sommes plus capables de fonctionner, même si nous (ou les autres) nous cajolons. Nous sommes épuisés et il n'y a pas de solution rapide et facile. Nous devons reconstruire lentement notre vie pour fonctionner à un rythme beaucoup plus tranquille, avec une charge de stress beaucoup plus légère et une fragilité systémique bien moindre.

Ce processus est le sujet de mon récent livre *When You Can't Go On : Burnout, Reckoning and Renewal* (exemple de chapitre).

Les économies peuvent aussi s'épuiser. En d'autres termes, le burnout est invariable à l'échelle : nous comprenons que les individus s'épuisent, mais les entreprises, les villes et les économies peuvent également s'épuiser, pour les mêmes raisons que les individus.

Christina Malasch, professeur à l'université de Californie-Berkeley, a été la première à mener des recherches sur les causes du burnout. Elle s'est concentrée sur l'épuisement professionnel, mais la dynamique qu'elle a identifiée dans les lieux de travail toxiques peut également être appliquée de manière constructive à tous les systèmes humains, jusqu'à l'ensemble de l'économie mondiale hyper-mondialisée et hyper-financiarisée.

1. Une charge écrasante de stress systémique provenant de sources multiples (surcharge de travail, dommages environnementaux, sécheresse, dette, corruption, épuisement, etc.)
2. Une perte de contrôle des sources de stress systémique (les travailleurs n'ont aucun contrôle sur leur travail, les banques centrales peuvent imprimer de l'argent mais pas de l'eau, etc.)
3. Une diminution de la récompense des efforts (les travailleurs ne sont pas rémunérés pour leurs efforts supplémentaires, les initiatives politiques positives sont contrecarrées par des intérêts particuliers, etc.)
4. Le réseau est toxique (le lieu de travail est toxique, le cirque politique est toxique, la chaîne d'approvisionnement est toxique, etc.)
5. L'injustice / l'iniquité est à l'ordre du jour (les initiés truquent le système au profit de leurs intérêts personnels, la "justice" est réservée aux riches et aux personnes bien connectées, les procès pour l'exemple et les exécutions par calomnie sur les médias sociaux sont légion, etc.)
6. Le système exige l'adhésion à des valeurs corrompues, destructrices et vénales (la primauté de la cupidité et de l'intérêt personnel, les gains à court terme l'emportent sur les coûts sociaux et environnementaux à long terme, les relations publiques sordides et intéressées sont la forme de communication dominante, etc.)

Avez-vous reconnu les six sources d'épuisement systémique dans l'économie mondiale ? Nous avons un gagnant ! La triste vérité est que les six sources d'épuisement systémique sont douloureusement évidentes, et cela explique en grande partie pourquoi l'économie mondiale hyper-mondialisée et hyper-financiarisée est en train de s'effondrer en temps réel : l'économie mondiale est toxique pour les participants, la planète et l'intégrité structurelle de tous les systèmes humains.

Il m'a été difficile de choisir quelques exemples de la façon dont les systèmes économiques/sociaux s'épuisent, car les exemples sont très nombreux. Puisque tout le monde est exposé au système médical, regardons l'immense expansion de la charge bureaucratique du système en termes de nombre d'administrateurs et de leur rémunération : les deux sont hors normes par rapport aux médecins. (Voir les graphiques.)

Il n'est pas surprenant que les jeunes médecins s'épuisent. Les administrateurs gagnent beaucoup d'argent en réarrangeant les chaises longues du Sickcare Titanic pour maximiser les profits de l'entreprise par tous les moyens disponibles (surfacturation, fraude, médicaments et procédures excessifs, augmentation de la charge de travail du personnel, etc.), la main-d'œuvre de première ligne est épuisée et beaucoup plus proche de la démission en masse que ne le comprend le public mal informé.

Peu importe les effets secondaires de la poignée de médicaments que nous avons prescrits, ou la provenance des ingrédients des médicaments ; installez-vous confortablement sur cette belle chaise longue à bord du Sickcare Titanic. Tout est sous contrôle, et nous allons facturer votre assureur ou Medicaid / Medicare sous peu.

L'eau fait la une des journaux parce qu'il s'avère qu'il n'y a pas de substitut à l'eau douce et que les banques centrales ne peuvent pas en imprimer davantage en quelques clics. En effet, il s'avère que l'industrie, l'énergie, l'alimentation et, bon sang, la vie elle-même (sans parler des piscines des gros riches) dépendent d'un flux abondant et fiable d'eau douce - un flux qui s'assèche à l'échelle mondiale.

L'ouest des États-Unis est en proie à une méga-sécheresse, l'Europe est en proie à la sécheresse et la Chine aussi. La bataille politique que se livrent les utilisateurs (voir le tableau des États demandeurs d'eau du fleuve Colorado) n'a pas de gagnants, seulement des perdants. La question de savoir quel secteur économique va s'assécher et disparaître est désormais ouverte à l'échelle mondiale.

L'économie de l'économie mondiale basée sur la mise en décharge des déchets est en train d'expirer, et nous sommes mal préparés à fonctionner sans gaspiller les ressources par le biais d'une obsolescence planifiée oh combien rentable, de millions de véhicules immobilisés dans les embouteillages (plus de carburant gaspillé = PIB plus élevé - nous sommes en pleine croissance !

Le paragraphe de conclusion de cet article sur la crise systémique de l'eau en Chine va droit au but : *reshore or perish* : La crise croissante de l'eau en Chine : Une sécheresse chinoise serait une catastrophe mondiale :

Les chaînes d'approvisionnement centrées sur la Chine ont mis des décennies à se construire et ne peuvent pas être déplacées facilement ou rapidement ailleurs. C'est une raison de plus pour que les gouvernements agissent maintenant pour préparer les marchés mondiaux clés à une crise de l'eau prolongée en Chine. L'expérience passée n'est pas non plus d'un grand secours : lorsque la Chine a subi de vastes sécheresses pluriannuelles en 1876 et 1928, elle n'était pas "l'usine du monde". Aujourd'hui, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont terriblement mal préparées à une sécheresse chinoise qui pourrait perturber les échanges de céréales et la production de matériaux industriels essentiels sur plusieurs continents. Alors que la Chine continue à surexploiter les eaux souterraines dans un contexte de volatilité météorologique accrue, elle se rapproche chaque année d'un événement catastrophique lié à l'eau et des mesures énergiques doivent être prises tant qu'il est encore temps.

C'est bien sûr le sujet de mon livre de 2021, *Global Crisis, National Renewal : A (Revolutionary) Grand Strategy for the United States* (chapitre gratuit) dans lequel je présente une stratégie visant à réduire la charge toxique de notre économie / société, à restaurer des valeurs constructives et à passer à un modèle plus productif et durable de vitalité sociale et économique.

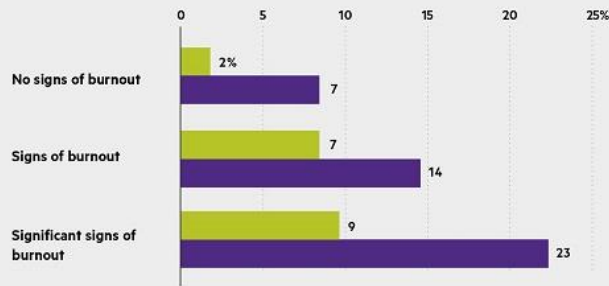
Les économies peuvent aussi s'épuiser, et elles sont déjà en train de glisser vers les dernières étapes de l'épuisement. Les boucles de rétroaction toxiques se renforcent mutuellement et le temps presse. Les solutions abondent, mais pas dans le statu quo infiniment gourmand de l'économie de la mise en décharge - Waste Is

Growth.

Burned out physicians more likely to leave – especially younger ones

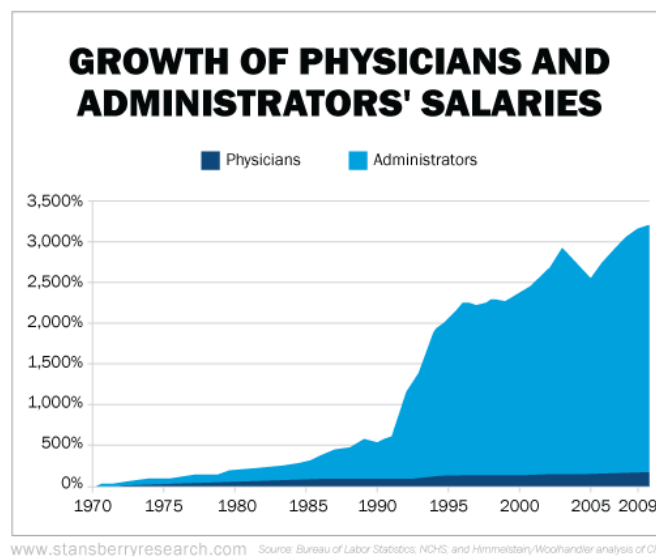
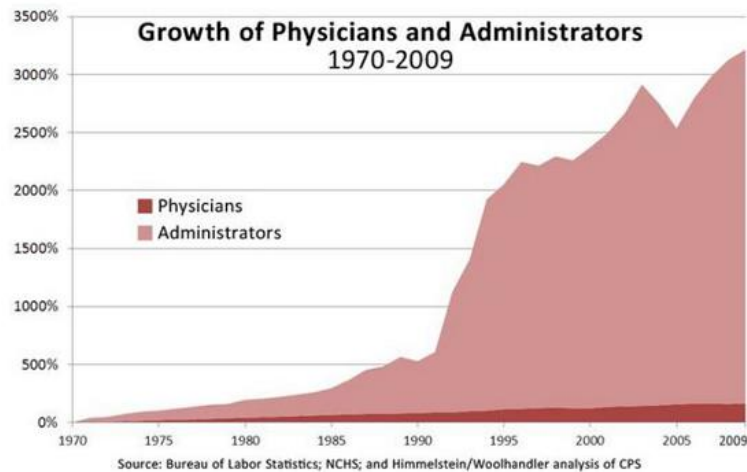
Physician age 45-59
Physician age <45

Percent of physicians who disagree with the statement "I am very likely to be working for my current organization 3 years from now" by level of burnout



Source: athenahealth

Sample: Survey of 1,391 physicians, June 2018. Methodology available at athenahealth.com/insight/methodology.





source: Foreign Affairs, 8/23/22 "China's Growing Water Crisis"

WHERE THE WATER GOES:

Who Shares the Colorado River?



▲ [RETOUR](#) ▲

.Que dira Powell demain ?

Jim Rickards **25 août 2022** , traduit de l'anglais



La Fed a donné le coup d'envoi de sa réunion annuelle très attendue à Jackson Hole aujourd'hui.

Les banquiers centraux du monde entier sont présents, mais les marchés sont surtout préoccupés par ce que le

président de la Fed, Jay Powell, dira demain.

Les marchés souhaitent qu'il indique que la Fed va lever le pied et adopter une politique de relèvement des taux moins agressive, les chiffres de l'inflation de juillet ayant été (légèrement) inférieurs aux prévisions.

Mais à 8,5 %, l'inflation reste une préoccupation sérieuse pour la Fed. Et comme son taux cible se situe toujours entre 2,25 et 2,50 %, la Fed est encore loin derrière la courbe.

Même si les forces inflationnistes se sont un peu calmées, ce qui est discutable en soi, l'inflation est bien supérieure à son taux cible. En gros, la Fed a encore beaucoup de retard à rattraper.

Mais le fait est que **la Fed ne comprend même pas la source de l'inflation actuelle.**

La Fed n'a pas le bon diagnostic

Comme je l'ai déjà dit, elle est habituée à des modèles axés sur l'inflation "*tirée par la demande*", où les consommateurs achètent en prévision d'une inflation encore plus élevée. Mais l'inflation que nous observons est appelée "*inflation par les coûts*".

Elle provient du côté de l'offre, et non de la demande. Il s'agit de la hausse des prix du pétrole due à la politique de Biden visant à arrêter la production pétrolière nationale. Elle provient également de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement mondiale et de la guerre en Ukraine.

Il est essentiel de comprendre la différence entre l'inflation "*tirée par la demande*" et l'inflation "*poussée par les coûts*", c'est pourquoi je ne cesse d'insister sur ce point.

Comme la Fed a mal diagnostiqué la maladie, elle applique le mauvais médicament. Une politique monétaire restrictive ne résoudra pas un choc d'offre. La hausse des prix se poursuivra. Mais une politique monétaire restrictive nuira aux consommateurs, augmentera l'épargne et fera augmenter les taux d'intérêt hypothécaires, ce qui nuira notamment au logement.

Regarder septembre

Mais ce n'est pas tout. La Fed a commencé à réduire son bilan en juin. Jusqu'à présent, elle n'a pas retiré beaucoup d'argent, environ 47 milliards de dollars par mois. Mais à partir du mois prochain, la Fed devrait doubler ce chiffre pour atteindre 95 milliards de dollars par mois.

C'est une différence significative. Et il est très peu probable que Powell indique demain qu'ils prévoient de réduire ce montant. Ils vont aller de l'avant avec leurs plans, du moins pour un certain temps.

Le marché peut ne pas aimer cela, mais la Fed est prête à laisser les marchés chuter, tant que cela n'est pas "désordonné". Ben Bernanke m'a dit un jour que la Fed tolérerait une baisse de 15 %. Après cela, elle ne commencera à prêter attention que si la chute est, elle aussi, désordonnée.

La Fed continuera probablement à resserrer les taux jusqu'à ce qu'il y ait quelque chose comme un autre "massacre de la veille de Noël".

La Fed panique

Lorsque la Fed a commencé le QT fin 2017, elle a exhorté les acteurs du marché à l'ignorer. Ils ont dit que le plan QT était en pilotage automatique, que la Fed n'allait pas l'utiliser comme un instrument de politique et qu'il "*fonctionnerait en arrière-plan*", tout comme un programme informatique ouvert mais non utilisé pour le moment.

C'était bien que la Fed dise cela, mais les marchés avaient un autre avis. Les analystes estiment que le QT équivaut à deux ou quatre hausses de taux par an en plus des hausses de taux explicites.

La Fed était en train de relever les taux et de réduire son bilan lorsque, le 24 décembre 2018, le marché boursier s'est effondré, chutant de 20 % en 2½ mois. La Fed a paniqué et a pivoté à nouveau vers l'assouplissement monétaire.

Nous pouvons nous attendre à une suite à un moment donné, mais nous n'en sommes pas encore là.

Aujourd'hui, la Fed se resserre sur la faiblesse. Nous sommes déjà en récession, malgré tous les beaux discours de l'administration et des médias grand public. Vous voulez plus de preuves que l'économie s'affaiblit ?

Les niveaux les plus bas depuis l'apogée des verrouillages de COVID

L'indice composite des directeurs d'achat (PMI) du mois d'août s'est établi à 45, en dessous des 47,7 attendus, ce qui correspond aux niveaux de récession ou presque.

La composante manufacturière est tombée à 51,3, soit le chiffre le plus bas depuis juillet 2020. Et la composante des services a chuté à 44,1, le plus bas niveau depuis mai 2020, l'apogée des verrouillages du COVID.

L'indice PMI est un baromètre global de la vigueur économique, dans de nombreux secteurs. Et la tendance n'est pas bonne.

Donc oui, l'économie ralentit. Nous sommes déjà en récession, et la Fed ne fera qu'empirer les choses.

Garbage in, Garbage Out

Les antécédents de la Fed en matière d'utilisation de modèles erronés, de modèles défectueux et de mauvaises décisions prises au mauvais moment restent intacts. Le resserrement de la politique monétaire de la Fed fera couler les marchés boursiers et ralentira encore plus l'économie.

C'est une énorme erreur, mais la Fed le fera quand même. Elle n'a vraiment aucune idée du monde réel. Je suis un grand critique des modèles de la Fed, car ils sont obsolètes et ne correspondent pas à la réalité.

C'est pourquoi j'utilise un ensemble de modèles complètement différents qui traitent du monde réel. Ils sont basés sur les mêmes modèles que ceux utilisés par la CIA pour attraper les terroristes et démanteler les complots terroristes. Aujourd'hui, j'ai organisé un événement au cours duquel j'ai expliqué comment ces mêmes modèles peuvent vous aider à naviguer sur les marchés tumultueux d'aujourd'hui.

Une série ininterrompue d'échecs

Si l'on considère toute l'histoire de la Fed depuis 1913, elle a prouvé qu'elle était très douée pour détruire l'économie en faisant la mauvaise chose au mauvais moment. Et elle est en train de le faire à nouveau.

Lorsque la Fed se rendra compte de son erreur de resserrer la politique monétaire en cas de faiblesse de l'économie, elle devra faire volte-face et passer à une politique d'assouplissement. L'assouplissement se fera d'abord par le biais de conseils et de pauses dans le rythme des hausses de taux, puis éventuellement par des baisses de taux réelles jusqu'à zéro et enfin par l'inversion des réductions de bilan en augmentant le bilan par le biais d'un nouvel assouplissement quantitatif.

Puis le cycle recommencera, avec les mêmes résultats prévisibles.

La leçon à tirer est que lorsque la Fed essaie de normaliser, elle ne peut pas le faire. Elle est prise dans un piège de sa propre création, sans possibilité de sortie, ou du moins sans possibilité de sortie facile sans causer beaucoup de douleur.

Gardez cela à l'esprit lorsque vous entendrez ce que Powell a à dire demain à Jackson Hole.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La machine à remonter le temps

Un voyage en vitesse de distorsion jusqu'à l'Âge de l'Abondance (février 2022)...

Joel Bowman 28 août 2022 , traduit de l'anglais



Joel Bowman, qui nous parle aujourd'hui depuis Buenos Aires, en Argentine...



Quelque chose d'un peu différent pour vous aujourd'hui, cher lecteur ; un voyage dans la machine Wayback When. Comme vous l'avez peut-être remarqué, nous avons accueilli une toute nouvelle cohorte de lecteurs dans nos humbles rangs au cours du dernier mois environ (si c'est vous, prenez une chaise et installez-vous confortablement)...

C'est pourquoi nous sommes revenus en arrière, comme l'ancienne secrétaire de presse de la Maison Blanche, Jen Psaki, avait l'habitude de dire, en faisant le point sur ce que nous avons fait... et en essayant d'avoir une idée de la direction que nous pourrions prendre.

En parcourant nos archives croissantes de Sunday Sessions, nous sommes tombés sur le numéro suivant, publié pour la première fois le 13 février de cette année, une semaine à peine avant que les chars russes ne franchissent la frontière ukrainienne.

Cette même semaine, nous venions d'enregistrer un épisode du podcast Fatal Conceits avec Byron King, investisseur en ressources naturelles et expert en géopolitique, au cours duquel nous avons discuté de la situation précaire des marchés mondiaux de l'énergie... une situation qui allait devenir beaucoup plus précaire dans les jours suivant notre conversation.

Bien sûr, nous n'avions aucune idée des événements qui allaient se produire dans les semaines et les mois à venir... du conflit lui-même aux sanctions qui en découlent, y compris l'armement du dollar américain, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à la démondialisation en cours, des chocs énergétiques à l'inflation qui sévit depuis quarante ans aux États-Unis et en Europe, et bien d'autres choses encore. Et pourtant, en relisant ce numéro

avec le recul et en écoutant les réflexions sages et judicieuses de Byron, on ne peut s'empêcher de se demander s'il n'y avait pas des indices en cours de route, des miettes de pain qui pointaient vers une version de ce qui allait arriver.

Il n'est pas donné à l'homme de connaître son destin, comme on dit, mais une connaissance pratique de notre histoire récente, associée à une évaluation sans complaisance de notre propre nature imparfaite et prévisible, peut nous aider à nous faire une idée de ce qui nous attend.

C'est donc dans cet esprit que nous vous invitons à revenir à une époque plus simple, où les conflits armés sur le sol européen n'étaient encore qu'un clin d'œil à M. Poutine, où les pannes d'électricité dans les pays hautement industrialisés n'étaient que l'affaire des théoriciens du complot aux yeux fous et où l'inflation persistante et élevée d'une génération à l'autre n'en était encore qu'à ses débuts "transitoires"...

Profitez de l'une de nos toutes premières sessions du dimanche, y compris une introduction de ce qui semble maintenant être un lointain Âge d'Abondance...

"Pourquoi, parfois j'ai cru jusqu'à six choses impossibles avant le petit déjeuner."

~ **La Reine dans Alice au pays des merveilles de Lewis Carroll**

Il ne se passe pas un jour sans que nous soyons invités à suspendre notre incrédulité, à prendre congé de nos sens, et à accepter d'une part le totalement grotesque, et d'autre part l'inexplicablement divin.

Nous nous levons chaque dimanche, ce qui est un petit miracle en soi. Comme beaucoup de chers lecteurs, nous prenons notre café (flat white, extra shot) comme s'il s'agissait d'une évidence, appréciant à peine les nombreuses mains qui ont participé à sa fabrication. De même, nos œufs arrivent dans notre assiette, copieux et nourrissants, comme s'ils étaient livrés par des anges en tablier. Quant au bacon, c'est comme si Déméter elle-même avait préparé le parfait petit-déjeuner, avec nos papilles gustatives en tête.

Nos vêtements, aussi, sont livrés depuis des terres exotiques... Bangladesh, Vietnam, Sri Lanka... cousus par des mains douces, emballés par des mains calleuses, puis expédiés et transportés à travers les mers sombres du vin vers des personnes anonymes, accroupies devant des écrans d'ordinateurs portables.

Ces gadgets, à leur tour, sont assemblés, méticuleusement et de manière experte, par des personnes que nous ne rencontrerons jamais, dans des usines que nous ne visiterons jamais. Ils sont imaginés par des futuristes, conçus par des génies et distribués aux confins du monde connu sur des vaisseaux et des véhicules d'une complexité inimaginable.

Et pourtant, qu'avons-nous fait pour mériter une telle générosité ? Quelle nouvelle terre avons-nous découverte ? Quelle maladie avons-nous guérie ? Quelle invention avons-nous apportée à l'humanité, pour que nous soyons prodigués avec un tel luxe ?

Nada. Nil. Zilch.

Aucune Ode à une urne grecque n'a coulé de notre plume. Aucun moment Eureka ! n'a jailli de notre crâne. Aucune machine complexe, aucune statue de David ou symphonie inachevée n'a émané de notre être sacré.

Et pourtant, nous pouvons convoquer un chauffeur privé en cliquant sur un bouton, aussi facilement qu'un roi peut commander sa cavalerie. Des chefs experts prépareront notre repas, dans la cuisine de notre choix, et le livreront à notre porte dans l'heure qui suit. Et si nous le souhaitons, nous pouvons faire ce dont le pauvre Dedalus n'a fait que rêver : monter à bord d'un engin volant et nous envoler à travers les cieux vers n'importe quelle destination sur la terre verte de Dieu.

Nous mentionnons ces merveilles, même si ce n'est qu'en passant, pour souligner la nature précaire de l'économie mondiale... et la facilité avec laquelle elle peut être perturbée, en particulier par des améliorateurs du monde bien intentionnés, qui ignorent les leçons de l'histoire pour imposer leurs "solutions" descendantes, de type économie dirigée, à des problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés.

En début de semaine, nous nous sommes entretenus avec Byron King, géologue formé à Harvard, expert en géopolitique et homme de lettres. Ce que Byron ne sait pas sur les marchés de l'énergie pourrait bien ne pas valoir la peine d'être su. Et ce qu'il voit arriver devrait alarmer les personnes qui apprécient des choses comme... oh, des interrupteurs qui fonctionnent, des boutons sur leurs chemises, des antibiotiques, du blanc dans leur peinture, des trains d'atterrissage sur leurs avions, de l'acier dans leurs ponts. Vous savez, le genre de choses que nous sommes régulièrement invités à prendre pour acquises, jusqu'à ce qu'elles disparaissent.

Au cours d'une heure environ, Byron a mis en garde contre la crise imminente des molécules ("il n'y a pas que l'énergie, il y a une pénurie de tout..."), la folie de la grande transition énergétique ("il s'avère qu'on ne peut pas alimenter le monde avec des "j'aime" sur Facebook et des invitations à votre anniversaire") et le risque géopolitique de la délocalisation d'industries essentielles, en particulier dans l'"économie du matériel".

L'objectif de ce projet est d'améliorer la qualité de vie de tous les citoyens de l'Union européenne en leur permettant d'avoir accès à des services de qualité. Nous vous invitons à l'apprécier et à nous faire part de vos réflexions dans la section des commentaires, ci-dessous...

Homo Credulus

Par Joel Bowman

L'homme : il est prêt à faire n'importe quoi.

Avec les bonnes circonstances... un peu de programmation... et suffisamment de temps pour que tout cela macère dans son doux cerveau de mammifère... il n'y a presque rien que l'Homo Credulus n'apprendra à embrasser.

Vous ne nous croyez pas ?

Jetez un coup d'oeil à l'histoire ; vous vous demanderez bientôt comment nous avons pu aller aussi loin.

Bien sûr, vous découvrirez des gadgets et des engins volants... l'art et l'agriculture... la musique et les mathématiques. Vous serez témoin de percées scientifiques spectaculaires, du chiffre "0" et de l'empreinte d'un homme sur la lune. Vous trouverez aussi des voitures avec tellement de porte-gobelets que vous ne saurez plus où mettre votre Big Gulp 7/11 surdimensionné.

Mais vous vous gratterez aussi la tête. Peut-être même que vous pleurerez. Et si vous réfléchissez bien, vous remettrez certaines choses en question...

"Les banques centrales ?" "La démocratie moderne ?" "Le Ellen DeGenerate Show ?"

Comment l'humanité a-t-elle survécu à de telles atrocités ? Auto-infligées, pas moins ! Et pourquoi, d'ailleurs, s'empresse-t-il si ardemment de répéter et rejouer ses pires erreurs ? (Ellen est à l'antenne depuis 2003 !)

Ne soyez pas trop dur avec vous-même, cher lecteur. Après tout, la répétition n'a rien de nouveau...

La mort par la majorité

Vous vous souviendrez que ce sont les Grecs qui, les premiers, ont donné au monde la démocratie - du grec,

dēmokratía, littéralement "Règle par le 'peuple'". (Et oui, ce sont ces mêmes Grecs qui ont mis à mort leur propre Socrate bien-aimé... par un vote majoritaire de 361-140).

Aujourd'hui, la démocratie est un principe cher à "l'Occident". Elle est tissée dans la religion civique, cousue dans le tissu social. Les hommes s'empressent de se battre pour elle, de faire du prosélytisme pour elle ... et de mourir dans des fossés oubliés pour la défendre.

Du moins, c'est ce qu'ils croient faire. Comme d'habitude, les pauvres idiots ont été dupés. Voici un petit contexte historique...

L'expression "Rendre le monde sûr pour la démocratie" était en fait un slogan de marketing, inventé dans les années 1910, pour vendre "La Grande Guerre" aux Américains. Lassés de leur propre guerre civile désastreuse, survenue quelques décennies plus tôt, au cours de laquelle des centaines de milliers de jeunes hommes avaient rendu l'âme, les Américains étaient alors essentiellement tournés vers l'intérieur. En d'autres termes, ils ne voulaient pas se mêler de ce qu'ils considéraient comme une "affaire européenne".

Les sondages pouvaient indiquer qu'il n'y avait aucun appétit pour la bataille... mais les politiciens de la nation étaient néanmoins affamés de mésaventures militaires. Ils voyaient de gros profits à l'étranger, tant dans la fabrication d'armements que dans les prêts bancaires onéreux aux pays étrangers. Bien sûr, "la nation" devrait remplir les chars et les tranchées de jeunes corps chauds... mais très peu de soldats porteraient le nom d'un sénateur avec leur fusil.

Et donc, après une campagne de relations publiques aux proportions épiques, l'Amérique est partie à la guerre... enveloppée dans l'illusion qu'on lui avait fraîchement vendue.

Eddie Bernays, l'homme qui a inventé l'expression et, ainsi, a colporté la guerre en Amérique, a fait fortune pour ses efforts. Il fut même invité par Woodrow Wilson à assister à la Conférence de Paix de Paris, en 1919, en signe de gratitude pour ses services.

Là, Bernays a appris tout l'impact de son slogan "démocratie". Un gars manifestement brillant, cette expérience surréaliste lui fit penser...

Si les gens font la queue pour s'entretuer sous l'influence d'une simple campagne de marketing... ils peuvent sûrement être convaincus de faire, dire et acheter n'importe quoi !

Bernays avait raison. En fait, il a écrit une série de livres, détaillant ses idées. Parmi ceux-ci, citons *Crystallizing Public Opinion* (1923), *A Public Relations Counsel* (1927) et un petit livre intitulé *Propaganda* (1928), dans lequel Bernays expose les grandes lignes de la manipulation sociale et psychologique de masse.

Une ruse sous tout autre nom

Les ouvrages rassemblés sont devenus un énorme succès... et le favori de nul autre que Joseph Goebbels, ministre de la propagande du Reich dans l'Allemagne nazie entre 1933 et 1945.

Bernays lui-même, dans son autobiographie de 1965, se souvient d'un dîner à la maison en 1933 où...

*Karl von Wiegand, correspondant étranger des journaux Hearst, vieux routier de l'interprétation de l'Europe et tout juste revenu d'Allemagne, nous parlait de Goebbels et de ses plans de propagande pour consolider le pouvoir nazi. Goebbels avait montré à Wiegand sa bibliothèque de propagande, la meilleure que Wiegand ait jamais vue. Goebbels, disait Wiegand, utilisait mon livre *Crystallizing Public Opinion* comme base pour sa campagne destructrice contre les Juifs d'Allemagne. Cela m'a choqué. [...] Il est évident que l'attaque contre les Juifs d'Allemagne n'était pas un débordement émotionnel des nazis,*

mais une campagne délibérée et planifiée.

Il est vraiment effrayant de penser qu'une entreprise aussi odieuse a été conçue, planifiée, préméditée et exécutée selon une sorte de scénario. Et pourtant, elle est là... selon les propres mots de Bernays, le "Père de la Propagande".

Ayant acquis une réputation quelque peu entachée par association, la propagande elle-même a subi un "rebranding stratégique" après la Seconde Guerre mondiale. Mais ne vous y trompez pas, le même métier prospère encore aujourd'hui, sous la désignation plus acceptable socialement de "relations publiques".

Mais une ruse sous un autre nom...

"Pourrions-nous être à nouveau aussi stupides ?" se demande le gentil lecteur. "La foule pourrait-elle encore être influencée par ce que Charles Mackay appelle 'les extraordinaires illusions populaires et la folie des foules' ?"

Mais bien sûr ! C'est la nature même de la foule !

Que ce soit en amour, en finance, en politique ou dans tout autre domaine, l'homme a l'habitude d'être convaincu, assuré, persuadé, souvent contre son propre intérêt. Rares sont les absurdités dans lesquelles il ne se réfugiera pas, n'investira pas son capital durement gagné ou ne dilapidera pas sa moralité.

Tout ce dont il a besoin, c'est d'une bonne histoire, quelque chose qui arrête son imagination et cautérise sa capacité de raisonnement. Une distraction de son existence solitaire et quotidienne.

Ça, et quelques miettes pour passer ses lèvres.

Le poète romain Juvénal l'a reconnu lorsqu'il s'est moqué du stratagème "panem et circenses" (du pain et des jeux), il y a près de deux millénaires. Dans sa Satire X, il faisait référence à l'Annona (une sorte de distribution de céréales) et aux célèbres jeux du cirque, qui se tenaient au Colisée et ailleurs, comme étant conçus pour maintenir la population irréfléchie nourrie et heureuse.

Regardez autour de vous aujourd'hui, cher lecteur. Que voyez-vous, deux millénaires plus tard, en l'an de grâce 2022 ?

Nous avons la télé-réalité et les matchs de sport dans les stades... des programmes de coupons alimentaires et un Everest de paiements de transfert... nous avons des mandats de masques dans les écoles et toute la prétention de la sûreté et de la sécurité... il y a 30 000 milliards de dollars de dette nationale et des dépenses gouvernementales à profusion... plus une main-d'œuvre qui s'effondre, une épidémie d'opioïdes (dépassant le COVID-19 chez les < 65 ans) et Whoopi Goldberg dans la boîte à péchés...

Et derrière tout cela, le plus grand spectacle de pain et de cirque jamais vu : la démocratie représentative moderne.

Aujourd'hui comme hier, le spectacle continue !

Et ce sera tout pour une autre semaine, cher lecteur. Nous attendons des invités pour un déjeuner dominical tardif dans l'heure qui suit et il nous manque quelques bouteilles de Malbec pour constituer le stock nécessaire. (Nos invités sont anglais, donc...)

Au fait, si vous cherchez une recette impossible à gâcher, une recette qui donnera à vos invités l'impression que vous vous y connaissez en cuisine même si vous êtes une vraie godiche, jetez un coup d'œil à ce ragoût de porc

cuit lentement. N'oubliez pas d'en faire assez pour avoir des restes de sandwiches au porc tiré avec de la salade de chou pour le déjeuner du lundi.

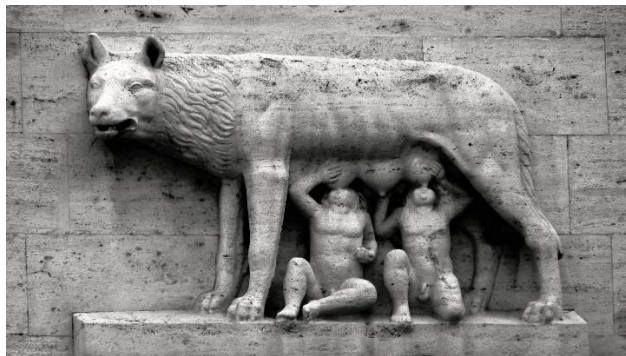
Bill sera de retour avec ses missives habituelles demain ; Tom et Dan avec leurs notes sur le marché pour les membres, respectivement mercredi et vendredi.

Quoi que vous fassiez ce week-end, soyez bons... ou faites-le bien.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le déclin et la chute de l'empire américain

par Doug Casey 31 août 2022 , traduit de l'anglais



Comme certains d'entre vous le savent, je suis un passionné d'histoire ancienne. J'ai pensé qu'il serait intéressant de discuter de ce qui est arrivé à Rome et, à partir de là, de ce qui risque d'arriver aux États-Unis.

Mais avant de continuer, veuillez vous asseoir confortablement. Cet article va nécessairement aborder les sujets dont vous n'êtes pas censé parler - la religion et la politique - et faire ce que vous n'êtes pas censé faire, à savoir critiquer l'armée.

Il y a de bonnes raisons de se tourner vers Rome plutôt que vers toute autre civilisation lorsqu'on essaie de voir où vont les États-Unis. Tout le monde sait que Rome a décliné, mais peu de gens comprennent pourquoi. Et je pense qu'ils sont encore moins nombreux à réaliser que les États-Unis sont aujourd'hui sur la même voie pour à peu près les mêmes raisons, que je vais explorer sous peu.

Rome a atteint le sommet de sa puissance militaire vers l'an 107, lorsque Trajan a achevé la conquête de la Dacie (le territoire de l'actuelle Roumanie). Avec la Dacie, l'empire a atteint son apogée en termes de taille, mais je dirais qu'il avait déjà dépassé son apogée pour presque toutes les autres mesures.

Les États-Unis ont atteint leur apogée par rapport au reste du monde, et d'une certaine manière leur apogée absolue, dès les années 1950. En 1950, ce pays produisait 50 % du PNB mondial et 80 % de ses véhicules. Aujourd'hui, il représente environ 21 % du PNB mondial et 5 % de ses véhicules. Il possédait les deux tiers des réserves d'or du monde ; il n'en détient plus qu'un quart. Elle était, par une marge énorme, le plus grand créancier du monde, alors qu'elle est maintenant le plus grand débiteur par une marge énorme. Le revenu de l'Américain moyen était de loin le plus élevé du monde ; aujourd'hui, il se classe environ au huitième rang, et il recule.

Mais il n'y a pas que les États-Unis, c'est la civilisation occidentale qui est en déclin. En 1910, l'Europe contrôlait presque tout le monde - politiquement, financièrement et militairement. Aujourd'hui, elle est en train de devenir un Disneyland avec de vrais bâtiments et un zoo pour les Chinois. Elle est encore plus sur la pente glissante que les États-Unis.

Comme l'Amérique, Rome a été fondée par des réfugiés - de Troie, du moins dans le mythe. Comme l'Amérique,

elle a été dirigée par des rois au début de son histoire. Plus tard, les Romains sont devenus autonomes, avec plusieurs Assemblées et un Sénat. Plus tard encore, le pouvoir a été dévolu à l'exécutif, ce qui n'était probablement pas un accident.

Les fondateurs des États-Unis ont modelé le pays sur Rome, jusqu'à l'architecture des bâtiments gouvernementaux, l'utilisation de l'aigle comme oiseau national, l'utilisation de devises latines et l'utilisation malheureuse de la fasces - la hache entourée de bâtons - comme symbole du pouvoir de l'État. Publius, le pseudonyme de l'auteur des "Federalist Papers", tire son nom de l'un des premiers consuls de Rome. Comme à Rome, les prouesses militaires sont au cœur de l'identité nationale des États-Unis. Lorsque l'on adopte sérieusement un modèle, on finit par lui ressembler.

Une industrie artisanale considérable s'est développée pour comparer les temps anciens et modernes depuis qu'Edward Gibbon a publié *The Decline and Fall of the Roman Empire* en 1776 - la même année que la rédaction de *Wealth of Nations* d'Adam Smith et de la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Je suis un grand fan de ces trois ouvrages, mais D&F n'est pas seulement une grande histoire, c'est aussi une littérature très élégante et facile à lire. Et c'est en fait un fou rire ; Gibbon avait un esprit subtil.

Notre compréhension de Rome a énormément progressé depuis l'époque de Gibbon, grâce aux découvertes archéologiques. Il y avait beaucoup de choses qu'il ne savait pas, parce qu'il était autant philologue qu'historien, et qu'il basait ses écrits sur ce que les anciens disaient d'eux-mêmes.

À l'époque où Gibbon écrivait, il n'y avait pas de véritable science de l'archéologie ; peu de choses avaient été faites, ne serait-ce que pour mettre en corrélation les textes antiques subsistants avec ce qui se trouvait sur les monuments subsistants - même les monuments bien connus - et sur les pièces de monnaie. Sans parler des scientifiques qui creusaient dans les provinces à la recherche de ce qui restait des villas romaines, des sites de bataille, etc. Donc Gibbon, comme la plupart des historiens, était dans une certaine mesure un collecteur de oui-dire.

Et comment pouvait-il savoir qui croire parmi les sources anciennes ? C'est comme si William F. Buckley, Gore Vidal, H. L. Mencken, Norman Mailer et George Carlin avaient tous écrit sur le même événement et que vous deviez déterminer quelle histoire est vraie. Il serait donc difficile de savoir ce qui s'est réellement passé il y a quelques années... oubliez l'histoire ancienne. C'est la raison pour laquelle l'étude de l'histoire est si tendancieuse ; elle repose en grande partie sur le "il dit/il dit".

Quoi qu'il en soit, peut-être n'avez-vous pas envie d'une conférence sur l'histoire ancienne. Vous seriez probablement plus amusé par quelques suppositions sur ce qui va probablement arriver aux États-Unis.

Permettez-moi de commencer par dire que je ne suis pas sûr que l'effondrement de Rome n'ait pas été une bonne chose. Rome avait de nombreux aspects positifs - comme c'est le cas pour la plupart des civilisations. Mais Rome avait aussi beaucoup d'autres aspects que je désapprouve, comme son anti-commercialisme, son militarisme et, après César, son gouvernement centralisé et de plus en plus totalitaire. Dans cette optique, il convient de se demander si l'effondrement des États-Unis ne serait pas une bonne chose.

Alors pourquoi Rome est-elle tombée ? En 1985, un Allemand nommé Demandt a rassemblé 210 raisons. Je trouve certaines d'entre elles stupides, comme la dégénérescence raciale, l'homosexualité et la liberté excessive. La plupart sont redondantes. Certaines relèvent du simple bon sens, comme la faillite, la perte de la fibre morale et la corruption.

La liste de Gibbon est beaucoup plus courte. Bien qu'il soit assez difficile de résumer ses six gros volumes en une seule phrase, il attribue la chute de Rome à seulement deux causes, l'une interne et l'autre externe : le christianisme et les invasions barbares, respectivement. Je pense que Gibbon avait essentiellement raison sur les deux. Toutefois, en raison des sensibilités de son époque, il a abordé le début du christianisme (c'est-à-dire de sa

fondation jusqu'au milieu du IV^e siècle) avec beaucoup de douceur ; j'ai décidé de le traiter avec moins de délicatesse. J'espère que mon analyse de la religion et des invasions barbares (d'hier et d'aujourd'hui) ne dérangera pas trop de lecteurs.

Quoi qu'il en soit, tout en acceptant les idées de base de Gibbon sur les chrétiens et les barbares, j'ai décidé de décomposer davantage les raisons du déclin de Rome en dix catégories : politique, juridique, sociale, démographique, écologique, militaire, psychologique, intellectuelle, religieuse et économique, que j'aborderai toutes. Et, en prime, vers la fin de cet article, je vous donnerai une autre raison, sans aucun rapport et extrêmement importante, de l'effondrement de Rome et des États-Unis.

Vous n'êtes pas obligé d'être d'accord avec mon interprétation, mais voyons quelles leçons nous pouvons tirer de l'histoire de Rome, depuis sa fondation semi-mythique par Romulus et Remus en 753 avant J.-C. (une histoire qui entre en conflit avec le récit de Virgile sur Énée et les Troyens réfugiés) jusqu'à ce qui est conventionnellement désigné comme la fin de l'empire d'Occident en 476 après J.-C, lorsque l'enfant-empereur Romulus Augustulus fut déposé par Odoacer (un général germanique à la tête de ce qui passait pour l'armée romaine - qui était alors presque entièrement composée de mercenaires germaniques qui n'avaient aucune loyauté envers l'idée de Rome). Cela ressemble beaucoup à l'expérience américaine des deux derniers siècles. D'abord la conquête et l'expansion, puis la domination mondiale, et enfin le glissement vers le déclin.

Politique

Il est toutefois quelque peu trompeur de parler d'une simple chute de Rome, et beaucoup plus exact de parler de sa transformation progressive, avec des épisodes de ce que les paléontologues décrivent comme un "déséquilibre ponctué". Les chutes ont été nombreuses.

La Rome républicaine est tombée en 31 avant J.-C. avec l'accession d'Auguste et le début de ce que l'on appelle le Principat. Elle s'est presque désintégrée au cours des 50 années du milieu du III^e siècle, période de guerre civile constante, du début des incursions barbares et de la destruction de la monnaie d'argent de Rome, le denier.

Rome, en tant que société libre, s'est effondrée dans les années 290, avant de changer à nouveau radicalement, avec Dioclétien et la période de domination (nous y reviendrons). La fin est peut-être arrivée en 378, lorsque les Goths ont détruit une armée romaine à Adrianople et que les invasions en masse ont commencé. Peut-être devrions-nous appeler 410 la fin, lorsque Alaric - un Goth qui était en fait un général romain - a mené le premier sac de Rome.

On pourrait dire que la civilisation ne s'est pas vraiment effondrée avant la fin des années 600, lorsque l'Islam a conquis le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et a coupé le commerce méditerranéen. Peut-être devrions-nous utiliser 1453, date de la chute de Constantinople et de l'Empire d'Orient. Peut-être l'Empire est-il toujours vivant aujourd'hui sous la forme de l'Église catholique - le pape est le Pontifex Maximus portant des pantoufles rouges, comme Jules César lorsqu'il occupait cette fonction.

Un reflet certain dans le miroir lointain est qu'à partir de la période du Principat, Rome a connu une tendance accélérée vers l'absolutisme, la centralisation, le totalitarisme et la bureaucratie. Je pense que nous pouvons affirmer que l'Amérique est entrée dans son Principat avec l'accession de Roosevelt en 1933 ; depuis lors, le président règne en maître sur le Congrès, comme Auguste sur le Sénat. Les prébendes ont diminué de plus en plus avec le temps à Rome, tout comme aux États-Unis.

Après le troisième siècle, avec les guerres civiles constantes et la destruction de la monnaie, le Principat (où l'empereur, du moins en théorie, n'était que le premier parmi ses égaux) a cédé la place à la période du Dominat (du mot "dominus", ou seigneur, faisant référence à un maître d'esclaves), où l'empereur est devenu un monarque absolu. Cela s'est produit avec l'ascension de Dioclétien en 284, puis, après une autre guerre civile, de Constantin en 306. À partir de ce moment-là, l'empereur ne prétend même plus être le premier parmi ses pairs et est traité

comme un potentat oriental. La même tendance est à l'œuvre aux États-Unis, mais nous sommes encore loin du compte, même s'il faut noter que le président est désormais protégé par des centaines, voire des milliers, de gardes du corps. Harry Truman est le dernier président qui a osé sortir et se promener de manière informelle dans DC, comme un citoyen ordinaire, pendant son mandat.

Quoi qu'il en soit, tout comme le Sénat, les consuls et les tribuns, avec leurs vetos, sont devenus des anachronismes impuissants, il en est de même pour les institutions américaines. Très tôt, à partir du quatrième empereur, Claude, en 41 après JC, les prétoriens (qui avaient été mis en place par Auguste) ont montré qu'ils pouvaient désigner l'empereur. Et aujourd'hui, aux États-Unis, c'est probablement le cas de ses prétoriens - la NSA, la CIA et le FBI, entre autres - et bien sûr de l'armée. Nous verrons comment le prochain conflit de l'élection présidentielle de la pendaïson sera réglé.

Je pense que les bobos (les Romains les appelaient les capite censi, ou têtes de bétail) exigeront un leader fort alors que la Grande Dépression évolue, que le dollar est détruit et qu'une guerre sérieuse s'engage. Vous devez vous rappeler que **la guerre a toujours été la santé de l'État**. Les empereurs romains étaient censés, notamment par leurs soldats, être toujours engagés dans la guerre. Et ce n'est pas un hasard si les soi-disant plus grands présidents américains étaient des présidents de guerre - Lincoln, Wilson et FDR. Nous pouvons ajouter avec humour le président de guerre autoproclamé Baby Bush. Les héros militaires - comme Washington, Andrew Jackson, Ulysses Grant, Teddy Roosevelt et Eisenhower - sont toujours faciles à élire. Je pense qu'un général se présentera aux prochaines élections, lorsque nous serons confrontés à une véritable crise. Le public voudra un général en partie parce que l'armée est maintenant de loin l'institution la plus fiable de la société américaine. Son élection probable sera une erreur pour de nombreuses raisons, notamment parce que l'armée n'est en réalité qu'une variante lourdement armée du service postal.

Il est sage de garder à l'esprit les mots de Gibbon à propos de l'armée : "*Tout ordre d'hommes habitués à la violence et à l'esclavage fait de très mauvais gardiens d'une constitution civile.*"

Suite la semaine prochaine...

▲ [RETOUR](#) ▲

.La Russie à la tête de la nouvelle OPEP ?

Jim Rickards 29 août 2022, traduit de l'anglais

DAILY RECKONING



Le racket du blanchiment d'argent ukrainien continue. La semaine dernière, Joe Biden a promis une aide supplémentaire de 3 milliards de dollars à l'Ukraine. Cette aide comprend des systèmes d'armes qui permettront à l'Ukraine de se défendre sur le "long terme".

Mais combien de temps dure le long terme ? Combien de temps l'administration prévoit-elle de regarder l'Ukraine être détruite simplement parce qu'elle veut affaiblir la Russie ?

C'est un scénario familial. L'Ukraine dit : "*Donnez-nous plus d'argent et nous allons contre-attaquer.*" Puis ils écument l'argent, attendent une semaine ou deux et font la même demande. Biden leur donne l'argent de vos impôts. Lavage, rinçage et répétition.

Mais le soutien au racket de blanchiment d'argent de l'Ukraine entraîne l'appauvrissement de l'Europe. Les Allemands achètent du bois de chauffage. Les Polonais font la queue pendant des jours pour acheter du charbon. Ils veulent simplement se réchauffer en hiver, mais les élites mondialistes s'en moquent. Les gens ordinaires ne sont que des pions au service de l'agenda mondialiste.

La semaine dernière, le président français Emmanuel Macron a déclaré : "Nous vivons la fin de l'abondance." Eh bien, c'est vrai si les élites parviennent à fermer les industries pétrolières et gazières tout en forçant tout le monde à utiliser une énergie "verte" coûteuse et inefficace.

Décortiquons cela...

Des loups déguisés en moutons

Les adeptes de **l'énergie verte** parlent de durabilité et de sauvegarde de la planète, ce qui semble bien. Après tout, qui ne souhaite pas un environnement propre et sauver la planète ? Cela semble être une politique que nous devrions tous applaudir.

Malheureusement, la réalité est tout autre. Le mouvement est contrôlé par les élites mondialistes des entreprises et des gouvernements, alignées sur le Forum économique mondial.

L'objectif environnemental s'inscrit dans le cadre de l'effort des alarmistes climatiques visant à utiliser les fausses allégations de changement climatique comme cheval de Troie pour détruire les industries du pétrole et du gaz naturel, arrêter les moteurs à combustion interne et forcer les pays à utiliser des éoliennes et des modules solaires intermittents et non évolutifs.

Ils tentent également de prendre le contrôle de la finance mondiale et des banques centrales (par le biais de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero, ou GFANZ), afin d'empêcher l'octroi de nouveaux prêts aux entreprises pétrolières et gazières et de forcer les prêts à subventionner les véhicules électriques (VE) et les fabricants de batteries.

Peu importe que le **CO2** ne soit pas un poison (c'est la nourriture des plantes et **les humains l'exhalent toute la journée**) et que les batteries soient toxiques. Peu importe qu'il n'y ait pas d'urgence en matière de changement climatique. Il n'y a tout simplement pas de crise climatique existentielle comme le prétendent les alarmistes.

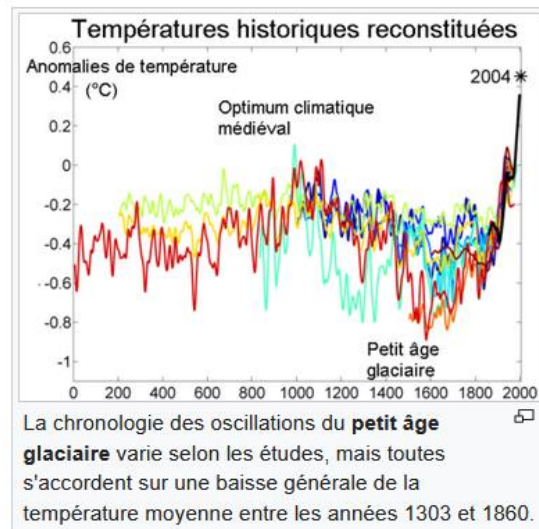
Il y a peut-être eu un très léger réchauffement entre 1995 et 2005 (ce qui est parfaitement normal), mais rien ne prouve que le CO2 en soit la cause principale ou que l'activité humaine en soit un facteur important.

J'aborde ici les émissions de CO2 des États-Unis et de la Chine, ainsi que la folie de l'accord de Paris sur le climat, que Biden a réaffirmé après que Trump a judicieusement retiré les États-Unis de cet accord.

Le vrai changement climatique

Le changement climatique lui-même se produit tout le temps et s'est produit bien avant l'invention de l'automobile. La période de réchauffement médiéval, qui s'est étendue de 950 à 1250 après J.-C., s'est caractérisée par des températures exceptionnellement élevées dans la région de l'Atlantique Nord. C'est à cette époque que les Vikings se rendaient jusqu'au Canada et que les fermes prospéraient au Groenland, dans des régions aujourd'hui recouvertes de glace.

Le petit âge glaciaire, qui a connu une phase intense de 1650 à 1725, a vu les canaux gelés en Hollande - une raison pour laquelle les Néerlandais sont aujourd'hui des patineurs de vitesse si compétitifs. À Londres, on pouvait traverser la Tamise gelée sur la glace et des carnivals d'hiver étaient organisés sur le fleuve gelé.



Ces deux épisodes se sont déroulés des siècles avant l'invention de l'automobile. Vous l'aurez compris.

Mais les élites veulent simplement vous avoir sous leur coupe en utilisant des technologies coûteuses qu'elles contrôlent elles-mêmes. Si cela signifie que vous devez souffrir d'une forte baisse de votre niveau de vie, qu'il en soit ainsi. C'est aussi pourquoi les Allemands stockent du bois de chauffage et les Polonais font la queue pendant des jours pour acheter du charbon au 21^e siècle. C'est plutôt le 18^e siècle.

Nous devons considérer le rôle des sanctions dans tout cela.

Je ne veux pas me vanter, mais...

Dès que les premières sanctions économiques et financières ont été imposées à la Russie par les États-Unis et l'UE au début de la guerre en Ukraine, j'ai écrit et dit que les sanctions ne parviendraient pas à dissuader la Russie.

Je suis allé plus loin en disant que les sanctions feraient plus de mal aux États-Unis qu'à la Russie et que les sanctions aideraient en fait la Russie en réduisant le pouvoir des oligarques (les rivaux de Poutine) et en augmentant le prix de l'énergie (la principale source de devises fortes de la Russie).

Toutes ces prévisions se sont avérées exactes. Je n'essaie pas de me vanter. Je veux simplement illustrer à quel point nos soi-disant élites et décideurs sont désemparés. Ils sont tout simplement incapables de penser ne serait-ce qu'à un seul coup d'avance.

Au lieu que les sanctions fassent mal à la Russie, elle gagne plus de 21 milliards de dollars par mois grâce à ses exportations d'énergie. C'est bien plus que ce qu'elle gagnait avant la guerre, et le rouble russe est plus fort qu'avant la guerre. En fait, le directeur de la Banque centrale de Russie a récemment réduit les taux d'intérêt parce que le rouble était trop fort.

Bien sûr, tous les "experts" ont dit que les sanctions paralyseraient le rouble.

Pendant ce temps, les États-Unis sont en récession, l'inflation n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans, les taux d'intérêt augmentent et les prix de l'essence et des denrées alimentaires ont doublé au cours de l'année écoulée. En Europe, la situation est encore pire, avec des pénuries d'énergie et de nourriture qui se profilent dans les mois à venir.

La situation pourrait-elle empirer ? En fait, oui.

Une nouvelle OPEP basée sur le gaz naturel ?

En armant le dollar américain, en gelant les actifs de la Russie et en l'éjectant des systèmes de paiement mondiaux, les États-Unis ont forcé la Russie à envisager d'autres monnaies de paiement, d'autres canaux de paiement et peut-être une nouvelle monnaie de réserve mondiale, y compris de nouvelles monnaies numériques adossées à un panier de matières premières, dont l'or.

Ces projets sont déjà en cours dans le cadre des réunions des BRICS+ et de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui sont toutes deux centrées sur la Russie et la Chine. Aujourd'hui, un nouvel effort a été entrepris pour former un cartel du gaz naturel avec la participation de la Russie et de l'Iran et éventuellement d'autres pays.

Cette nouvelle organisation pourrait fonctionner comme l'OPEP, sauf que l'actif stratégique serait le gaz naturel plutôt que le pétrole. Parmi les autres pays qui pourraient rejoindre ce nouveau cartel figurent le Qatar et l'Azerbaïdjan. À eux seuls, la Russie, l'Iran et le Qatar contrôlent environ 60 % des réserves mondiales de gaz naturel.

Un tel cartel serait en mesure de conclure des accords exclusifs avec des acheteurs privilégiés comme la Chine, ce qui laisserait l'Europe sur la touche, au sens propre comme au figuré.

Nous devons nous rendre à l'évidence : les sanctions étaient une gaffe dès le départ. Mais les partisans de la "haine de la Russie" étaient tellement aveuglés par leur mépris pour Poutine qu'ils ont continué à aller de l'avant.

Aujourd'hui, les conséquences imprévues apparaissent et elles sont encore pires que ce que les critiques avaient imaginé.

Les élites mondialistes et les politiciens occidentaux poursuivent leurs fantasmes d'éoliennes et de modules solaires, tandis que des pays sérieux comme la Russie et l'Iran s'emparent des seules sources d'énergie qui comptent vraiment dans un avenir prévisible : le pétrole et le gaz.

Lorsque l'idéologie et la réalité se heurtent, la réalité finit toujours par l'emporter. Cela n'augure rien de bon pour l'Occident.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Loin de l'objectif

La Fed a encore du chemin à parcourir pour devancer l'inflation...
et les actions ont encore du chemin à parcourir avant cela.

Bonner Private Research 29 août 2022 , traduit de l'anglais



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...



"Pour rétablir la stabilité des prix, il faudra probablement maintenir une politique restrictive pendant un certain temps. Les données historiques mettent fortement en garde contre un assouplissement prématuré de la politique monétaire."

~ Jerome Powell

La grande nouvelle de la semaine dernière est tombée vendredi. En bref, la Fed n'a pas "pivoté". Pas encore. Et nous en concluons d'emblée que la douleur ne fait que commencer. C'est plus tard - lorsque les taux d'intérêt corrigés de l'inflation seront plus élevés que l'IPC (indice des prix à la consommation) - que nous découvrirons de quel tour de passe-passe la Fed est capable.

En attendant, voici le rapport de Yahoo Finance :

Le président de la Fed, M. Powell : Les taux augmenteront jusqu'à ce que le travail soit terminé pour réduire l'inflation.

Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a déclaré vendredi que le travail de la banque centrale pour faire baisser l'inflation n'est pas terminé, suggérant que la Fed continuera à augmenter agressivement les taux d'intérêt pour refroidir l'économie.

"Nous continuerons à le faire jusqu'à ce que nous soyons convaincus que le travail est terminé", a déclaré M. Powell lors de la conférence annuelle de la Fed à Jackson Hole, dans le Wyoming.

Bien que la baisse de l'inflation en juillet soit la bienvenue, l'amélioration d'un seul mois est loin de ce que le Comité devra voir avant d'être convaincu que l'inflation diminue", a déclaré M. Powell vendredi.

Les investisseurs boursiers ont mal pris la nouvelle. À la fermeture des bureaux vendredi, le Dow Jones avait perdu 1 000 points. Ils s'attendaient à un relâchement de la part de la Fed. Selon eux, l'inflation a atteint son pic. La Fed devrait pouvoir revenir à ce qu'elle fait de mieux : gonfler l'économie.

Loin de l'objectif

Mais la Fed continue de gonfler l'économie. Son bilan diminue, mais elle continue de prêter à des taux négatifs (inférieurs au niveau de la hausse des prix à la consommation). Le taux des Fed Funds est toujours 600 points de base EN DESSOUS de l'IPC et 400 points de base EN DESSOUS de la mesure de l'inflation préférée de la Fed, le PCE (Personal Consumption Expenditures). Quelle que soit la mesure utilisée, le taux d'inflation est toujours bien AU-DESSUS de l'objectif de 2 % de la Fed.

Au moins, la Fed va dans la bonne direction... en augmentant les taux, même timidement.

Les actions sont en baisse, mais pas de façon catastrophique. La dernière fois que la Fed a dû lutter contre l'inflation, le Dow Jones a chuté au point de se retrouver brièvement au même niveau que l'or. Aujourd'hui, cela signifierait un Dow de 1 800, pas de 32 000. Et, à l'époque, les taux hypothécaires étaient supérieurs à 15 %. Imaginez une hypothèque de 300 000 \$ à 15 %. Les paiements seraient d'environ 4 000 \$ par mois. Combien de propriétaires pourraient se le permettre ?

Pour l'instant, tout est calme. L'équipe Powell donne l'impression d'une résolution sévère. Elle fera "tout ce qu'il faut" pour maîtriser l'inflation.

Tout le monde sait que ce ne sera pas une partie de plaisir. Et pourtant, ce n'est pas le moment pour la Fed d'abandonner son cycle de "resserrement". La Fed doit également regagner une partie de sa crédibilité perdue. Elle s'est beaucoup trompée sur l'inflation ; les gouverneurs de la Fed sont passés pour des imbéciles. Maintenant, elle va rester ferme sur l'inflation jusqu'à ce que les taux de prêt soient supérieurs à l'inflation, et non inférieurs.

Voici pourquoi. L'"argent" naît lorsqu'il est emprunté. Lorsque les banques prêtent, elles ne vont pas dans leurs coffres pour retirer de l'argent. Elles le créent simplement - comme une écriture comptable. Donc, plus les gens empruntent, plus il y a d'"argent" en circulation. Ce nouvel argent "gonfle" la masse monétaire... ce qui entraîne une hausse des prix.

Puis, lorsque les prix augmentent, les gens sont incités à emprunter encore plus d'argent. Car l'argent qu'ils remboursent vaut moins que l'argent qu'ils ont emprunté. Plus d'emprunts = plus d'inflation = plus de prix = plus d'emprunts.

Ou bien...

C'est "Inflate or Die". Soit l'inflation continue. Soit elle est maîtrisée - avec des taux d'intérêt plus élevés - et la bulle meurt.

Les gens peuvent repousser leur mort aussi longtemps qu'ils le peuvent. Mais vous ne pouvez pas la repousser éternellement. Et voici la sénatrice Warren. Comme une veuve amère agitant son doigt sur le cadavre d'un fumeur invétéré, elle se met en position de dire "Je vous l'avais dit".
CNN :

La sénatrice démocrate Elizabeth Warren, du Massachusetts, a critiqué dimanche le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, pour avoir suggéré une hausse des taux d'intérêt afin de combattre l'inflation aux États-Unis, affirmant qu'il pourrait "faire basculer cette économie dans la récession."

Nouvelle pour Mme Warren : l'économie est déjà en récession. C'est ce qui est censé se produire.

M. Powell a raison. Maîtriser l'inflation sera douloureux. Des taux d'intérêt plus élevés signifieront moins d'emprunts, moins d'embauches, moins d'achats, moins de bénéfices, moins de prix des actifs et moins de recettes fiscales pour le gouvernement américain. C'est une récession, en d'autres termes. Et c'est ainsi que l'économie corrige les erreurs et les excès de l'époque de la bulle. C'est l'idée générale.

Mais la douleur a à peine commencé. La Fed doit devancer l'inflation, et non la suivre de loin. Elle doit continuer à augmenter les taux, jusqu'à ce que quelque chose cède - soit l'inflation... soit sa propre colonne vertébrale.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Journées tranquilles dans le Poitou

Plus ; l'avertissement de Macron pour l'Europe, un château en ruine
et quelques conseils de mariage...

Bonner Private Research et Joel Bowman 30 août 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...



(Fort de Brégançon, destination exclusive des vacances d'été du président Emmanuel Macron.)

"En France, on pardonne beaucoup de péchés commis par amour."

~ Le compagnon de table d'hier soir

L'orateur était le maire d'une petite ville voisine. Le sujet était le président français, Emmanuel Macron.

"Il avait tout juste 16 ans quand il est tombé amoureux de sa future femme. Elle était son professeur de lycée. Elle avait 40 ans et déjà trois enfants.

"Sa famille a essayé de l'éloigner d'elle. Mais ça n'a pas marché... ils se sont quand même mis ensemble. Et maintenant, elle est ce qu'on appelle la "première dame" de France.

"Et, alors... ?"

Notre compagnon a donné ce qu'on pourrait appeler un haussement d'épaules gaulois, et a fait un arc lent avec sa main droite, comme s'il traçait l'ascension et la chute de toutes les choses humaines.

L'Assomption est passée. C'est le 15 août, le jour commémoré par les catholiques comme le jour où la Vierge a été "assumée" au ciel. Comment cela s'est passé exactement, nous ne le savons pas. Mais il y a tant de choses que nous ne savons pas, nous ne savons pas par où commencer.

- Brigitte Macron doit-elle être punie pour sa liaison avec un étudiant ?

- Marie était-elle vraiment "vierge"... comment le savaient-ils ? Est-elle vraiment montée au Ciel, corporellement... et y est-elle morte, plutôt que sur Terre, comme tout le monde ?

- **Le monde se réchauffe-t-il vraiment ? Pouvons-nous y faire quelque chose ?** Les générations futures seront-elles mieux loties si, à coup de carottes et de bâtons, nous poussons les gens vers l'énergie "verte" ?

- La Fed devrait-elle viser une inflation de 2 % plutôt que de 3 % ? Douze fonctionnaires, travaillant pour une banque privée, peuvent-ils réellement guider - et améliorer ! - une économie de 24 000 milliards de dollars ?

- Les Russes sont-ils vraiment des méchants ? Qui sont les gentils ?

La grande inconnue

Il y a des gens qui pensent connaître les réponses. Votre humble rédacteur confesse son ignorance. Non seulement quant à ces questions, mais à des millions d'autres. Sommes-nous exceptionnellement modestes... ou exceptionnellement stupides ; nous ne connaissons pas non plus cette réponse !

Alors, aujourd'hui, restons-en à notre histoire... pour la simple raison que presque tous les

Français sont en vacances ; autant les rejoindre.

Le jour de l'Assomption est le jour où Richard Nixon a fait du dollar une monnaie poubelle. Mais son importance première, par ici, est qu'elle marque un changement de saison. Rien n'est éternel. Même un bon vin rouge s'améliore rarement après 10 ans ; il est inutile de le garder plus longtemps. Ici, dans le Poitou, après le 15 août, la chaleur se disperse... remplacée par une gracieuse chaleur de fin d'été. Comme le vin et les femmes, l'été atteint son apogée au moment où les premiers signes de décomposition apparaissent. Les feuilles commencent à tourner... et les nuits deviennent fraîches.

Cette année a été particulièrement sèche en Europe. Certaines feuilles ont donc touché le sol très tôt ; notre tilleul, par exemple, avait déjà déposé un tapis de feuilles brunes à la mi-août.

Nous vivons dans une partie de la France qui est oubliée et négligée. Il n'y a pas de touristes. Pas d'usines. Une autoroute et une voie ferrée à grande vitesse traversent la région, emmenant les voyageurs pressés de Paris à Bordeaux ; peu s'arrêtent en chemin. À l'exception du Futuroscope, près de Poitiers, il n'y a aucune raison de s'arrêter.

Nous sommes arrivés ici il y a 26 ans et avons acheté une grande maison en ruine - un château - pour notre grande famille. Nous sommes restés ici depuis.

Les Français savent qu'il vaut mieux ne pas acheter un tel endroit. Personne ne l'a fait. C'était donc à nous de le faire. Et puis, les gens du coin se sont demandés : étions-nous une sorte de secte ? Ou étions-nous simplement naïfs ?

Ces vieilles maisons sont inconfortables, pleines de courants d'air, et difficiles à entretenir. Les Français les acceptent lorsqu'ils en héritent, mais avec des sentiments mitigés ; comme si on leur donnait un poney, ils savent qu'il y aura du nettoyage à faire.

Après avoir acheté le château, votre rédacteur en chef s'est lancé avec ardeur dans les travaux de rénovation... faisant sortir ses jeunes collaborateurs - âgés de 3 à 13 ans - de leur lit le matin pour qu'ils puissent l'aider. Sa femme, quant à elle, s'est intégrée sans problème dans la "bourgeoisie rurale" locale, composée de familles également accablées par des tas de vieilles pierres. Cela nous a permis à tous deux de nous déplacer parmi eux, d'apprendre leur langue et d'étudier leurs habitudes.

Le rythme migratoire de ces personnes suit le calendrier religieux. Beaucoup d'entre eux ont fait leur carrière à Paris ou à Bordeaux, mais ils s'accrochent aux vieilles maisons, d'où sont venus leurs grands-parents et leurs arrière-grands-parents.

La mariée arrive

Les maisons sont boutonnées après Toussaint (Halloween) et laissées fermées tout l'hiver. Puis,

avec l'arrivée de Paques (Pâques), les volets sont ouverts... les fenêtres et les rideaux tirés... le soleil entre et les racines ternes de toute la région sont remuées par la pluie chaude du printemps.

Quelques mois plus tard, vient le glorieux été, lorsque la campagne s'anime de fleurs, d'abeilles, de haricots verts, de tracteurs, de mouches et de dîners en plein air. Et puis, après l'Assomption, viennent deux semaines d'intense socialisation, avec des réunions de famille, des fêtes, des concerts et des mariages, avant que la "rentree" (retour au travail et à l'école) ne commence après le premier septembre.

Les mariages sont les pires. Nous sommes allés à l'un d'eux il y a deux semaines et à un autre le week-end dernier ; nous irons à un autre le week-end prochain. Nous avons assisté à tellement de mariages au cours du dernier quart de siècle - en les observant attentivement, tel un anthropologue observant une tribu de sauvages nus - que nous nous sentons qualifiés pour faire des commentaires. C'est, après tout, l'une des rares choses que nous connaissons.

Les mariages français, du moins ceux de cette classe, sont un concours d'endurance. Il n'est pas naturel et stressant de maintenir une attitude joviale pendant plus d'une heure ou deux - surtout pour votre rédacteur en chef. Le faire pendant 12 heures d'affilée invite à la dépression. Les mariages commencent à 2 ou 3 heures de l'après-midi, avec la cérémonie à l'église. Ils ne se terminent qu'après minuit. À ce moment-là, les sujets habituels de conversation polie - où habitez-vous, que faites-vous, pourquoi êtes-vous ici - sont épuisés, l'orchestre remballé, et il est temps de laisser la fête aux plus jeunes, qui continueront jusqu'au lever du jour.

Lors de notre dernier événement, environ 300 personnes étaient réunies dans une ancienne église en pierre dotée d'un rare "orgue à cylindre". Nous n'avons pas pu déterminer en quoi cet orgue était spécial, mais une brochure nous a assuré qu'il l'était. Comme pour le prouver, l'orgue a émis un son tel qu'il a fait trembler les fondations... mais cela devait venir un peu plus tard.

Comme nous l'avons remarqué il y a un an ou deux, les chapeaux se démodent. Mais il y avait quelques résistants dans la foule... des femmes qui appréciaient l'audace d'avoir une fabuleuse confection sur la tête. L'une d'entre elles, par exemple, portait un chapeau noir plat, de la taille et de la forme du bureau ovale. Une autre a fait une figure frappante avec ce qui ressemblait au gâteau de mariage lui-même perché sur sa tête.

Gestion d'événements Bonner

L'erreur que commettent la plupart des organisateurs de mariage, à ce stade des festivités, est de rechercher l'originalité. Le plus souvent, ils ne font que se plier au directeur musical, mais c'est toujours une erreur de choisir des morceaux de musique qui ne sont pas familiers à la foule. Ils ne savent pas quoi faire ; ils sont censés chanter, mais ils ne connaissent pas l'air. Ils

fredonnent... et trébuchent sur les notes... du mieux qu'ils peuvent. L'effet est celui d'une gêne collective, comme si le gouverneur du Maryland se mettait soudain à faire l'éloge de Benito Mussolini. Il vaut mieux s'en tenir à la musique que les gens connaissent.

Par ailleurs, en règle générale, les célébrations ont besoin de points de convergence. Elles ne doivent pas être une simple série d'événements. Comme les représentations théâtrales, elles ont besoin d'une montée en puissance, d'un point culminant... et de tous les éléments qui font un spectacle satisfaisant.

Dans un mariage, la première scène importante est l'arrivée de la mariée. Elle doit être accompagnée d'une fanfare appropriée. Entre-temps, les invités ont pris place au son de la musique de Pachelbel ou de Bach. Mais si vous voulez bien faire les choses, lorsque la mariée apparaît au fond de l'église, faites passer la musique sur le Chœur de la mariée de Richard Wagner. Ensuite, tout le monde sait ce qu'il doit faire : ils se lèvent et se retournent pour la regarder descendre l'allée. Sa main sur le bras de son père... voilée et élégante... elle marche lentement, réalisant que c'est probablement le moment le plus important de sa vie.

"Je préfère les funérailles", dit notre beau-frère, ministre baptiste en Virginie. "Beaucoup de choses peuvent mal tourner dans un mariage. Les gens sont tous nerveux et sur les nerfs. Et on apprend souvent, quelques années plus tard, que le couple s'est séparé. On a l'impression que tout cela n'a été qu'une perte de temps."

"Mais un enterrement est définitif. Vous ne recevez aucune plainte."

Plus à venir... y compris une conversation de flirt au dîner...

▲ [RETOUR](#) ▲